

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JUIN 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau IX. — Industrie et Travail.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2),
PAR M. DE BRUYNE.

MESSIEURS,

Nous examinerons dans le rapport que nous avons l'honneur de vous présenter, l'activité des différents services du Département de l'Industrie et du Travail et nous répondrons aux questions posées en Section.

Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

Retraite. — Pensions de vieillesse.

Un membre a trouvé que la dépense inscrite à l'article 38 du Budget au sujet des pensions de vieillesse était trop élevée.

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la Commission du Budget :

a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans ;

b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hamaut, Büyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

Ce crédit de 120 millions non limitatif a été fixé en prenant comme base :

- 1° Le nombre approximatif des pensionnés établi d'après le nombre des bénéficiaires de l'allocation de 65 francs (loi du 17 juin 1919) (200,000 francs).
- 2° Une pension moyenne de 600 francs.

Comme le dit la note justificative du crédit, les trois huitièmes de la dépense sont récupérables par le Trésor auprès des provinces un huitième, et des communes deux huitièmes.

Un membre a demandé si les contrôleurs des contributions trouveraient en première instance le temps nécessaire pour faire l'examen des dossiers.

C'est en vue de hâter l'instruction des demandes de pensions de vieillesse, que l'Administration des contributions a décidé de faire collaborer à ce travail les receveurs des contributions ainsi que les vérificateurs du même service, adjoints aux inspecteurs, aux contrôleurs et aux receveurs.

A la date du 30 avril 1921, les contrôleurs des contributions avaient reçu des administrations communales 145,575 demandes de pensions de vieillesse, en avaient examiné 51,966 et avaient statué sur 40,152 d'entre elles.

On trouvera, en annexe (n° 1), l'état de la liquidation des pensions de vieillesse en mai.

Au 15 mai, les administrations communales avaient reçu 173,644 demandes; les contrôleurs des contributions en avaient reçu 151,692, et en avaient transmis 48,285 aux communes; celles-ci en avaient expédié 40,431 aux gouverneurs. Au 29 mai, le Département en avait reçu 17,182 et liquidé 11,000.

A. — RETRAITE.

Depuis novembre 1918, il a été procédé aux travaux suivants :

- 1° Reconstitution des archives du service;
- 2° Envoi des tableaux A/E pour les versements effectués en 1918 à la Caisse de Retraite;
- 3° Attribution, en 1919, des primes et subventions pour lesdits versements;
- 4° Liquidation de ces subsides.

En 1919 :

- 1° Envoi des tableaux A/E pour les versements opérés en 1919 à la Caisse de Retraite;
- 2° Attribution des primes et subventions en 1920 pour lesdits versements..

En 1919, les sociétés mutualistes ont été autorisées à effectuer des versements complémentaires pour les années 1914-1918 au profit de ceux de leurs membres qui n'avaient pu faire ces opérations pendant les années de guerre : les subsides de l'Etat ont été alloués pour chacun de ces versements : le travail d'attribution de ces subsides a donc été considérable et cependant toutes les sociétés qui avaient envoyé leurs tableaux A/E en temps opportun, ont reçu ces subsides pour le 15 novembre 1920.

De nombreuses sociétés ont encore été autorisées à faire, en 1920, à la Caisse de Retraite, des versements pour les années 1914-1918.

La Caisse de Retraite ayant modifié en 1921 les modes de versements des affiliés, le service a modifié également les dispositions adoptées jusqu'à ce jour, pour le travail d'attribution des subsides de l'État, de façon que les sociétés puissent entrer, sans retard, en possession des allocations qui leur reviennent, et soient ainsi mises à même de les verser éventuellement, en temps opportun au compte de leurs membres.

Il y a approximativement 6,500 sociétés de retraite avec environ 900,000 membres.

B. — PENSION DE VIEILLESSE.

Depuis novembre 1918, le service a payé :

a) Le complément d'allocation (100 francs) pour 1915-1916-1917 et 1918 aux vieillards qui avaient été admis à bénéficier de cet avantage avant la déclaration de guerre et qui n'avaient perçu que 40 francs par an pendant lesdites années;

b) Les allocations de 1914-1919 aux vieillards qui s'étaient réfugiés à l'étranger pendant la guerre ou qui évacués en Belgique ou se trouvant dans la zone d'opérations, n'avaient pu toucher l'allocation;

c) L'allocation pour 1919 aux 120,000 anciens allocataires;
» » 1920 aux 220,000 anciens et nouveaux allocataires;

d) L'allocation pour 1914-1919 (exécution de la loi du 17 juin 1920) aux personnes qui n'avaient pas introduit leur demande pendant les années de guerre (120,000 bénéficiaires);

e) Des arriérés (100 francs) aux héritiers des bénéficiaires décédés (art. 7 de l'Arrêté royal du 15 juillet 1919) 25,000 mandats ont été émis.

* * *

La loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1921. On sait qu'elle a pour base la pension gratuite et qu'elle immunise partiellement certaines ressources, notamment celles acquises par l'effort de prévoyance des intéressés.

Le service a pris toutes les mesures d'exécution :

1^o Arrêté royal du 10 novembre 1920, fixant l'interprétation de la loi et son exécution;

2^o Instructions générales relatives à l'exécution de la loi et de l'arrêté royal;

3^o Arrêté royal du 11 novembre 1920 instituant les commissions régionales des pensions de vieillesse;

4^o Arrêté royal du 11 novembre 1920 instituant les commissions provinciales des pensions de vieillesse;

5^o Arrêté royal du 13 décembre 1920 pris en exécution de l'article 63, de l'arrêté royal du 10 novembre 1920.

6° Arrêté ministériel du 14 décembre 1920 pris en exécution de l'article 4, 70 de l'arrêté royal du 10 novembre 1920;

7° Loi du 20 mai 1921, dispensant du timbre et de l'enregistrement, les procurations données par les bénéficiaires de la pension;

8° Arrêté royal organique de la Commission Supérieure des Pensions de Vieillesse;

9° Arrêté royal fixant les mesures d'application de la loi aux hospitalisés.

Outre cela, le service a dû élaborer toutes les formules nécessaires pour l'introduction des demandes avec les annexes (accusé de réception-certificat de salaire-affiches).

Tous ces documents ont été envoyés à toutes les communes de la Belgique.

Les Commissions Régionales ont été constituées et des instructions détaillées ont été adressées à ces collèges ainsi qu'aux contrôleurs des contributions chargés de l'instruction et de l'examen des demandes.

La confection des titres de pensions se fait au Département au fur et à mesure de la réception des dossiers en règle. Ces titres sont alors transmis aux intéressés par l'intermédiaire de leur administration communale.

Le paiement se fait par les soins des Receveurs des Contributions et trimestriellement. Toutefois, M. le Ministre de l'Industrie et du Travail a décidé de payer ensemble les deux premiers trimestres de 1921, pour que les vieillards ne subissent aucun préjudice, à raison du retard.

La mise à exécution de la loi du 20 mai 1920 constitue une tâche énorme autant que délicate dont la réalisation ne dépend pas seulement de l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales, mais aussi d'une série de fonctionnaires et d'organismes publics : Administrations communales, contrôleurs et receveurs des contributions, commissions régionales et provinciales, Gouverneurs, etc. De là, certaines causes de difficultés et de retards.

Participation de l'État à la constitution des pensions de vieillesse.

RÉCAPITULATION.

1914	fr.	19,625,000
1919		31,610,000
et 30,330,000 francs (dépenses arriérées).		
1920		61,610,000
1921		130,350,000
dont 45,000,000 de francs à charge des provinces et des communes et qui seront récupérés sur la partie des impôts qui leur sont attribués.		

Détail pour 1921.

Pensions de vieillesse à accorder en exécution de la loi du 20 août 1920 (crédit non limitatif)	fr. 120,000,000
Dépenses d'administration relatives à l'exécution de la loi du 20 août 1920. Subsidés aux différents organismes appelés à concourir à l'application de la loi	1,000,000
Primes d'encouragement à allouer aux affiliés de la Caisse Générale de Retraite en exécution des lois des 10 mai 1900 et 5 juin 1911	7,500,000
Subvention aux sociétés mutualistes reconnues ayant pour objet l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale de retraite (art. 12 de la loi du 10 mai 1900). Subvention aux caisses communes de prévoyance et aux sociétés mutualistes reconnues ayant pour objet l'affiliation des ouvriers mineurs à ladite caisse. (Art. 12 de la loi du 10 mai 1900 et art. 5 de la loi du 5 juin 1911) (crédit non limitatif)	1,650,000
Dépenses d'administration relatives à l'exécution des lois des 10 mai 1900 et 5 juin 1911	100,000
Liquidation du fonds spécial des dotations pour la constitution des pensions de vieillesse (crédit non limitatif)	100,000
TOTAL. . . . fr.	130,350,000

Commissions régionales des pensions de vieillesse.

Les 60 commissions régionales des pensions de vieillesse chargées de statuer sur les recours formés par les requérants, les Administrations communales et les Gouverneurs contre les décisions prises en matière de pensions de vieillesse par les contrôleurs des contributions ou les fonctionnaires délégués par l'Administration des contributions ont été, conformément à l'arrêté royal du 11 novembre 1920, instituées au sein des Comités de patronage des Habitations ouvrières et des Institutions de prévoyance.

Ces Commissions sont composées d'un président, de trois membres effectifs et d'un secrétaire-trésorier.

Le président est désigné par le Comité de patronage.

Les membres effectifs ainsi que le secrétaire-trésorier sont nommés par le Ministre de l'Industrie du Travail et du Ravitaillement.

**Assurance contre le chômage involontaire.
Le Fonds national de crises.**

Chômage involontaire.

Avant la guerre, des caisses professionnelles organisées spontanément par les syndicats sont seules à pratiquer l'assurance contre le chômage au moyen des cotisations versées par leurs membres. Certaines grandes villes et communes industrielles leur octroient directement des subsides d'encouragement ou des subventions régulières par l'intermédiaire d'organismes de contrôle dénommés Fonds de chômage.

Ceux-ci peu nombreux alors, contribuèrent à répandre graduellement la pratique de cette nouvelle forme d'assurance. Certaines provinces accordaient également des subsides directs aux caisses de chômage.

L'État n'accordait que des subsides insignifiants aux caisses (fr. 0.10 par journée de chômage) — au total — 31,608 francs en 1913, — et des subventions insignifiantes pour frais d'administration au Fonds de chômage (4,320 francs en 1913).

Le nombre de caisses de chômage en 1913 est de 634 comptant 126,278 participants. En 1913, on comptait 29,185 chômeurs indemnités pour 513,134 journées de chômage.

Au lendemain de la guerre, les syndicats professionnels entreprennent de restaurer leurs caisses de chômage, qui pendant l'occupation avaient complètement épuisé leurs réserves. L'afflux considérable de membres nouveaux rendait leur situation difficile.

Les Fonds de chômage intercommunaux réclamaient pour elles un concours efficace des pouvoirs publics.

L'Association internationale pour la lutte contre le chômage et la Commission permanente des Unions professionnelles, Bourses de travail et Fonds de chômage travaillent parallèlement à l'étude des moyens propres à encourager la restauration des caisses de chômage en attendant la réalisation d'un service d'assurance généralisé et obligatoire contre le chômage.

Conformément à l'avis exprimé par ces organismes, l'État décida à partir du 1^{er} juin 1920 :

1° D'allouer aux Caisses de chômage, affiliées aux Fonds de chômage, une subvention égale à 50 % des cotisations effectivement versées par les membres de ces caisses ;

2° De prendre à sa charge l'allocation d'une indemnité journalière aux assurés qui n'ont pas accompli le stage réglementaire (stagiaires).

Cette indemnité est égale à celle que fournit la caisse aux affiliés en règle sans pouvoir dépasser fr. 2.50 par jour. Cette indemnité a été portée à 3 francs à partir du 1^{er} septembre.

Cette mesure a eu pour conséquence une augmentation des affiliations aux

Caisses de chômage. A cette époque on croyait à une longue période d'activité économique et partant, à un effectif peu considérable de chômeurs stagiaires à soutenir par l'État et de chômeurs ayant accompli le stage à soutenir par leur caisse. Mais ces prévisions ont été démenties par les événements.

Dès le mois d'août, en vue de réduire les charges des Caisses, l'État est amené :

1° A considérer tous les affiliés aux Caisses avant le 1^{er} juin, comme n'ayant commencé leur stage qu'à partir de cette date ;

2° A prendre également à sa charge le paiement d'indemnités aux assurés qui ont épuisé leurs droits aux indemnités syndicales.

Dans l'entretemps, l'État avait entrepris une propagande intense avec le concours des Gouverneurs des provinces en vue de provoquer l'adhésion des communes aux Fonds de chômage existants et la création de fonds de chômage dans les régions où ces organismes n'existaient pas encore.

En présence de la persistance de la crise et du coût élevé de la vie, le Gouvernement estima que les mesures transitoires qui avaient été adoptées pour une période devant prendre fin le 31 décembre, ne pouvaient être brusquement interrompues et qu'il y avait lieu, pour l'avenir, d'instituer un organisme susceptible de soutenir les victimes de pareille calamité.

Après avoir consulté la section belge de l'A. I. pour la lutte contre le chômage et la Commission Permanente des U. P., B. du T. et F. de ch., il arrête comme suit le régime des subventions aux Caisses de chômage, à partir du 1^{er} janvier 1921. (Arrêté royal du 30 décembre 1921.)

TITRE I. — Maintien de la subvention de 50 % sur cotisations aux caisses d'assurance.

TITRE II. — Fonds National de Crise.

Allocation d'indemnités familiales (*principe nouveau*) sur la base de : 3 francs par jour ouvrable à l'assuré ;

0.60 fr. par jour ouvrable pour la femme non ouvrière et pour chaque enfant de moins de 14 ans.

1° Aux assurés ayant accompli les stages qui ont épuisé leurs droits aux indemnités des caisses ;

2° Aux assurés ayant accompli les stages qui ont épuisé leurs droits à des caisses dont toutes les ressources sont épuisées ;

3° Aux stagiaires affiliés depuis trois mois au moins aux Caisses de chômage. Cette mesure devait cesser ses effets au 31 mars 1921.

Les principes de cette réglementation étaient bien établis. Ils subordonnaient les subsides de l'État aux chômeurs à leur adhésion à une caisse de chômage, alors qu'ils étaient encore au travail et à un stage de trois mois. Mais son application créait une situation difficile aux Caisses parce que le régime antérieur admettait immédiatement au bénéfice des indemnités de l'État tous les stagiaires

affiliés avant le 31 décembre ; il aurait donc fallu retirer le bénéfice de cette disposition à un grand nombre d'assurés qui en jouissaient.

Dans l'entretemps, le Conseil des Ministres avait décidé de porter les indemnités aux chiffres ci-dessous :

a) 5 francs au chef de famille ;

b) fr. 1.50 pour la femme non ouvrière ;

c) 1 franc par enfant de 14 ans et moins et par enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans fréquentant un établissement d'instruction ou une école professionnelle, ou se trouvant par suite d'incapacité physique dans l'impossibilité de travailler (arrêté royal du 7 mars 1921).

Cet arrêté du 7 mars spécifia que les allocations ne pouvaient en aucun cas dépasser les deux tiers du salaire normal ; celles accordées aux stagiaires ne pouvaient excéder celles allouées aux assurés réguliers par leurs caisses. D'autre part, les stagiaires ne seront plus admis à bénéficier de ces dispositions que s'ils ont adhéré aux caisses avant le 31 mars. (voir annexe II).

L'intervention des communes fixée à 10 % de la dépense a surtout pour but d'intéresser au contrôle les autorités qui sont sur place afin de refrainer le gaspillage. La même observation s'applique à l'intervention de 15 % réclamée aux Caisses auxquelles se rattachent les assurés.

Ces principes excellents sont repris dans le projet de loi que l'Association de la lutte contre le chômage va proposer au Gouvernement.

En attendant le dépôt du projet, rendant obligatoire l'assurance contre le chômage involontaire et réglant la participation dans le paiement des primes de de l'intéressé, du patron, de la province, de la commune et de l'État le régime en vigueur en 1920 a donc été continué en 1921. L'État alloue donc :

1° Aux caisses de chômage (syndicales ou non syndicales) affiliées à un fonds communal ou intercommunal de chômage et contrôlées par lui une subvention égale à 50 % des cotisations perçues ; les sommes attribuées de ce chef par l'État aux Caisses de chômage sont inscrites à leur crédit pour leur être remises au fur et à mesure des nécessités de leur service.

2° Aux Fonds communaux et intercommunaux de chômage 50 % de leurs frais d'administration.

Le Fonds de crise.

La crise industrielle qui éclata brusquement à la fin de 1920 obligea le gouvernement, dans un but de paix sociale, à intervenir en faveur des chômeurs atteints par elle.

Pour la répartition de ces allocations, il fit appel aux institutions d'assurance-chômage existantes (caisses syndicales ou non syndicales et Fonds communaux ou intercommunaux de chômage).

L'arrêté royal du 30 décembre 1920 règle l'organisation du Fonds national de crise.

A cause du coût de la vie, les indemnités ont dû être sensiblement augmentées, comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent. Des mesures restrictives ont été prises envers certaines catégories de chômeurs célibataires, divorcés ou veufs sans enfant à charge, qui ne touchent respectivement que quatre ou trois francs.

Le crédit à prévoir pour cet article prend une importance particulière par suite de l'augmentation considérable du nombre des ouvriers assurés (environ 800,000) et de l'extension du chômage.

Diverses questions ont été posées en sections.

Il a été mis 30 millions à la disposition de cet organisme. Un membre a demandé si la comptabilité de l'État permettait semblable affectation et si une loi n'était pas nécessaire. Un arrêté royal peut-il, sans que ce soit une exécution d'une loi, déterminer les clauses et conditions de ces allocations et arrêter quels seront les organismes chargés de la répartition du chômage?

Les trente millions mis à la disposition du Fonds des crises ont été prélevés sur le reliquat du crédit de l'article 121 B libellé comme suit :

« Subsidés aux œuvres de secours. — Traitements et indemnités du personnel. — Dépenses diverses : matériel, fournitures de bureau, papier, etc. » 92,050,000 francs. »

L'arrêté royal pouvait donc parfaitement régler les conditions dans lesquelles les allocations seront réparties et déterminer les organismes chargés de cette répartition. Il en a d'ailleurs toujours été ainsi en matière de subside à l'assurance-chômage.

Un membre a demandé quelles sont les communes comprises dans les 95 fonds de chômage existant au 31 décembre 1920.

On trouvera, en Annexe III, la liste des fonds de chômage et des communes y affiliées au 31 décembre 1920.

Un membre a demandé quels sont exactement les organismes qui distribuent les allocations de l'État aux chômeurs, depuis quand ils existent en tant que caisses de chômage, quelle est ou a été la participation de ces dernières dans les secours. Y a-t-il d'autres interventions provenant des associations ou syndicats ouvriers ou des associations patronales ou d'industriels?

L'arrêté royal du 30 décembre 1920 détermine les organismes chargés de la répartition des allocations. Ce sont : les caisses de chômage instituées, soit par des associations professionnelles, soit entre ouvriers non syndiqués, soit en annexe aux Fonds intercommunaux de chômage pour les ouvriers non-syndiqués.

Il est impossible de donner la date exacte de la constitution de ces caisses de chômage, mais depuis que l'État subventionne celles-ci (1^{er} juin 1920) en leur allouant 50 % sur le montant des cotisations, il exige, pour la section-chômage, une comptabilité nettement distincte de celle des autres services du syndicat.

Nombre de caisses de chômage existaient depuis longtemps, mais elles étaient confondues dans l'ensemble des services syndicaux. Elles ont, maintenant, une existence propre depuis que l'Etat exige cette distinction.

Les caisses doivent ristourner au Fonds de Crise 15 % des allocations payées, exception faite pour les allocations familiales, qui restent, entièrement, à charge de ce Fonds.

Les caisses qui sont encore en état de le faire, continuent à payer, aux membres ayant terminé leur stage, les indemnités prévues par les statuts.

Les industriels de Verviers ont créé entre eux un Fonds de Crise (en annexe II: les statuts).

A Gand, les patrons ont payé, pendant les débuts de la crise, une indemnité journalière proportionnelle aux heures de travail. Ces allocations ont cessé d'être accordées

La province de Liège accorde, aux membres ayant terminé leur stage dans leur caisse de chômage, une majoration de un franc par jour sur les allocations du Fonds de Crise.

Un membre a demandé si certains organismes distributeurs ne prélèvent point sur la somme que l'État leur remet pour les chômeurs, non seulement la cotisation destinée à la caisse de chômage, mais également le prélèvement opéré par le syndicat pour ses autres œuvres. Sur la retenue effectuée, quelle est la part qui est versée dans la caisse de chômage et celle qui est versée dans les autres caisses ?

Les organismes distributeurs continuent à percevoir, pour le service du chômage-involontaire, des cotisations de membres-chômeurs. Il est possible que certaines caisses font, à cette fin, un prélèvement sur les allocations que l'État leur remet. Mais il leur est interdit de le faire pour les autres œuvres du syndicat.

Un membre a demandé des renseignements sur le fonctionnement du fonds de crise.

L'arrêté royal publié en annexe II donne tous les renseignements sur le fonctionnement du fonds de crise.

Un membre a cité les cas d'un industriel dont les ouvriers demandent à chômer complètement toute la semaine, parce qu'en ne travaillant que deux jours par semaine, ils sont lésés en ce qui concerne l'indemnité de chômage.

Pour bénéficier de ces allocations sans déduction d'un jour par semaine, il faut un chômage *continu de plus d'une semaine*.

En demandant à leur patron de chômer une semaine et de travailler l'autre, les ouvriers ne résoudre pas la question dans le sens désiré par eux, puisqu'ils se trouveraient, toujours, dans le cas du « short-time » visé par l'article 12 et devraient perdre un jour d'indemnisation.

Le Fonds des Crises a envoyé aux Fonds de Chômage :

En février	fr. 9,533,975
En mars	14,547,388
En avril	12,498,001

Au 31 avril 1921, le total des sommes envoyées était de 36,579,364 francs.

Les dépenses d'administration se sont élevées :

En février à	fr. 19,596 06
En mars à	24,948 48
En avril à	43,683 46

Le total des dépenses d'administration au 30 avril 1921 était de 88,228 francs.

Par suite de la crise qui atteint la petite comme la grande industrie, les ressources des Caisses de chômage se trouvent rapidement épuisées.

C'est ainsi que le Fonds National de Crise s'est trouvé dans l'obligation de prendre à sa charge 34 caisses centrales et 27 caisses autonomes groupant plus de 500,000 membres et comptant environ 186,000 chômeurs.

Les allocations sont distribuées sous le contrôle et la responsabilité des caisses de chômage, surveillées à leur tour par les Fonds intercommunaux de chômage.

Les Caisses et les Fonds de chômage obligent les chômeurs à se soumettre deux fois par jour à un pointage de leur carte. Outre le contrôle, le F. N. C. dispose d'un service d'inspection chargé de visiter régulièrement les organismes distributeurs.

Les abus constatés sont déférés au Parquet et déjà les tribunaux ont prononcé des condamnations sévères contre des patrons trop complaisants.

Mais rien ne permet de pronostiquer une reprise prochaine du travail.

Bourses du Travail.

Il existe, actuellement, des Bourses du Travail officielles dans les principaux centres industriels, à savoir :

1. Province d'Anvers	3
2. Id. Brabant	3
3. Flandre occidentale	5
4. Id. orientale	5
5. Province de Hainaut	11
6. Id. Liège.	3
7. Id. Limbourg	1
8. Id. Namur	1
TOTAL.	32

Ces Bourses sont constituées sur le type des Bourses organisées par le Comité National au lendemain de l'armistice.

Elles sont administrées par une Commission comprenant un nombre égal de patrons et d'ouvriers et présidée par une personne placée, par sa situation sociale, en dehors des conflits industriels.

On constate que, de plus en plus, la clientèle patronale recourt à leur intermédiaire.

Au moment de la reprise du travail, elles seront d'une utilité incontestable. Tous les chômeurs recevant les allocations du Fonds de Crise doivent y être inscrits et sont obligés d'accepter tout travail offert qui présente les conditions de salaire établies dans la région et est conforme à leurs aptitudes.

D'autre part, les Bourses du Travail ont un rôle important à jouer comme conciliateur ou comme arbitre dans les conflits relatifs aux questions de salaires, que les changements des conditions économiques rendent, en ce moment, assez fréquents. Elles sont intervenues dans de nombreux différends.

Il est à remarquer que dans le projet qui rendra l'assurance contre le chômage obligatoire, la plupart des Bourses du Travail ne formeront plus qu'une section du Fonds de chômage, dont les frais sont supportés, pour la moitié, par les communes.

A ce moment on pourra donc envisager une réduction notable du crédit spécialement affecté aux offices de placement gratuit.

Le Département a continué, en 1920, à accorder des subsides à un certain nombre de Bourses libres, qui lui font connaître le relevé de leurs opérations et se sont soumises à son contrôle.

**Conflits dont la solution a été apportée par l'intermédiaire
des Bourses du Travail, en 1920 et 1921.**

Noms des bourses.	Dates des conflits.	Professions intéressées.	Total des ouvriers en cause.	Causes du conflit.
Boom . . .	1920, novembre	Briquetiers	700	Salaires.
Id. . . .	1921, janvier	Id.	7	id.
Malines . . .	»	Fabrique de conserves . . .	280	id.
Bruxelles . .	1920, janvier	Peintres	1,675	id.
Id. . . .	id. mars	Fondeurs en fer	1,200	Augment. de salaires.
Id. . . .	id. id.	Textile	39	id.
Id. . . .	id. id.	id. Forest	108	id.
Id. . . .	id. id.	id. Ruysbroek.	500	id.
Id. . . .	id. avril	Graveur sur bois	39	id.
Id. . . .	id. juin	Fourrures	506	ip.
Id. . . .	id. novembre	Fabrique de chapeaux . . .	70	id.
Id. . . .	id. id.	Carossiers	80	id.
Id. . . .	id. id.	Manufact. de bas de soie . .	55	id.
Id. . . .	1921, janvier	Flaconnerie	6	id.
Id. . . .	id. id.	Phares et lanternes d'autos .	70	Salaires.
Id. . . .	id. id.	Vandenplas (rue St-Michel) .	400	id.
Louvain . . .	1920, septembre	Menuisiers	65	id.
Id. . . .	id. octobre	Marbriers	200	id.
Nivelles . . .	id. juillet	Papeteries	330	id.
Vilvorde . . .	id. février	Toliers	40	id.
Bruges	id. janvier	Fabricants d'huile	117	id.
Ostende	id. id.	Métallurgistes	60	id.
Mousseron . .	id. id.	Textile	200	id.
Alost	1921, mars	Cordonniers	id.	Établissement d'un tarif.
Id. . . .	id. février	Ouvrières en lacets	150	Salaires.
Id. . . .	id. id.	Ouvrières en caleçons . . .	id.	Établissement d'un tarif.
Lokeren . . .	1920, janvier	Coupeurs de poils de lapin.	2,000	Augment. de salaires.
Ath.	id. id.	Industries du bois.	340	id.
Id.	id. avril	id.	400	Suppression du travail aux pièces.
Id.	id. août	Ouvriers du gaz	20	Augment. de salaires.

Noms des bourses.	Dates des conflits.	Professions intéressées.	Total des ouvriers intéressés.	Causes du conflit.
Charleroi . . .	1920, mai . . .	Dessinateurs dans la métal- lurgie.	54	Augment. de salaires.
Lessines . . .	id. janvier . . .	Carrières Willocq.	12	id.
Id.	id. id.	id. Cosyns	16	id.
Id.	id. id.	id. Tacquenier.	13	id.
Id.	id. id.	Nouvelles carrières	12	id.
Id.	id. mars	Carrières E. Notte.	150	id.
Id.	id. avril	id. Cosyns	5	id.
Id.	id. id.	id. Tacquenier.	15	id.
Id.	id. juin	id. id.	50	id.
Id.	id. id.	id. Willocq.	20	id.
Id.	id. id.	id. Vandeveldde	45	id.
Id.	id. juillet	id. Tacquenier.	40	id.
Id.	id. id.	Chargeurs de wagons.	»	id.
Pont-à-Celles.				
Manage	1920, juillet . . .	Tarraudeurs	10	id.
Id.	id. id.	Ecrouteurs	24	id.
Id.	id. id.	Fonderies de Godarville	80	id.
Id.	1921, mars	Verriers.	90	Maintien des salaires.
Soignies-Engbien	1920, février . . .	Carrières de petit granit	1,500	Institution d'une Com- mission mixte.
Id.	id. avril	Carrières de Soignies.	11	Augmentation de salaire.
Tournai	1920, janvier . . .	Camionneurs	80	id.
Id.	id. février	Brasserie l'Union	12	Renvoi d'ouvriers.
Id.	id. août	Peintres	80	Augmentation de salaire.
Huy	1920, juin	Boulonneries	150	Renvoi d'un ouvrier.
Id.	1921, février . . .	Métallurgie.	418	Maintien des salaires.
Liège	1921, mars	Armuriers	80	id.
Id.	1920, septembre . .	Monteurs à bois dans l'armu- rerie	263	Augmentation de salaire.
Id.	id. octobre	Équipeurs dans l'armurerie.	36	id.
Au total : 56 conflits 12,943 ouvriers intéressés.				

La liquidation du Service des Secours.

Le Service des Secours, en liquidation, est une œuvre héritée au Comité National.

A partir du 4 novembre 1917, le Comité National avait fusionné sous le nom de *Secours-Alimentaire* tous les secours (secours A, secours C, vivres supplémentaires, secours-chauffage, secours-vêtements, etc.). Tous les nécessiteux y étaient admis. C'est à partir du 4 novembre 1917 que sont comptées les quinzaines de secours, dont la 94^e a commencé le 29 mai 1921.

Le 1^{er} avril 1919, un arrêté ministériel créa la Commission de Secours-chômage. Celle-ci décida en mai 1919 d'en revenir à la notion du *Secours-chômage*, tel qu'il existait avant novembre 1917.

Le *Secours-chômage* fonctionna à partir de fin juin 1919.

Mais en même temps, le Comité National entra en liquidation le 29 juin 1919, et la Direction Centrale des Secours rattachée à l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, fut appelée à continuer son œuvre (1^{er} juillet 1919).

Le *Secours-chômage* était alloué non seulement aux ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, aux familles des soldats ouvriers ou employés, retenus ou appelés sous les drapeaux, mais encore aux vieillards âgés de plus de 65 ans et aux travailleurs malades ou débilités par suite de la guerre, même quand la reprise du travail leur était impossible, s'ils justifiaient qu'ils avaient été au travail juin-juillet 1914.

Plus tard, on dut y admettre en outre, sans conditions de qualification professionnelle, diverses catégories de nécessiteux dont la Direction Centrale eut à prendre la charge, à défaut d'organismes constitués pour leur venir en aide, ou en attendant que ceux-ci pussent fonctionner normalement : les invalides de guerre avec leur famille, en attendant que leur situation fut réglée; les veuves et orphelins de guerre; les familles de fusillés, de déportés, de réquisitionnés et en général de victimes civiles de la guerre en attendant la liquidation de leur indemnité; les réfugiés, les rapatriés, les habitants des régions dévastées et leur famille, etc.

Néanmoins, de nombreux nécessiteux se trouvèrent privés de toute assistance par suite de cette nouvelle réglementation, et le soin de les assister incombait aux communes dont les charges, déjà considérables, s'aggravèrent d'autant.

D'autre part, les ressources des bureaux de bienfaisance variant de l'une à l'autre, l'assistance qu'ils pouvaient donner était des plus inégale.

Le Gouvernement proposa aux communes (circulaire interministérielle du 27 août 1919), si elles voulaient accepter le système de contrôle et la procédure relative au calcul des ressources et à la fixation de l'état de besoin, étudiés et mis au point par le Comité national, de leur ristourner 25 % de leurs dépenses de secours.

Le secours organisé sur ces bases prit le nom de *Secours alimentaire* (octobre 1919).

Le *Secours-Chômage* et le *Secours alimentaire* étaient donnés le premier en espèces, le second en espèces ou en nature; leur taux était en rapport avec la composition de la famille secourue.

Ils étaient fournis par les anciens *Offices locaux* du Comité national.

Les *Directions provinciales*, retenues également de l'organisation du Comité national, centralisaient les documents, et après une première vérification les transmettaient à la Direction centrale. Celle-ci établissait les pièces comptables générales et les statistiques; préparait les justifications; réclamait les provisionnements nécessaires (les ouvertures de crédits étant faites au nom des Gouverneurs); veillait à l'application des décisions ministérielles et des règlements, et remédiait aux défauts d'organisation et de fonctionnement des services.

L'agglomération bruxelloise était contrôlée et alimentée directement par la Direction des Secours.

Indépendamment des secours qu'il faisait distribuer, le Comité national subsidiait de nombreuses œuvres dont quelques-unes entrèrent en liquidation ou devinrent sans objet par le seul fait du rétablissement du Gouvernement en Belgique.

La Direction centrale des Secours, substituée au Comité national, continua à subsidier les autres, qui avaient à justifier l'emploi des fonds correspondants aux ouvertures de crédit.

Fonctionnement et liquidation.

Au moment du passage de la Direction centrale au Département, la liquidation ne pouvait pas être envisagée. Loin de là, le service ne fit que prendre de l'extension en 1919.

Ce n'est qu'au cours de l'année 1920, que la réduction des secours et la liquidation du service purent être étudiés.

En avril 1920, la suppression des Directions provinciales fut décidée.

Les services de comptabilité furent centralisés; chaque office local fut engagé à se faire ouvrir un compte de chèques postaux; le provisionnement (secours-chômage) et le remboursement aux communes (secours alimentaire) furent désormais assurés par simples virements, les traitements des agents furent liquidés par le même moyen.

Le service d'inspection fut également centralisé en avril 1920. Le travail en équipes des inspecteurs put alors être organisé et dirigé de Bruxelles; il amena d'avril à septembre 1920, une diminution inespérée, surtout en ce qui concerne le secours-chômage, du nombre des secourus et des sommes dépensées.

D'autres causes contribuèrent d'ailleurs à ce résultat.

D'abord, les encouragements donnés par l'État à l'assurance contre le chômage involontaire, et la possibilité offerte aux travailleurs de s'assurer, permirent de supprimer à dater du 1^{er} juin 1920, les inscriptions et réinscriptions au secours-chômage, exception faite en faveur des familles de miliciens et des rapatriés rentrant dans les régions dévastées.

Les invalides de guerre cessaient d'émarguer au secours-chômage dès que leur situation était réglée.

Le Ministère de la Défense Nationale ayant organisé le paiement régulier des pensions aux veuves et orphelins des soldats, morts pour la patrie, ils cessèrent d'émarguer au secours-chômage à partir du 1^{er} septembre 1920.

L'allocation par le même département de l'indemnité familiale aux femmes et enfants des miliciens et les interventions du Ministère de l'Intérieur, sous forme d'allocation exceptionnelle et de prime de retour aux familles nécessiteuses des réfugiés et des rapatriés, permirent d'écarter du bénéfice du secours-chômage les uns et les autres (arrêté ministériel du 29 septembre 1920).

Le secours-chômage fut supprimé en fait par cet arrêté.

Il ne continuait à être payé que :

1° Aux veuves et orphelins de victimes civiles de la guerre n'ayant pas touché d'avance sur l'indemnité à laquelle ils avaient fait valoir leurs droits; ils cessèrent d'émarguer quand il fut acquis que la plupart d'entre eux avaient obtenu satisfaction (5 février 1921);

2° Aux vieillards âgés de plus de 65 ans. Ceux-ci eurent à signer une déclai-

ration portant qu'ils considéraient les sommes à eux versées comme constituant une avance à valoir sur leur pension de vieillesse. Faute de cette déclaration, ils étaient rayés d'office des listes (15 février 1921) ;

3° *Aux travailleurs âgés de moins de 65 ans incapables de reprendre le travail.* Une proposition sera faite incessamment en ce qui les concerne ;

4° *A certains rapatriés et réfugiés*, chaque cas faisant l'objet d'un examen particulier à la Direction des Secours.

Quant au *secours alimentaire*, il continua à fonctionner sans modification, c'est-à-dire que l'État continua à intervenir pour 25 % dans les dépenses.

Les agents des offices locaux furent licenciés fin novembre 1920 ; une indemnité équivalente à un mois de leur dernier traitement leur fut payée.

A partir de cette date, les services des agents locaux sont rémunérés à raison de 1 franc par mois et par ménage inscrit au secours-chômage et 50 centimes par mois par ménage inscrit au secours alimentaire.

État actuel de la liquidation.

La circulaire du 28 mai 1921 supprime définitivement l'intervention de l'État dans le secours alimentaire ; elle supprime également son intervention dans le secours-chômage, sauf en ce qui concerne la seule catégorie des inaptes âgés de moins de 65 ans, déclarés tels après examen par l'Inspection médicale du travail.

Une solution interviendra incessamment en ce qui les concerne.

Clôture de la liquidation.

Selon toutes vraisemblances, la vérification des arriérés, l'établissement des pièces comptables définitives et des statistiques et la clôture des comptes pourront être achevés pour le mois de septembre 1921.

Personnel.

Le personnel de la Direction centrale des secours se composait au 1^{er} mai 1920 de 404 employés ; au 1^{er} août 1920 de 134 employés ; au 1^{er} juin 1920, il se réduit à 45 agents dont 10 émargent à la Direction mais sont détachés à divers services du Ministère du Travail.

Parmi les 35 employés attachés exclusivement à la Direction centrale, figurent 1 huissier, 1 messenger, 1 garçon de salle, une concierge et 2 nettoyeuses.

Il ne paraît pas possible de réduire encore le personnel actuellement en fonction sans retarder la liquidation du service.

Budget.

Budget de 1919 (1^{er} juillet au 31 décembre) : 150 millions.

Budget de 1920 (douze mois) : 92 millions.

Budget de 1921 (prévisions jusqu'à liquidation) : 14 millions.

Oeuvres subsidiées.

En 1919 :

Secours médicaux et pharmaceutiques aux chômeurs.
Aide et protection aux œuvres de l'enfance.
Ligue nationale contre la tuberculose.
Repas scolaires.
Aide et apprentissage aux invalides de guerre.
Alimentation de l'enfance.
Secours au Russes. Aide aux Polonais.
Aide aux artistes, Dispensaire des artistes.
Bourses du travail.
Office central d'identification.
Aides aux étrangers. Colonie des enfants débiles, etc.

En 1920 :

Ligue Nationale contre la tuberculose.
Aide aux artistes. Dispensaire des artistes.
Petites abeilles. Secours aux Russes.
Office central d'identification. Assistance par le travail.

En 1921 :

Aucune.

Assurance contre les Accidents du travail.

On sait que les événements de guerre ont causé une perturbation profonde dans l'exécution de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Il importait de remédier à de multiples circonstances anormales, créées notamment par les chômages durant la guerre, et depuis l'armistice, par les nouvelles conditions économiques. Ce fut l'objet principal : 1° de la loi du 27 août 1919 modifiant, en raison des événements de guerre, la loi du 24 décembre 1903 et complétant certaines dispositions de cette loi; 2° de l'arrêté royal du 20 janvier 1920 portant modification du règlement général de l'assurance; 3° de l'arrêté royal du 7 décembre 1920 complétant le « Barème pour le calcul des rentes et des réserves mathématiques » annexé audit Règlement.

La question du paiement, suspendu depuis l'armistice, des rentes dues à des ressortissants belges victimes d'accidents du travail dans des entreprises allemandes a fait l'objet de nombreux pourparlers avec les autorités compétentes du Reich. Ces pourparlers ont abouti à la reprise normale des paiements par les Caisses d'assurance allemandes (Berufsgenossenschaften).

Il y a lieu de signaler ici que la Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail conclue à Berlin le 6 juillet 1912 entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne ainsi que l'accord du 9 août 1913 ont été remis en vigueur.

D'autre part, le Gouvernement a repris les négociations, commencées avant la guerre, aux fins de régler les rapports entre la Belgique et les Pays-Bas en matière d'assurance contre les accidents du travail. Ces négociations se sont terminées par la conclusion à La Haye, le 9 février 1921, d'une convention qui ne peut qu'être favorable aux intérêts belges. Un projet de loi portant que ladite Convention sortira son plein et entier effet, a été présenté aux Chambres législatives.

La loi précitée du 27 août 1919 avait porté de 2,400 à 4,000 francs le maximum du salaire qui doit servir de base à la fixation des indemnités en cas d'accidents du travail. Cette nouvelle limite ne s'est pas, à l'expérience, révélée suffisante. Un projet de loi, qui remplace le chiffre de 4,000 francs par celui de 7,300 francs, est actuellement soumis à la législature. Il a été renvoyé aux Sections de la Chambre des Représentants (Rapporteur M. Donnay).

La situation de nombreuses victimes d'accidents du travail survenus avant la mise en vigueur de la loi du 27 août 1919 était devenue très pénible par suite du renchérissement des choses indispensables à la vie. En effet, l'indemnité légale qui leur est payée, sous forme d'allocation annuelle ou de rente, a été calculée sur la base des salaires relativement minimales et ne pouvant en aucun cas, dépasser 2,400 francs,

Grâce au subside de 8 millions inscrit au Budget du Département pour l'exercice 1920, des allocations supplémentaires ont été servies, à titre de secours, aux veuves, orphelins, invalides, justifiant de l'état de besoin. Le paiement en a été opéré à l'intervention de la Caisse de Prévoyance et de Secours en faveur des victimes des accidents du travail instituée par la loi du 21 juillet 1890. L'expérience a montré que la somme de 5 millions pouvait suffire au service annuel desdites allocations supplémentaires. C'est le chiffre qui est porté au projet de Budget pour le présent exercice.

L'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales a aussi dans ses attributions les questions qui se rapportent aux diverses branches des assurances privées. C'est ainsi qu'il eut à intervenir, lors de l'exécution des clauses du Traité de Paix de Versailles relatives aux assurances sur la vie. On sait que, par une loi en date du 31 mars 1920, le Gouvernement, faisant usage de la faculté prévue par le dit Traité, a résilié et repris tous les contrats en cours souscrits par des ressortissants belges à une compagnie allemande d'assurance sur la vie.

Un arrêté royal du 9 avril 1920 a confié l'exécution de ces contrats à un « Office de Gestion et de Liquidation ». Les mesures sont prises aux fins d'obtenir des compagnies allemandes, conformément aux stipulations du Traité de Versailles et en suivant la procédure assignée par celui-ci, le transfert à l'« Office de Gestion et de Liquidation » des sommes nécessaires pour soustraire les assurés belges à tout préjudice.

L'activité de l'« Office de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales » dans le domaine de l'assurance privée s'est surtout manifestée par l'élaboration d'un « Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie ». Ce projet est d'une portée très considérable. Déposé au Sénat, il est actuellement à l'étude de la Commission de l'Industrie et du Travail,

Déjà bien avant que la guerre survint, diverses catégories de personnes intervenant dans la réparation des accidents du travail avaient réclamé la revision de certaines dispositions de la loi du 24 décembre 1903. La loi du 27 août 1919, on l'a indiqué plus haut, n'est qu'une loi d'urgence, votée surtout dans le but de remédier aux situations anormales résultant des événements de guerre. Des réformes plus profondes de la législation concernant les accidents du travail s'imposent, le Département a mis à l'étude un projet de revision complète de cette législation. Les travaux que nécessite l'examen des questions, multiples et souvent complexes, liées à cet important problème, se poursuivent assidûment, dans un effort commun de l'Administration et de la Commission des accidents du travail en vue d'une solution à la fois conforme à la justice et à l'intérêt général.

Le Gouvernement estimera sans doute qu'il y a lieu d'étendre le bénéfice de la loi aux invalides congénitaux.

Mutualités primaires. — Invalidité. — Service médico-pharmaceutique.

Observation générale.

La mutualité d'assurance contre la maladie est définitivement sortie de la léthargie, dans laquelle elle était plongée depuis le début de la guerre.

Les hommes d'œuvres se sont ressaisis et, généreusement soutenus par les Pouvoirs publics, ils s'appliquent, avec un dévouement remarquable, à réparer les dommages considérables subis, ces dernières années, par les institutions de prévoyance,

Leurs efforts ne sont pas restés stériles. Des résultats encourageants ont été obtenus. Si un nombre relativement élevé de mutualités, d'ailleurs établies sur des bases empiriques, ont définitivement sombré dans la tourmente, il se manifeste, d'autre part, et ce parallèlement à l'action centralisatrice fédérative, une tendance très caractérisée à la constitution d'organismes primaires à effectifs plus importants et exigeant des cotisations plus rationnelles que celles dont on se contentait dans le passé.

En effet, alors que, comme il est constaté ci-après, le nombre d'associations n'a guère varié depuis 1914, celui des affiliés est monté de 500,000 à 1,000,000; d'autre part, le taux des contributions imposées aux adhérents a été généralement doublé et même majoré dans de plus fortes proportions.

302 associations ont cessé leurs opérations. Les unes, qui étaient déjà dissoutes en fait, se sont vues obligées de prononcer leur dissolution et de liquider leur avoir pour mettre fin à leur existence juridique. Les autres, ne pouvant continuer à subsister que dans des conditions peu stables, ont procédé également aux formalités de la dissolution et de la liquidation, mais en vue de se fusionner avec des sociétés similaires.

Jusqu'ici beaucoup de sociétés mutualistes, étaient établies sur des bases empi-

riques. La généralité semble, enfin, avoir pris notion de ce que les œuvres mutuelles, pour être viables, doivent être basées sur des principes rationnels et scientifiques.

Cette orientation nouvelle assurera à la mutualité, la stabilité indispensable à l'accomplissement de la tâche qui paraît devoir lui être dévolue par les prochaines lois d'assurances sociales.

Malgré les dissolutions signalées ci-dessus, le nombre actuel de mutualités marque, néanmoins, une légère progression sur celui relevé en 1914.

En effet, depuis 1919, 393 associations ont été reconnues. En outre, 384 organismes mutualistes ont sollicité l'homologation de modifications votées à leurs statuts.

Les demandes de reconnaissance légale, pour lesquelles une décision est intervenue, émanent de :

288 sociétés de secours mutuels (maladie);

77 sociétés de retraite;

18 sociétés spéciales (achat de provisions, indemnités au décès, etc.);

10 fédérations.

Ces associations se répartissent comme suit :

	Maladie.	Retraite.	Spéciales.	Fédérations.
Anvers	40	40	4	3
Brabant	50	13	10	3
Flandre occidentale. .	43	1	—	1
Flandre orientale . .	21	6	—	—
Hainaut	20	6	2	—
Liège	34	7	1	1
Limbourg	42	1	1	—
Luxembourg.	2	2	—	—
Namur	36	1	—	2
TOTAUX.	288	77	18	10

Mutualités primaires.

Tous les subsides et indemnités arriérés ont été liquidés.

Par arrêté royal du 25 octobre 1919, un subside extraordinaire de deux francs, par membre effectif, inscrit à la date du 31 décembre 1919 et un subside du même import, par membre réassuré au 30 juin 1920, avaient été accordés aux sociétés de secours mutuels. Ces subsides ont été liquidés et leur total s'élève à 1,783,174 francs.

En vue d'enrayer les ravages causés parmi les classes laborieuses par la tuberculose, des encouragements importants ont été accordés aux organismes mutua-

listes fédératifs et aux œuvres accordant des secours spéciaux soit pécuniaires, soit en nature, aux tuberculeux, ou qui facilitent à ces derniers le séjour dans un sanatorium.

Pour les services fédératifs mutualistes, les subsides, pour cet objet, sont fixés à 60 % des cotisations payées par les affiliés.

Une circulaire ministérielle du 20 février 1920 a imposé, par son § 2, aux mutualités assurant le service médical et pharmaceutique familial, la tenue d'une comptabilité distincte, tant en ce qui concerne les recettes que les dépenses. En conséquence, il a été créé des formules de comptes et instructions nouvelles.

Invalidité.

Eu égard à l'importance particulière des subsides alloués aux caisses d'invalidité, en vertu de la loi du 5 mai 1912, le travail de dépouillement des comptes des caisses d'invalidité requiert la plus grande minutie. Il a donné lieu à une nombreuse correspondance.

Les primes prévues par la loi, les indemnités pour travaux d'écritures et les subsides extraordinaires, accordés conformément à l'arrêté royal du 25 octobre 1919, ont été liquidés en faveur de toutes les caisses, dont les écritures ont été reconnues en règle.

De ces chefs il a été alloué en 1919 et 1920 :

- a) Primes : fr. 1,091,062.02;
- b) Indemnités pour travaux d'écritures : 53,956.70;
- c) Subside extraordinaire : 1,100,000 francs.

Les « Instructions » relatives à la gestion des Caisses d'invalidité ont été revisées. Elles ont été envoyées aux intéressés, en même temps que les formules de comptes pour l'exercice 1920.

Un service de contrôle de la gestion des caisses d'invalidité a fonctionné depuis le mois de septembre 1920. Il intervient, de préférence, par voie de conseils, auprès des Administrateurs de ces institutions et grâce à son concours, une situation normale a pu être rétablie dans la plupart des cas, qui lui ont été soumis.

Service médico-pharmaceutique.

Une circulaire ministérielle en date du 20 février 1920, a établi un Règlement provisoire sur l'allocation des subsides aux mutualités assurant le service médico-pharmaceutique familial; ses prescriptions sortent actuellement tous leurs effets.

Le nombre des associations recevant les subsides pour ce service est monté de 600, fin mai 1920, à 1,800 au 1^{er} juin 1921.

150 requêtes restent en instance pour complément d'instruction.

Toute demande d'admission aux subsides donne lieu à un examen immédiat.

Afin de permettre aux Sociétés de faire face à leurs engagements, des avances ont été accordées sur les sommes dues pour les trois trimestres de l'exercice 1920.

Il a été établi des formules indiquant la situation financière des Sociétés à

l'expiration du 1^{er} semestre 1920, ainsi que des listes nominatives des membres affiliés au service médico-pharmaceutique, à la date du 30 septembre de la même année.

A l'aide de ces documents il est procédé à la vérification des déclarations initiales des mutualités.

Le dépouillement des listes nominatives est terminé pour toutes les institutions ayant renvoyé les formulaires.

L'examen des documents transmis a révélé que bien des associations n'attachent pas à leur rédaction toute l'importance désirable. L'attention des intéressés a été sérieusement attirée sur l'utilité qu'il y a à fournir des renseignements complets et précis.

La liquidation des avances afférentes aux trois premiers trimestres de 1920 et des subsides spéciaux pour des accouchements relevés pendant les deux premiers semestres de la même année sont terminés.

L'apurement des subsides accordés pour les trois premiers trimestres de l'année 1920, de même que les formalités de la liquidation des sommes dues pour le 4^e trimestre et le 1^{er} trimestre de 1921 sont entamés.

Une enquête approfondie quant aux modalités de l'organisation du service médico-pharmaceutique a été entreprise; à cet effet, un questionnaire détaillé a été soumis à tous les organismes bénéficiaires des avantages prévus par la circulaire ministérielle du 20 février 1920.

Une formule de compte spéciale — accompagnée d'une « instruction » — a été arrêtée, à l'effet de renseigner le Département, non seulement sur les recettes et les dépenses effectuées par les associations admises aux subsides pendant un exercice considéré, mais également sur leurs revenus et leurs charges réelles.

Le service du contrôle est intervenu, avec succès, dans différents cas, où l'instauration du service médico-pharmaceutique était entravée par des obstacles sérieux. Des vérifications de comptabilités ont eu lieu.

Le crédit inscrit au budget de 1921 en faveur de ce service est de 14,000,000 de francs.

*
* *

Par arrêté royal du 48 mars 1920, il a été institué auprès du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, une Commission centrale pour le service médical et pharmaceutique.

La création de comités régionaux, au nombre d'un, au moins, par province, a également été décidée par le même arrêté.

À ces collèges, composés de représentants des pouvoirs publics, de délégués du corps médical et de mutualistes, incombe la tâche de veiller à l'organisation, au développement et au perfectionnement des services médicaux et pharmaceutiques des associations de prévoyance. Leur action devra tendre à favoriser le prompt retour à la santé des ouvriers malades, de maintenir à un haut degré la productivité ouvrière et de contribuer ainsi au bien-être général et à la prospérité du pays.

Les collèges, dont il s'agit, ont été constitués.

Subsides.

L'allocation des primes aux caisses d'invalidité et l'octroi des subsides aux associations assurant le service médico-pharmaceutique familial sont réglés, respectivement, par la loi du 5 mai 1912 et par la circulaire ministérielle du 20 février 1920. Il n'existait aucune disposition réglementaire quant aux indemnités — notamment pour frais d'écritures — accordées aux fédérations et aux sociétés mutualistes d'assurance contre la maladie reconnues, s'acquittant régulièrement des obligations leur imposées par l'Art. 19 de la loi du 23 juin 1894.

Cette lacune est comblée.

Le barème suivant a été adopté :

Sociétés d'assurance contre la maladie :

2 francs par 100 francs de cotisations versés ;

Sociétés à but spécial :

10 francs pour les associations de 15 à 50 membres ;

15 id. id. 50 à 100 id.

20 id. id. plus de 100 membres.

Caisses mutuelles d'invalidité :

5 centimes, par membre effectif et par membre indemnisé.

Fédérations de retraite :

50 centimes, par 100 membres.

Fédérations de sociétés de secours mutuels :

1 franc, par 100 membres réassurés.

Service médico-pharmaceutique :

25 centimes, par membre mentionné sur les listes nominatives.

Indemnités pour frais de premier établissement.

Depuis la guerre, des règles spéciales ont été élaborées en vue de l'allocation de ces encouragements. Elles sont basées sur l'importance et l'organisation des sociétés, sur leurs garanties de stabilité et de bonne gestion.

De ce chef, il a été accordé, depuis 1918 fr. 87,423.60 à 81 associations mutualistes nouvellement constituées ou qui n'avaient obtenu avant la guerre, qu'un subside reconnu insuffisant eu égard aux règles actuelles.

Délégués mutualistes agréés.

On compte à ce jour 96 délégués.

Des règles ont été établies relativement à l'allocation des :

1° Indemnités fixes et proportionnelles allouées aux délégués (Arrêté royal du 12 septembre 1919);

2° Subsidés destinés à couvrir les frais d'organisation et de fonctionnement annuel du service de contrôle des écritures des sociétés fédérées (location, éclairage, chauffage, entretien, etc., matériel mis par les fédérations à la disposition de leurs délégués agréés).

Contrôle.

Jusqu'en 1914, le crédit annuellement prévu en faveur des mutualités et autres institutions de prévoyance ne dépassait pas 375,000 francs, alors qu'un seul des postes portés en 1921 au chapitre de l'Assurance sociale (celui se rapportant aux services médicaux et pharmaceutiques) s'élève à 14,000,000 de francs, soit à peu près le double de la totalité des crédits votés pendant les 25 années antérieures à la guerre.

Le Département a pris toutes les mesures indispensables afin que les sacrifices consentis en faveur de la mutualité, sous toutes ses formes, ne restent pas vains. Le service de contrôle, qu'il a créé, tout en respectant cependant, scrupuleusement l'autonomie des associations, veille rigoureusement à ce que les subsides, de quelque nature qu'ils soient, reçoivent effectivement la destination en vue de laquelle ils ont été accordés.

Comptes-Statistiques.

Les archives des divers services ont pu être reconstituées; le fonctionnement normal de ces derniers, est, à nouveau assuré.

A l'aide des renseignements, qui lui sont fournis par les associations mutualistes reconnues, conformément à l'article 19 de la loi du 23 juin 1894, le Département a commencé l'établissement de statistiques, lui permettant de se rendre un compte exact de la situation réelle, des progrès et des nécessités des institutions mutualistes.

Les données qu'il recueille ainsi le guident dans l'accomplissement de son action tutélaire et le mettent à même de surveiller l'emploi judicieux des fonds, dont il assume la répartition.

Habitations à bon marché.

La Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché dont la création a été décrétée par la loi du 11 octobre 1919, a été définitivement constituée au capital initial de *un million*, par acte passé le 15 avril 1920, entre l'État Belge et les neuf provinces.

Le nombre des actions souscrites par ces dernières a été fixé en égard à la population de chacune des provinces.

Des arrêtés royaux ont approuvé les statuts de la société (21 avril 1920), fixé les conditions d'agrégation des sociétés locales ou régionales (29 août 1920) et la portée des termes « Habitations à bon marché » et « Personnes peu aisées » (6 juillet 1920).

Le règlement des avances aux Sociétés agréées de crédit pour la construction d'habitations semi-définitives, en Flandre dévastée, a été arrêté par la Société nationale et approuvé par M. le Ministre des Finances respectivement le 27 juin et le 27 juillet 1920.

Un règlement déterminant notamment les conditions relatives à la salubrité, à l'inspection, à la jouissance personnelle de l'immeuble et aux précautions à prendre contre la spéculation a été élaboré par la Société nationale. En vue de son approbation, un arrêté royal interviendra à bref délai.

Ces différents arrêtés et règlements ont été soumis à l'appréciation de la Commission nationale pour l'étude des réformes à préconiser en matière d'habitations à bon marché.

Les premiers résultats obtenus par la Société nationale et publiés dans le rapport sur l'exercice 1920, et dans le rapport au 15 mai 1921, sont des plus satisfaisants, car la tâche des administrateurs a été particulièrement lourde et ingrate en présence des difficultés que comporte la constitution et la gestion financière des sociétés intermédiaires et aussi en raison des difficultés relatives à la construction d'habitations dites « à bon marché » alors que les matériaux et la main-d'œuvre sont encore d'un prix très élevé.

Au 15 mai 1921, 63 sociétés locales ou régionales ont été agréées. Une centaine d'autres sont en formation. Le capital souscrit dans les 63 sociétés est de 82,290,800 francs dont 15,231,400 francs par l'État.

36 sociétés ont introduit des projets de construction comprenant 5,383 habitations dont le coût est estimé à 107 millions de francs.

2,775 maisons sont achevées ou en voie de construction.

La Société Nationale a fondé le « Comptoir National des Matériaux » société coopérative pour l'achat et la vente et éventuellement la fabrication de matériaux de construction.

800,000 francs ont été souscrits par de nombreuses villes et communes par les sociétés agréées et par des hommes d'œuvres.

Ce comptoir a déjà traité pour près de 2 millions de francs d'opérations. Il a, en outre, entrepris la construction sur les terrains du « Foyer anderlechtois » d'une soixantaine de maisons de types différents.

Pour aider la Société Nationale dans l'accomplissement de la mission qui lui est confiée, le Ministre des Affaires Économiques a envisagé la question de la création d'un Comptoir National d'exportation contrôlé, pour les principaux matériaux de construction tels que : briques, chaux, ciment, cuivre, verre à vitre. A cet effet, des données seront recueillies par la Société Nationale quant aux prix de revient normaux de ces matériaux, ainsi qu'en ce qui concerne les quantités exportées normalement et les prix payés à l'exportation.

D'autre part, vu la situation financière actuelle du pays, le Gouvernement a

engagé la Société Nationale à sérier ses efforts et lui a conseillé d'intervenir en tout premier lieu, et de la façon la plus large possible, en faveur des sociétés immobilières constituées dans les régions où la crise du logement se fait le plus sentir.

De plus, les sociétés de crédit constituées sous l'empire de la loi du 9 août 1889, pour faciliter l'achat d'une habitation par les personnes de la classe « peu aisée » ont trouvé aide dans les mesures récentes adoptées par le Conseil Général de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite savoir :

1° Autorisation du Conseil Général de la Caisse d'Épargne de consacrer à l'œuvre des Habitations Ouvrières, non seulement comme cela se faisait précédemment, les fonds de la Caisse d'Épargne mais également ceux de la Caisse de Retraite, soit plus de 100 millions.

2° A titre provisoire, la Caisse d'Épargne a porté la limite de la valeur des Habitations à construire ou à acquérir à l'intervention des Sociétés de 5,000 à 10,000 francs. Cette dernière limite a même été portée à 13,000 francs pour les habitations situées dans les quatre grandes agglomérations du pays et pour certains centres industriels, notamment Lessines.

3° La Caisse de Retraite continue à faire des avances aux Sociétés aux conditions anciennes et au taux réglementaire de 4 %, étant entendu que les capitaux ne peuvent être avancés aux emprunteurs à un taux supérieur à 5 %.

4° Les sociétés peuvent avancer jusqu'aux neuf dixièmes de la valeur de l'immeuble acquis ou construit — non compris les frais d'actes notariés.

5° Par la loi du 16 mars 1921 autorisant la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite à assurer sur la vie des capitaux allant jusqu'à 20,000 francs lorsque l'assurance a pour but le remboursement des frais consentis pour l'achat ou la construction d'une habitation à bon marché.

Tableau des avances consenties par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite aux Sociétés d'Habitations Ouvrières

I. — Avances.

	En 1919.	En 1920.	Total au 31 déc. 1920.
Sociétés.	735,000 »	13,160,794 32	103,607,873 29
Communes.	»	1,000,000 »	3,089,983 63
Prêts hypothécaires H. O. .	50,000 »	»	1,131,887 85
	<u>785,000 »</u>	<u>14,160,794 32</u>	<u>107,829,744,77</u>

II. — Nombre d'opérations conclues par les Sociétés de crédit.

	En 1919.	En 1920.
	<u>2,770 (1)</u>	<u>5,486 (2)</u>

(1) D'après les renseignements fournis par 123 sociétés sur 135 sociétés existantes ;

(2) D'après » » 104 » 135 »

L'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales n'a pas manqué, aussitôt le vote de la loi du 11 octobre 1919, d'engager les Comités de patronage des habitations ouvrières à exercer une propagande active en vue de promouvoir la création de sociétés locales ou régionales.

Ces organismes ont eu également à cœur de faire connaître au public les avantages fiscaux prévus par les articles 30 et 32 de la susdite loi. Le tableau ci-après des certificats délivrés par les Comités de patronage démontre que les gens de la classe « peu aisée » ont profité largement de ces faveurs.

Nombre de certificats délivrés en 1919 :

16,668	pour l'achat d'une maison ;
183	Id. d'un terrain,
soit 16,851	certificats pour acquisitions,
7,148	pour prêts en vue du paiement du prix d'acquisition d'une maison ;
16	Id. id. id. du prix d'un terrain ;
40	en vue de se procurer l'argent nécessaire pour la construction
	d'une habitation,
soit 7,204	certificats pour prêts.

Ces chiffres sont de beaucoup supérieurs à ceux des certificats obtenus antérieurement. En effet, il n'a été délivré, en tout, pour acquisitions et prêts que :

14,611	certificats en 1910.
14,539	» 1911.
14,538	» 1912.
15,779	» 1913.

Il résulte de renseignements recueillis auprès des comités que le nombre de certificats délivrés en 1920 est encore plus élevé qu'en 1919.

Enfin, le projet de loi portant révision de la loi du 11 octobre 1919 est soumis, actuellement, aux délibérations du Parlement. Il permettra aux comités de patronage des habitations ouvrières, dès que la crise du logement sera atténuée, d'entreprendre la guerre aux taudis devenus malheureusement plus nombreux du fait de l'occupation et de la pénurie des habitations.

L'Inspection du Travail.

La réorganisation de l'Inspection du Travail, nécessitée par les événements de guerre, peut être actuellement considérée comme étant à peu près terminée.

L'une des principales difficultés qui a été rencontrée au cours de cette réorganisation a été le recrutement d'ingénieurs, rendu indispensable pour la reconstitution des cadres de 1914. Elle vient seulement d'être surmontée.

Cependant, le cadre des ingénieurs-inspecteurs devra bientôt être élargi, en raison, d'une part, de la mise en application prochaine de la loi sur la durée du travail, d'autre part, de la création de l'inspection ouvrière qui a été réalisée par l'effet de la constitution du Corps des Contrôleurs du Travail, et enfin, du développement du service médical de l'Inspection du Travail.

Une augmentation du cadre actuel des inspecteurs devra être prévue pour l'année 1922.

Au point de vue de l'organisation du service, la division et la spécialisation apportées aux tâches particulièrement étendues et complexes des fonctionnaires de l'Inspection, sont de nature à assurer une expédition plus rapide des affaires, à entraîner une surveillance plus active des établissements soumis à la législation et à la réglementation du travail et, partant, à réaliser une meilleure exécution de ces dernières.

Les arrêtés royaux des 1^{er} avril et 25 mai 1921 organisant le recrutement futur des agents par voie d'examen-concours auront une influence des plus heureuses sur la qualité du personnel nouveau en même temps qu'il en résultera un stimulant pour les agents actuels.

Dans un avenir prochain, on pourra envisager l'établissement de cadres définitifs et d'une organisation parfaite des sept bureaux provinciaux qui centralisent actuellement le travail des sept districts d'inspection.

En outre du travail journalier résultant du contrôle et de l'application des lois sociales qui sont de sa compétence, ainsi que des règlements concernant la police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les questions les plus importantes qui ont occupé le service de l'Inspection du Travail peuvent être résumées comme suit :

1° Enquêtes sur la situation dans l'industrie;

2° Enquêtes concernant le rendement d'industries diverses ensuite de l'application volontaire de la journée de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures;

3° Application de l'arrêté royal du 9 août 1920, réglementant l'exploitation des salles de spectacle, cinémas, etc.;

4° Collaboration avec l'Office du Travail à l'étude d'un avant projet d'arrêté royal ayant pour objet la coordination des arrêtés royaux relatifs au mode d'autorisation et à la surveillance des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;

5° Revision générale de la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

6° Études préparatoires à la rédaction d'un avant-projet d'arrêté royal prescrivant les mesures spéciales à observer dans les entreprises de production, de transport et d'utilisation d'énergie électrique et, en général, dans tous les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes qui emploient, même accessoirement, l'électricité.

7° Études préparatoires à la rédaction d'un arrêté royal portant règlement général concernant les dépôts de matières inflammables.

8° Études préparatoires à la rédaction des arrêtés royaux des 19 février et 9 avril 1921 relatifs à la cuisson des briques. Application de ces arrêtés.

9° Application de l'arrêté royal du 30 décembre 1920 supprimant la faculté d'occuper au travail, le dimanche matin, le personnel des magasins de détail, et des salons de coiffure de Bruxelles et de son agglomération.

10° Études préparatoires au classement et aux modifications de classement parmi les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes de divers dépôts et industries : matières inflammables, magasins de bois, rouissage du chanvre, graisses (fonte, extraction et dépôts de...), fabrication de l'hydrogène et de l'oxygène, projections lumineuses et salles de spectacle en général.

11° Élaboration de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1921 réglementant les examens de contrôleur du travail et de celui du 25 mai 1921 réglementant les examens des ingénieurs-inspecteurs du travail.

12° Études préparatoires à l'arrêté royal du 28 avril 1921 complétant l'article 14 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863 relatif au mode d'autorisation et à la surveillance des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.

Signalons également que, dorénavant, les relevés nécessaires à l'établissement de l'Index-Number seront à effectuer par le Service de l'Inspection du Travail.

Les Conseils de conciliation et d'arbitrage.

Depuis la fin de la guerre, l'Inspection du Travail a été chargée d'intervenir dans les conflits collectifs entre le capital et le travail.

En vue de délibérer sur les bases du salaire et sur les conditions de travail dans certains groupes d'industries, divers Comités nationaux ou régionaux ont été constitués. Ces Comités sont composés, par parties égales, de membres patrons et de membres ouvriers, placés sous la présidence du chef de service de l'Inspection du Travail, exception faite pour le Comité régional textile des deux Flandres et le Comité régional de la broserie dont les débats sont présidés par l'Inspecteur du Travail du ressort,

Le compte-rendu des séances ainsi que le texte des conventions, toujours arrêtées à l'unanimité des membres, sont publiés par la *Revue du Travail*.

Les Comités fonctionnant actuellement sont les suivants :

- Comité national de la Construction mécanique ;
- Comité national pour le travail au port d'Anvers ;
- Comité national de l'industrie des transports :
 - Une section pour les tramways ;
 - Une section pour les vicinaux.
- Comité national du bâtiment (grosse construction) ;
- Comité national du bois et de l'ameublement ;
- Comité national pour les services publics :
 - Une section pour l'industrie gazière ;
 - Une section pour l'électricité.
- Comité national de la glacerie ;
- Comité régional de la broserie ;
- Comité régional textile des deux Flandres (5 sections) ;
- Comité régional de la gobeletterie.

L'activité de ces Comités est indiquée par le nombre des séances renseignées au tableau de l'annexe 5.

D'autres organismes semblables sont en préparation, à savoir :

Comité national des produits chimiques ;
Comité régional des biscuiteries ;
Comité national supérieur des ports ;
Comité national de l'industrie textile ;
Comité national de l'industrie du vêtement comprenant les sections suivantes :

- a) Broderies ;
- b) Fourrures ;
- c) Lingeries ;
- d) Vêtements pour femmes (couturières) ;
- e) Vêtements pour hommes (tailleurs) ;
- f) Chemiseries ;
- g) Chapeaux, casquettes ;
- h) Articles de modes ;
- i) Accessoires du vêtement.

Comité national de l'automobile ;
Comité national de la briqueterie ;
Comité national pour les industries d'art ;
Comité national pour les papeteries.

La constitution de ces organismes subit un temps d'arrêt attribuable à ce que leur existence légale est toujours en suspens.

Un projet est en préparation au Département du travail et la Chambre est saisie d'un projet de M. Heyman sur les conseils de salaires.

Les patrons, d'autre part, semblent manifester au contraire, pour certaines industries, une résistance de plus en plus marquée contre le fonctionnement des Comités paritaires.

Cependant, il n'est pas douteux que ces Commissions paritaires, mettant en présence les délégués des associations du patronat et de la classe ouvrière, ont été, dans notre pays, un élément d'ordre social précieux ; ont évité certains conflits, en ont apaisé d'autres, ont ménagé des transitions à la fois dans l'intérêt de l'industrie et des travailleurs et ont préservé la Belgique de secousses catastrophiques.

Le service médical du travail.

Le service médical du travail a consacré jusqu'ici une grande partie de son activité à la surveillance des mesures de salubrité individuelle prescrites par les règlements. Le relevé publié à l'Annexe VI concerne l'année 1920 et le premier trimestre 1921.

Ajoutons que dans certains centres miniers et plus spécialement dans le Hainaut, la lutte contre l'ankylostomiasie augmente considérablement la mission des inspecteurs.

Depuis la promulgation de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1920 visant la tutelle sanitaire des adolescents, les médecins du travail s'occupent de l'organisation de cette institution éminemment prophylactique dont la généralisation exigera des efforts considérables et nécessite une extension des cadres du personnel.

En effet, jusqu'à présent, les médecins du travail n'ont pu commencer cette organisation que dans les établissements à personnel très nombreux.

Un grand nombre de ces établissements n'ont pas fait usage de la faculté que leur laissait l'Arrêté royal de faire effectuer les examens de leur personnel par un médecin de leur choix. C'est ainsi que les médecins du travail devront assurer personnellement dans chaque district 2,000 à 3,000 examens d'adolescents employés dans les entreprises d'une certaine importance.

En outre, l'arrêté s'adressant à la généralité de notre jeunesse ouvrière occupée dans tous les établissements, classés ou non classés, soumis à la loi du 24 décembre 1908, l'application aux moyennes et aux petites entreprises nécessitera de la part du médecin du travail des démarches et des visites fréquentes, car il est à présumer que la plupart des petits patrons ne confieront pas ces examens à un praticien qu'ils devraient rémunérer.

Un Arrêté royal en date du 17 janvier 1921 prescrit les moyens de premiers soins qui devront, en tous temps, se trouver à la disposition des blessés et des malades dans toutes les entreprises industrielles et commerciales soumises à la loi sur les accidents du travail.

L'application de cette nouvelle réglementation exigera des visites multipliées à des milliers d'établissements.

Enfin, les mesures de protection médicale de la mère et de la future mère à l'usine, — projet actuellement à l'étude, — augmenteront encore considérablement les charges, actuellement déjà fort lourdes, du service médical. Il sera nécessaire de le renforcer de plusieurs unités.

Administration des Mines.

L'activité de l'Administration des Mines au cours de l'exercice envisagé, dans les différents domaines où elle s'exerce, est résumée ci-après :

I. — Sécurité dans les mines.

La police des mines a été révisée et les instructions et arrêtés ci-après ont été pris :

1° L'arrêté royal du 24 avril 1910 sur l'emploi des explosifs dans les mines.

2° L'arrêté royal du 16 mars 1921 modifiant des dispositions de plusieurs articles de cet arrêté.

3° L'arrêté royal du 30 avril 1921 sur l'emploi des locomotives à benzine dans

les mines. En exécution de l'article 3 de ce dernier arrêté, une instruction ministérielle a été donnée le 12 mai 1920.

4° L'arrêté ministériel du 22 juillet 1920 fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les cartouches contenues dans des enveloppes de sûreté destinées au minage en roche.

5° Une instruction ministérielle du 11 octobre 1920, interdisant l'utilisation de câbles en aloës remanié pour la translation du personnel dans les puits.

* * *

L'Administration des Mines a entrepris l'étude de la possibilité de l'emploi des explosifs pour l'abatage de la houille sans qu'il en résulte une nuisance pour la sécurité. Des instructions ont été données dans ce sens et des essais sont en cours.

* * *

L'Administration des Mines procède également à une étude sur l'emploi des parachutes destinés à éviter les accidents en cas de chute des cages, ainsi que sur certaines modifications à apporter au règlement en vigueur sur le coefficient de sécurité des câbles d'extraction.

II. — *Hygiène des mines.*

Des arrêtés royaux, pris respectivement le 31 décembre 1920 et le 7 mars 1921, ont modifié certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 juin 1919 relatif à l'ankylostomiasie.

* * *

Des instructions ministérielles, l'une du 2 décembre 1920 et l'autre du 28 février 1921, ont fixé l'interprétation des dispositions de l'Arrêté royal du 15 septembre 1919, sur les installations superficielles des mines, minières et carrières. (En ce qui concerne les bains-douches et lavabos.)

* * *

Une instruction ministérielle du 16 mars 1921 a déterminé les moyens de secours immédiats aux ouvriers blessés.

III. — *Législation minière.*

1° Un avant-projet de loi, déterminant le régime à appliquer à l'avenir aux gisements disponibles en Belgique, a été élaboré par une Commission instituée à cet effet, sous la présidence du directeur général des Mines. D'après ce projet, que nous espérons voir déposer à la Chambre au cours de la présente session, les mines non concédées de la Campine et du nouveau bassin du sud du Hainaut seront exploitées en régie industrielle autonome.

2° L'étude de la déchéance des concessions inactives a été poursuivie. Des instructions ont été données pour inviter les ingénieurs en chef à entreprendre les

formalités préalables à la procédure en déchéance des mines de houille et des mines métalliques inactives. Ces formalités sont en cours. De nombreuses affaires ont déjà été examinées par l'Administration des Mines et par le Conseil des Mines. Le tribunal de Charleroi vient de prononcer son jugement dans deux de ces affaires.

IV. — *Retraites ouvrières.*

La loi du 20 août 1920 a modifié et complété les lois du 5 juin 1911 et du 26 mai 1914 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs. Un arrêté royal du 30 août 1920 a coordonné ces lois.

Un arrêté royal du 5 novembre 1920 a fixé, pour les ouvriers non pensionnés, nés avant le 1^{er} janvier 1868, les conditions d'admission à la pension et un arrêté royal du 6 novembre 1920 a assimilé les ouvriers des mines métalliques concédées aux ouvriers des mines de houille au point de vue de l'obtention de la pension.

La situation des vieux mineurs, en ce qui concerne le nombre d'années passées dans la mine et le travail qu'ils peuvent encore faire après avoir quitté le charbonnage, a été soumise à la Commission mixte. Il a été recommandé aux Caisses de prévoyance d'appliquer la loi dans un esprit d'humanité et d'équité.

Un arrêté royal du 7 novembre 1920 a organisé le Fonds National de retraite des ouvriers mineurs.

Le premier objectif de cette institution est de créer une réserve destinée à réunir pendant la période de prospérité les fonds nécessaires pour parer aux insuffisances des temps de crise.

Une autre raison d'être de ce Fonds National est d'assurer le service des pensions aux ouvriers des mines abandonnées ou ayant cessé leur exploitation.

Enfin, le Fonds National sera l'organisme centralisateur destiné à servir d'intermédiaire entre les caisses autonomes françaises et les caisses régionales de Belgique, dès qu'il existera une convention de réciprocité entre ces deux pays, ce qui ne tardera plus guère, car un projet de loi créant un régime de réciprocité pour la retraite des ouvriers mineurs de France et de Belgique vient d'être déposé dans les Parlements de chacun de ces pays.

Les négociations ayant abouti à la signature de la convention établissant le régime de réciprocité dont il vient d'être parlé, ont été menées par deux délégués de l'Administration des Mines comme Représentants de la Belgique.

V. — *Questions sociales.*

LA COMMISSION DES MINES. — LA COMMISSION DE LA SIDÉRURGIE.

1° L'Administration des Mines prend une part active aux travaux de la Commission Nationale Mixte des Mines. Les principaux résultats obtenus par cette Commission depuis l'an dernier sont les suivants :

Le 15 avril 1920 une convention assurant la distribution gratuite d'une certaine quantité de charbon aux ouvriers mineurs a été conclue.

Le 20 mai 1920 la Commission a adopté une convention allouant, en cas de maladie, aux ouvriers des charbonnages, une indemnité correspondant à 25 % du salaire journalier.

Le 28 juillet 1920 on s'est mis d'accord sur un salaire minimum et sur une règle de fluctuations des salaires suivant le coût de la vie, c'est-à-dire l'index number publié par la *Revue du Travail*.

La Commission a discuté la question du contrôle des cartes syndicales dans des locaux dépendant des charbonnages.

Le 1^{er} février 1921 la Commission a décidé qu'à l'avenir il existerait un carnet de paie ou des fiches de paie permettant aux ouvriers de connaître exactement le montant du salaire touché.

A l'heure actuelle, la Commission étudie la revision de la Convention sur les salaires. Cette étude n'est pas terminée.

2° Un des membres de l'Administration des Mines collabore également aux travaux de la Commission de Sidérurgie.

Dans cette industrie, les salaires n'ont pas fait l'objet d'une convention comme dans l'industrie des mines; mais le 22 mars 1921 les membres patrons ont pris certains engagements concernant les salaires.

La question des salaires, dans cette industrie, a encore été discutée à la dernière séance dans cette Commission les 10 et 17 mai 1921.

D'autre part, le 26 avril 1921 ladite Commission a émis le vœu de voir constituer des Conseils régionaux mixtes pour adapter aux différents centres sidérurgiques les décisions de la Commission centrale. Ce vœu est en voie de réalisation.

3° Les ingénieurs de l'Administration des Mines interviennent fréquemment dans les conflits entre patrons et ouvriers et leur influence s'est souvent traduite par des recours à l'arbitrage ou même par des solutions directes de ces conflits.

Pour mettre fin à la crise survenue dans le bassin de Charleroi en octobre 1920 l'Administration des Mines a procédé à une enquête sur les salaires payés dans les différents bassins miniers pendant les mois de janvier, avril, août, septembre et octobre 1920.

VI. — *Collaboration au Ministère des Affaires Économiques.*

L'Administration des Mines est souvent en rapport avec l'Office des Charbons pour diverses questions intéressant les deux Départements.

A la demande du Ministère des Affaires Économiques, l'Administration des Mines a établi le prix de revient des charbons en octobre 1920, travail considérable qui a servi souvent de base lors des discussions ultérieures entre patrons et ouvriers.

Deux membres de l'Administration des Mines ont collaboré aux travaux de la Commission d'étude sur la situation économique. Ils ont notamment rédigé un rapport sur la situation des mines de Belgique.

VII. — *Hygiène des usines à zinc et autres métaux spéciaux.*

De nombreuses réclamations étant parvenues au Département au sujet des inconvénients et les dommages résultant des usines à zinc et autres métaux spéciaux, tant pour le voisinage que pour le personnel de ces usines, une Commission a été instituée par arrêté royal du 14 décembre 1920 en vue de rechercher les procédés ou moyens propres à remédier à ces inconvénients.

L'Administration des mines, qui avait pris l'initiative au sujet de la constitution de cette Commission, prend la part la plus active aux travaux de celle-ci. Une enquête est commencée et des études se poursuivent en vue d'aboutir à un résultat prochain.

VIII. — *Police des appareils à vapeur.*

L'Administration des Mines a dans ses attributions la police des appareils à vapeur dans toutes les provinces minières du pays et dans une partie du Brabant.

L'Arrêté royal du 28 mars 1919, pris à l'intervention de l'Administration des Mines, constitue le règlement sur les chaudières à vapeur. Cet arrêté ne s'appliquait pas aux machines, ce qui a fait reconnaître des inconvénients. Pour y remédier, un arrêté royal a été pris le 22 décembre 1920 en vue d'appliquer aux machines à vapeur le même régime administratif qu'aux chaudières.

IX. — *Statistiques.*

L'Administration des Mines publie chaque mois, dans la *Revue du Travail*, un bulletin donnant la production, les stocks, le nombre de jours de travail et le nombre d'ouvriers dans les charbonnages. Ce bulletin est complété par des renseignements sur la fabrication du coke et des agglomérés, et sur les industries métallurgiques.

* *

Indépendamment de ces travaux de statistiques, l'Administration des Mines a fourni des relevés demandés par le Ministère des Affaires Étrangères, par le Bureau International du Travail et par des sections du Bureau de la Société des Nations.

* *

La statistique annuelle des industries extractives et métallurgiques dont le cadre a été remanié, est publiée régulièrement dans les *Annales des Mines* de Belgique.

X. — *Laboratoire de recherches.*

Un arrêté royal du 18 janvier 1921 a créé l'Institut national de Mines de Frameries, étendant ainsi le champ d'études de l'ancien laboratoire de Frameries, lequel était dirigé par un ingénieur des mines.

Cet Institut national a pour but de procéder à l'étude de tout ce qui concerne

la meilleure utilisation de la richesse minérale du sol belge, le perfectionnement des méthodes, outils et appareils de l'exploitation des mines ainsi que l'amélioration des conditions de travail dans les mines.

Le Conseil d'administration, dont les membres ont été nommés par arrêté royal du 1^{er} mars 1921 renferme plusieurs membres de l'administration des mines, notamment le président et le secrétaire qui sont respectivement le directeur général des mines et le directeur de l'Institut.

Le Conseil d'administration a déjà tenu plusieurs réunions, Les travaux vont être poursuivis activement et il y a lieu d'en espérer les meilleurs résultats pour le pays.

XI. — *Inspection des explosifs.*

Le Service des explosifs, placé sous la direction d'un Ingénieur de l'administration des mines, a la haute surveillance de l'application des lois et règlements sur les explosifs dans tout le royaume.

Il intervient dans l'étude des explosifs dont on sollicite la reconnaissance officielle, dans l'installation des fabriques et des principaux magasins, dans l'octroi des autorisations de transport, dans l'enquête sur les accidents; il est d'ailleurs chargé de la surveillance des fabriques, des magasins et des transports, ainsi que du contrôle de la vente.

Pendant de nombreux mois après l'armistice, l'anarchie la plus complète, entretenue en partie par le défaut d'entente et l'impuissance des autorités publiques, a régné en matière d'explosifs; l'Inspection a dû lutter contre cet état de choses et est à peu près parvenue à rétablir une situation normale.

Une grande partie de l'activité de l'Inspection a été absorbée depuis l'armistice par des travaux de circonstance :

- 1° La remise en état des fabriques et de beaucoup de magasins ;
- 2° L'instruction de demandes relatives à des travaux exceptionnels consécutifs à la guerre :

- Démolition d'abris bétonnés dans la zone dévastée ;
- Dépècement d'épaves ;
- Reconstruction d'ouvrages d'art ;
- Dessouchage de forêts exploitées par les Allemands ;
- Ateliers de démolition de cartouches ;

- 3° Assistance prêtée au Service militaire de la récupération dans la recherche des munitions dangereuses, abandonnées dans tous les coins du pays.

Dans le même ordre d'idées, examen des précautions à prendre à l'égard des obus égarés dans la mitraille fournie aux établissements industriels ;

- 4° Relonte de toutes les autorisations de transport d'explosifs, ordonnée par un arrêté royal du 15 juillet 1919; le même arrêté admet en principe le transport des explosifs *par automobile*; l'Inspection a élaboré un programme provisoire des conditions essentielles que doit réaliser le matériel automobile et, jusqu'à présent, sept industriels déjà ont fait confectionner et utilisent couramment du matériel réglementaire.

XII. — *Service géologique.*

Le Service géologique est dirigé par un ingénieur de l'administration des mines.

La deux cent vingt-sixième et dernière feuille de la Carte a été publiée.

Le Conseil géologique qui est présidé par le directeur général des mines et dont le secrétaire est le directeur du Service géologique, a poursuivi l'élaboration des règles pour la confection d'une nouvelle édition de la Carte géologique détaillée, 55 des 226 feuilles de la première édition se trouvant épuisées.

L'activité du Service géologique est redevenue normale en ce qui concerne la récolte des échantillons de sondage et de coupes temporaires.

Grâce au concours des collaborateurs, il a été possible de réunir des notes détaillées sur la constitution géologique des régions mal connues ou spécialement intéressantes pour les futures éditions de la carte.

XIII. — *Restauration industrielle du pays :*

Les ingénieurs des mines se tiennent au courant de la situation industrielle du pays, collaborent aux enquêtes et commissions instituées en vue d'étudier cette restauration.

Enseignement industriel et professionnel.

Jusqu'à présent, il n'existe pas en Belgique de loi sur l'enseignement industriel et professionnel. Néanmoins la procédure à suivre est soumise à certaines règles.

En principe, le Gouvernement ne crée pas directement des écoles industrielles et professionnelles ; il laisse le soin de créer ces institutions aux administrations communales et provinciales et aux particuliers. Jusqu'ici, il n'a été dérogé à ce principe que pour le Musée professionnel de Morlanwelz qui peut être considéré comme une institution de l'État.

Les Chambres législatives mettent, chaque année, à la disposition du Gouvernement, les crédits nécessaires pour lui permettre d'accorder des subsides aux écoles industrielles et professionnelles.

Ces quelques points nous montrent l'Administration de l'Enseignement industriel et professionnel comme étant un service purement administratif, dont le but se borne à encourager par voie de subsides et, au besoin, à provoquer les initiatives et à donner aux organisateurs les conseils nécessaires pour l'élaboration des règlements et du programme, pour la formation du personnel enseignant et le recrutement des élèves des institutions d'enseignement technique.

Pendant la période de guerre, comme pour celle d'avant guerre, les subsides de l'État s'élevaient au un troisième du montant des dépenses si les cours étaient purement théoriques et aux deux cinquième des dépenses si les cours théoriques étaient complétés par des travaux manuels. L'État n'intervenait pas dans les frais de construction, de location et d'entretien des locaux ; mais il prenait à sa charge la un deuxième des frais d'outillage.

Depuis l'armistice, les modifications suivantes ont été apportées au régime des écoles industrielles et professionnelles :

1° Il a été décidé d'intervenir dans les frais de construction de *nouveaux locaux* et dans les frais de location des locaux des anciennes et nouvelles institutions.

Le montant de l'intervention de l'État a été fixé au un tiers des dépenses.

Au budget pour 1921, du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement (Administration de l'Enseignement industriel et professionnel) figure un premier crédit de 500,000 francs pour le poste en question.

2° Un nouveau barème des traitements du personnel enseignant a été fixé par l'arrêté ministériel du 10 janvier 1920.

Le même arrêté a augmenté l'intervention de l'État dans les dépenses pour le traitement du personnel enseignant. Cette intervention est de 40 % au lieu d'un tiers pour les cours théoriques et de 50 % au lieu des deux cinquièmes pour les cours théoriques et pratiques. Toutefois l'intervention de l'État dans les traitements des professeurs vivant en communauté reste fixée au tiers et aux deux cinquièmes comme par le passé.

Ce nouveau barème ainsi que cette augmentation d'intervention a considérablement grossi les crédits mis à la disposition de l'Administration de l'enseignement industriel et professionnel. Ceux-ci, qui étaient en 1914 (art. 13) de 3,439,352 francs (avec crédits supplémentaires) passent en 1920 (art. 14) à 9,804,000 francs.

3° Un projet de loi organique de l'enseignement industriel et professionnel est soumis en ce moment aux délibérations de Conseil supérieur de l'enseignement technique. L'étude de ce projet élaboré par une sous-commission du Conseil, est soumise actuellement à la discussion en séance plénière dudit Conseil.

Pour 1920, l'Administration de l'Enseignement industriel et professionnel devra accorder des subsides à 639 institutions se répartissant comme suit :

Enseignement pour garçons.

Ecoles supérieures	17
Id. industrielles	95
Cours industriels	12
Id. et écoles de dessin	30
Id. de commerce et de langues	25
Écoles et cours professionnels.	103
Ateliers d'apprentissage	4
Écoles et ateliers d'apprentissage de tissage.	12

Enseignement pour filles.

Écoles professionnelles.	45
Id. ménagères professionnelles	7
Id. professionnelles ménagères	21
Cours et ateliers d'apprentissage	99
Écoles et classes ménagères	149

Récapitulation des subsides à l'Enseignement Industriel et Professionnel.

1914 : 2,639,000 francs.

1919 : 3,313,000 + 1,734,000 francs (dépenses arriérées).

1920 : 10,195,000 francs.

1921 : 10,896,000 francs.

Ce chiffre d'environ 11 millions représente un vingt-cinquième des dépenses faites pour l'enseignement dans notre pays.

**Situation de la population scolaire des Écoles techniques
au 31 décembre 1920.**

Genre d'institution.	Nombre d'institutions.	Nombre de professeurs.	Nombre de filles.	Nombre de garçons.	Nombre de certificats délivrés.
Écoles professionnelles pour filles.	45	640	6,593	85	940
Écoles professionnelles ménagères.	21	217	1,681	—	165
Écoles ménagères professionnelles.	7	41	585	—	59
Cours professionnels pour filles.	51	248	3,349	145	238
Ateliers d'apprentissage pour filles.	48	208	3,053	—	67
Écoles ménagères.	48	112	1,415	—	115
Classes ménagères.	99	223	3,361	—	102
Classes ménagères annexées à des écoles primaires.	2	4	55	—	—
Écoles supérieures.	17	322	67	2,549	223
Écoles industrielles.	95	1,346	2,728	27,870	1,649
Cours industriels du di- manche.	12	121	352	2,499	135
Écoles de dessin industriel.	27	124	11	1,959	33
Cours de dessin industriel.	23	96	61	1,521	104
Cours de commerce et de langues.	25	298	2,062	5,918	827
Écoles de métiers d'art.	9	159	28	2,952	117
Écoles professionnelles pour garçons.	80	957	162	12,596	756
Cours professionnels pour garçons.	14	103	85	1,023	74
Ateliers d'apprentissage pour garçons.	4	28	166	350	33
Ateliers d'apprentissage de tissage.	12	31	»	381	60
	<u>639</u>	<u>5,278</u>	<u>25,815</u>	<u>59,857</u>	<u>5,697</u>

L'Office du Travail en 1920-1921.

L'énumération suivante donnera une idée de l'activité de l'Office du Travail.

PREMIÈRE SECTION.

Travaux courants (permanents).

Exécution de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles, comprenant notamment :

- a) Vérification des comptes et dépouillement de la statistique des unions professionnelles;
- b) Octroi de subsides;
- c) Liquidation d'unions dissoutes;
- d) Collation de décorations syndicales;
- e) Préparation du rapport à présenter aux Chambres.

Travail spécial.

Revision de la loi du 31 mars 1898.

DEUXIÈME SECTION.

Travaux effectués

I. — *Conseils de prud'hommes.*

- a) Élaboration d'un barème de traitements pour les greffiers des Conseils de prud'hommes;
- b) Arrêté royal et mesures d'exécution concernant l'application de ce barème;
- c) Constitution de la Commission de réorganisation des Conseils de prud'hommes;
- d) Enquêtes préalables à la création de Conseils de prud'hommes;
- e) Création d'un Conseil de Prud'hommes, à Couvin;
- f) Création d'un Service d'inspection des greffes des juridictions prud'homales; visites et rapports.

2. — *Conseils de l'Industrie et du Travail*

Convocation des sections compétentes :

- a) Pour la désignation des délégués à l'inspection des mines;
- b) Pour avis au sujet de la question de la tutelle sanitaire des adolescents au travail;
- c) Pour avis sur l'avant-projet d'arrêté royal prescrivant les premiers soins à donner aux victimes d'accidents du travail.

3. — *Divers.*

- a) Application de la loi assurant aux travailleurs mobilisés la conservation de leur emploi;
- b) Réorganisation du Conseil supérieur du travail.

Travaux en cours.

- c) Revision de la loi sur les Conseils de prud'hommes;
- b) Projet de loi sur la conciliation et l'arbitrage;
- c) Projet de loi sur le contrat d'emploi.

TROISIÈME SECTION.

Travaux effectués.

- a) Loi sur la journée de huit heures;
- b) Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} mars 1914 réglementant l'exploitation des salles de spectacle, rinkings, vélodromes couverts, etc. (9 août 1920);
- c) Arrêtés royaux tarifant les épreuves des tubes destinés à contenir des gaz liquéfiés ou comprimés (1^{er} septembre et 12 novembre 1920);
- d) Arrêtés royaux modifiant diverses rubriques de classement :
 - a) Rouissage du lin (12 juin 1920);
 - b) Soie artificielle (5 novembre 1920);
 - c) Dépôts de matières inflammables (5 novembre 1920);
 - d) Fabrication des huiles et graisses (31 décembre 1920);
 - e) Scieries et dépôts de bois (31 décembre 1920);
- e) Arrêté royal supprimant la faculté d'employer au travail le dimanche matin le personnel des magasins de détail et des salons de coiffure de l'agglomération bruxelloise (30 décembre 1920);
- f) Arrêté royal modifiant et complétant l'article 14 de l'arrêté royal du 29 janvier 1863, relatif à la surveillance des établissements classés (28 avril 1921).

Travaux en cours.

- a) Avant-projet d'arrêté royal interdisant le transport à dos d'homme dans les ports de charges de plus de 101 kilogrammes (consultation des collèges appelés à donner leur avis;
- b) Avant-projet d'arrêté royal étendant aux agglomérations d'Anvers, de Liège et de Gand l'application de l'arrêté royal du 30 décembre 1920 interdisant l'emploi du personnel le dimanche matin dans les magasins de détail et les salons de coiffure de l'agglomération bruxelloise (consultation des collèges);
- c) Avant-projet d'arrêté royal étendant les dispositions de la loi sur le travail des femmes et des enfants à l'emploi des enfants de moins de seize ans dans les théâtres, music-halls, dancings et bars de nuit (consultation des collèges);
- d) Projet d'arrêté royal mettant en vigueur dans les restaurants et débits de boissons les dispositions de la loi sur le travail des femmes et des enfants et réglementant le travail de nuit des femmes majeures dans ces établissements;
- e) Étude préparatoire à un projet de loi sur le repos dominical dans la presse;
- f) Projet d'arrêté royal remplaçant l'arrêté royal du 29 janvier 1863 relatif à la police des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes (refonte des textes élaborés par la commission interministérielle);
- g) Étude préparatoire à un projet de loi consacrant l'obligation d'un carnet de salaire pour les ouvriers;
- h) Mesures à prendre et études en vue de la conférence du travail à Genève;
- i) Projet de loi portant ratification des conventions de Washington;
- j) Études préparatoires à la mise en vigueur de la loi sur la journée de huit heures.

Office des métiers et négoce.

L'Office des métiers et négoce, institué par arrêté royal du 25 mars 1908 (v. *Bulletin de l'Office des métiers et négoce*, n° 11, 1908), compte trois sections, se partageant les attributions qui lui ont été données par l'arrêté royal de constitution.

PREMIÈRE SECTION.**Apprentissage.**

Le règlement des bourses d'apprentissage, approuvé par M. le Ministre Francotte le 29 juin 1906 et appliqué jusqu'au 15 janvier 1920, a été modifié par M. le Ministre Wauters : les bourses accordées aux jeunes gens (garçons et filles) subissant avec succès leur examen final d'apprentissage, ont été portées de 100 francs à 125, 150, 175 ou 200 francs, selon le résultat de l'épreuve.

Les primes annuelles et supplémentaires aux patrons éducateurs ont été portées de 50 à 100 francs.

Dans les derniers temps un contrat-type d'apprentissage, applicable à tous les apprentis-boursiers, a été élaboré par l'Office des métiers et négoce.

Depuis l'armistice les subsides annuels accordés aux secrétariats d'apprentissage ont également été augmentés. Ils varient d'après la propagande faite et l'activité déployée dans le courant de l'exercice écoulé.

Depuis 1919, plusieurs secrétariats d'apprentissage ont été créés à l'intervention de l'Office, et malgré les circonstances défavorables résultant de la guerre et de la crise économique, le nombre des contrats d'apprentissage conclus par l'intermédiaire des secrétariats a été supérieur de vingt-deux à celui de l'année 1913.

Au cours de l'exercice 1920, 6 nouveaux secrétariats ont été fondés, ce que porte à 73 leur nombre total.

L'apprentissage par contrat a été jusqu'à présent organisé dans 68 professions différentes.

L'Office des métiers et négoce est en contact constant avec les secrétariats d'apprentissage pour aider ceux-ci à réaliser le programme défini dans le règlement de ces institutions. Le Département délègue aux examens finals d'apprentissage ses fonctionnaires, qui prennent connaissance, sur place, des méthodes de travail et d'enseignement dans les divers métiers et dans les différentes parties du pays.

Expositions professionnelles.

L'Office des métiers et négoce ne cesse d'encourager les expositions à caractère d'enseignement, où les produits et travaux des artisans appartenant aux mêmes métiers sont mis en comparaison, de sorte qu'ils puissent susciter l'émulation. Ces expositions semblent vouloir reprendre. En 1920, notamment, l'Office a accordé un important subside à l'Exposition internationale de la coiffure, de la mode et des industries qui s'y rattachent, tenue à Bruxelles; des concours pour patrons et ouvriers y étaient organisés.

Concours professionnels.

Les concours professionnels organisés annuellement par des associations s'intéressant aux arts industriels, mais interrompus pendant la guerre, semblent également reprendre. En 1920, la Chambre syndicale provinciale des arts industriels de Gand a ouvert un très important concours subside par le Département, la province et la ville. Le programme du concours de 1921 vient d'être publié.

Musées professionnels.

Les musées professionnels constituant une des formes les plus attrayantes de l'enseignement des métiers, l'Office s'attache à les encourager par des conseils autant que par des subsides. Il existe des musées professionnels à Bruges, Gand, Courtrai, Tournai, etc. Le Musée du Livre, à Bruxelles, a fêté en mars dernier son XV^e anniversaire. A cette occasion il a ouvert une exposition des travaux des diverses écoles du livre du pays et de l'étranger.

Bulletin de l'Office des Métiers et Négoces.

La publication des textes législatifs et des études intéressant les métiers et négoces, des comptes-rendus de congrès, la vulgarisation des idées d'association et la démonstration de l'utilité de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel en faveur des artisans se font à l'aide du *Bulletin de l'Office des Métiers et Négoces*.

Depuis l'année 1920, ce bulletin est également publié en langue néerlandaise, sans qu'il ait fallu augmenter le personnel ordinaire de l'Office. L'édition néerlandaise compte autant d'abonnés que l'édition française.

Bibliothèques professionnelles.

L'office continue à encourager par ses subsides et sa documentation bibliographique la création de bibliothèques professionnelles au sein des associations, des secrétariats d'apprentissage et des syndicats d'outillage.

Conseil supérieur des Métiers et Négoces.

Depuis l'armistice, le Conseil supérieur des Métiers et Négoces a préparé un avant-projet de loi concernant l'organisation du crédit à la petite bourgeoisie commerçante et industrielle ; il a préparé un avant-projet de loi sur le Registre du commerce ; il a réexaminé un projet de loi sur la police du commerce, adopté antérieurement par ce collège et déposé à la Chambre des Représentants par le Gouvernement en 1912 ; le Conseil a, en outre, donné des avis concernant la réorganisation des secrétariats d'apprentissage et émis un vœu à M. le Ministre tendant à demander une solution à la question de propriété du fonds de commerce, de la prorogation des baux commerciaux, de la limitation des loyers, du droit de préférence ou droit à indemnité au profit du locataire sortant.

Associations économiques et professionnelles.

L'office a pour mission de recueillir et de coordonner des renseignements sur les associations d'intérêt économique formées entre les artisans, petits patrons et détaillants. Des relevés ont été publiés en 1908, 1910 et 1912. Les renseignements concernant le mouvement syndical dans les métiers et négoces sont régulièrement publiés dans le *Bulletin de l'Office*.

DEUXIÈME SECTION.

Cours professionnels.

Comme avant la guerre, l'Office des Métiers et Négoces a étudié et provoqué l'organisation au profit des artisans, petits patrons, petites patronnes, apprentis et apprenties, de moyens complémentaires de perfectionnement en instituant des cours spéciaux pour les différents métiers.

Pendant la période comprise entre le 1^{er} octobre 1919 et la fin de décembre 1920, 106 cours temporaires ont été subsidiés, représentant environ 1,210 leçons.

Organisation du crédit.

Vingt-quatre établissements de crédit ont été agréés par arrêté royal, aux fins de faire des avances sur fonds de commerce et d'escompter des factures conformément à la loi du 25 octobre 1919 sur le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle et à l'arrêté royal d'exécution du 15 janvier 1920.

TROISIÈME SECTION.

Amélioration de l'outillage mécanique.

L'Office des Métiers et Négoces chargeait, avant la guerre, ses ingénieurs d'organiser des conférences, accompagnées de démonstrations pratiques à l'aide d'un matériel appartenant à l'État, afin de faire saisir par les petits patrons et les artisans, les avantages de l'emploi de l'outillage mécanique. Celui-ci est à recommander non seulement au point de vue de l'efficacité de la production mais aussi de l'hygiène.

Un léger subside (5 % du montant de la dépense, avec maximum de 100 francs) était alloué aux petits producteurs qui faisaient l'acquisition de machines. L'intervention du service était surtout efficace au point de vue des conseils techniques donnés gratuitement aux intéressés en ce qui concerne l'établissement de leur installation mécanique.

Immédiatement après l'armistice les machines étaient rares et par ce fait excessivement chères, de sorte qu'un ralentissement s'est manifesté dans les affaires traitées par la 3^e section.

Toutefois, l'acquisition des machines-outils reprend à cause de la diminution des prix d'achat et les visites faites aux intéressés par les Ingénieurs de l'Office deviennent plus nombreuses.

Il y a donc lieu de continuer à subsidier l'achat de machines-outils et le système d'intervention pécuniaire pourrait être examiné lorsque l'institution du crédit en faveur des petits industriels sera entrée dans la phase de la réalisation.

La section technique de l'Office continue à compléter sa documentation au sujet des améliorations apportées à la construction des machines servant spécialement à la petite industrie.

Ce qui est en préparation.

Outre la continuation de ses travaux se rapportant aux différents objets de sa mission, l'Office des Métiers et Négoces se propose :

1° D'examiner la possibilité de rendre l'apprentissage plus efficace et plus général, soit par l'introduction de l'apprentissage obligatoire ou tout au moins

par le contrat d'apprentissage obligatoire pour les jeunes gens entrant en apprentissage. Cette question serait soumise aux délibérations du Conseil supérieur des Métiers et Négoces ;

2° De multiplier le nombre des musées professionnels dans plusieurs centres du pays ;

3° De faire revivre les industries d'art qui étaient spécialement exercées par les classes moyennes ;

4° D'étudier, après le vote d'une loi sur l'organisation du crédit aux classes moyennes, les moyens de réalisation de ce crédit ;

5° De rechercher les moyens de faire participer les groupements de petits patrons et d'artisans aux adjudications des entreprises et fournitures pour l'État.

Le Rapporteur,

DE BRUYNE.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

TABLEAU IX.

INDUSTRIE, TRAVAIL.

Amendements proposés par la Commission du Budget.

Dépenses ordinaires.

Articles.	LIBELLÉ.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	AMENDEMENTS.
2	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service (y compris une somme de 265,000 francs pour indemnité mobile de vie chère)	2,450,000	2,185,000	Diminution de 265,000 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.
15	Inspection de l'enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager. Traitements, indemnités et frais de route, etc.	180,000	163,500	Diminution de 16,500 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.
24	Inspection du travail et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes : personnel, etc.	1,225 000	1,132,000	Diminution de 93,000 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.
26	Service médical du travail; personnel, etc.	314,000	297,000	Diminution de 17,000 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.
33	Commission permanente pour faciliter l'examen des affaires se rattachant aux sociétés mutualistes (y compris... etc.	48,000	43,200	Diminution de 4,800 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.
44	Conseil des Mines : personnel. Traitement, etc.	127,500	122,000	Diminution de 5,500 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.

Articles.	LIBELLÉ.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	AMENDEMENTS.
46	Corps des Mines : Traitements etc	1,281 500	1,496,200	Diminution de 85,300 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire
47	Délégués ouyriers à l'inspec- tion des mines, etc.	350,000	303,000	Diminution de 47,000 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.
49	Inspection des produits explo- sifs : Traitements, etc.	77,500	72,700	Diminution de 4,800 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.
51	Service géologique : traite- ments, etc.	134,800	119,800	Diminution de 15,000 (Indemnité de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire).

N. B. — En ce qui concerne l'article 3, la diminution prévue est de 18,000 francs. Cette diminution provient de la démission de 6 conseillers de Gouvernement : la démission du 7^e conseiller n'a pu être acceptée parce que membre du Conseil d'administration du Bureau international du travail, à Genève, ce conseiller sert d'agent de liaison entre cet organisme et le Département.

Un amendement sera déposé par le Gouvernement pour réduire en conséquence le crédit figurant au projet de budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement pour l'exercice 1921.

ANNEXE I.

Le Département de l'Industrie et du Travail rappelle périodiquement par circulaire ou par visite sur place, aux autorités et organismes chargés de l'exécution de la loi du 20 août sur les pensions de vieillesse que, vu les intérêts en cause, ils doivent procéder à l'instruction des demandes de pension avec la plus grande célérité possible.

Périodiquement également il leur est demandé de fournir au Département le nombre de demandes reçues soit des intéressés, soit des contrôleurs des contributions, soit des administrations communales et le nombre de demandes transmises soit aux contrôleurs, soit aux administrations communales, soit aux Gouverneurs.

I. — Administrations communales.

Ci-dessous un premier tableau indiquant par province à la date du 15 mai 1921 :

- a) Le nombre total des demandes reçues par les Administrations communales ;
- b) Le nombre total des demandes transmises par les Administrations communales aux contrôleurs des contributions ;
- c) Nombre total des demandes renvoyées après décision par les contrôleurs de contributions aux Administrations communales ;
- d) Nombre total des demandes transmises aux Gouverneurs par les Administrations communales.

Provinces.	Nombre de communes qui ont envoyé les renseignements.	A.	B.	C.	D.
Anvers.	408	17,684	11,448	2,906	2,488
Brabant	238	31,215	26,449	8,962	7,618
Flandre occidentale	174	19,182	16,761	1,647	997
Flandre orientale	199	27,977	24,788	7,865	6,290
Hainaut	349	32,598	29,189	11,300	8,891
Liège	263	23,503	22,026	11,233	10,213
Limbourg	135	5,956	5,729	68	23
Luxembourg	188	4,602	4,593	869	721
Namur	235	9,187	9,008	3,060	2,622
Renseignements parvenus sans indication de communes. .	21	1,740	1,701	675	571
TOTAL pour la Belgique. .	1,930	173,644	151,692	48,285	40,431

II. — Contrôleurs des contributions.

A la date du 30 avril 1921 (ces renseignements ne sont communiqués au Département, que vers le 10 du mois). Les contrôleurs des contributions avaient reçu des Administrations communales 145,575 demandes de pension, en avaient examiné 51,966 et avaient statué sur 40,152 d'entre elles.

III. — Commission régionales des pensions de vieillesse.

Les commissions régionales des pensions de vieillesse ont été invitées à fournir au Département un tableau mentionnant d'une part les secours reçus et d'autre part les recours sur lesquels il a été statué.

A la date du 30 avril 1921, 25 Commissions ont fait parvenir les renseignements demandés.

Recours introduits :

1° Par les intéressés	664
2° Par les Administrations communales.	328
3° Par les Gouverneurs	304
TOTAL.	1,296

Recours sur lesquels il a été statué :

1° Introduits par les intéressés	105
2° Introduits par les administrations communales.	275
3° Introduits par les Gouverneurs	59
TOTAL.	439

A la date du 15 mai 1921, 28 commissions nous ont adressé les mêmes renseignements :

Recours introduits :

1° Par les intéressés	1,386
2° Par les administrations communales.	385
3° Par les Gouverneurs	317
TOTAL.	2,088

Recours sur lesquels il a été statué :

1° Introduits par les intéressés	303
2° Introduits par les administrations communales.	199
3° Introduits par les Gouverneurs	162
TOTAL.	664

Certaines commissions régionales n'ont pas indiqué le total des recours sur lesquels ils ont statué, mais seulement le nombre de décisions prises pendant la dernière quinzaine.

IV. — Gouverneurs des provinces.

Le tableau ci-dessous indique pour chaque province le nombre de demandes reçues par les Gouverneurs et celui des demandes transmises pour recours aux Commissions régionales des pensions de vieillesse à la date du 15 mai 1921.

	Nombre total des demandes	
	reçues des administrations communales.	renvoyées pour recours aux Commissions régionales.
Anvers	1,209	38
Brabant	3,996	89
Flandre occidentale.	863	16
Flandre orientale	5,633	180
Hainaut	7,266	1,013
Liège	7,793	380
Limbourg	—	—
Luxembourg.	436	55
Namur	2,165	85
TOTAL.	<u>29,361</u>	<u>1,856</u>

V — Le tableau ci-dessous indique par province le nombre de demandes parvenues à l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales à la date du 29 mai 1921 pour être liquidées.

Anvers	1,721
Brabant	3,390
Fandre occidentale	366
Flandre orientale	2,059
Hainaut	2,264
Liège	5,573
Limbourg.	—
Luxembourg.	569
Namur.	1,240
TOTAL	<u>17,182</u>

Le service des pensions de vieillesse a pris toutes les mesures utiles en vue de procéder à la confection et à l'expédition des titres de pensions au fur et à mesure de la réception des demandes.

Au 29 mai, 11,000 titres de pension ont été envoyés aux Administrations communales pour être remis aux bénéficiaires.

ANNEXE II.**Arrêtés royaux relatifs au Fonds de crise.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, **SALUT.**

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE PREMIER.**Fonds de chômage locaux et régionaux.**

ARTICLE PREMIER. — Les provinces et les communes sont invitées à encourager la prévoyance contre le chômage involontaire, en instituant et en subsidiant des Fonds de chômage communaux ou intercommunaux.

ART. 2. — L'État interviendra, à concurrence de 50 %, dans les frais d'administration des dits Fonds, dont il aura approuvé les statuts et l'organisation. Il peut, en outre, s'il le juge nécessaire, prendre à sa charge certaines dépenses extraordinaires, faites par les Fonds.

ART. 3. — Il est alloué trimestriellement, aux caisses d'assurance contre le chômage agréées par les Fonds communaux et par l'État, et qui se soumettent au contrôle des pouvoirs publics, une subvention égale à 50 % des cotisations versées par les membres; toutefois, les cotisations dépassant 75 centimes par semaine pour les industries à chômage saisonnier, et 50 centimes par semaine pour les autres, ne seront prises en considération qu'à concurrence de ces sommes.

ART. 4. — A partir du 1^{er} janvier 1921, les sommes attribuées de ce chef par l'État aux caisses de chômage seront inscrites à leur crédit pour leur être remises au fur et à mesure des nécessités de leur service. Dans tous les cas, elles pourront prélever annuellement, sur ce crédit, la somme nécessaire pour payer leurs frais d'administration, à concurrence de 1 franc par membre.

ART. 5. — Lorsque les réserves d'une caisse auront atteint le sextuple de la moyenne des cotisations des cinq dernières années, les subventions de l'État seront suspendues ou réduites, de manière à ne pas dépasser ce quantum.

TITRE II.**Fonds national de crise.**

ART. 6. — En attendant qu'une loi règle son statut définitif, il est créé par Nous un « Fonds national de crise », chargé de venir en aide aux chômeurs involontaires affiliés à une caisse de chômage agréée, victimes industrielles, et qui ne peuvent plus jouir des indemnités et des avantages accordés par leur association.

ART. 7. — Ce Fond est géré par un conseil d'administration nommé par Nous et jouit d'une administration autonome, sous le contrôle de l'Etat. Son organisation fera l'objet d'un arrêté royal séparé.

ART. 8. — Il est alimenté par des subventions de l'Etat, le produit de souscriptions et toutes contributions volontaires, patronales et autres.

ART. 9. — Les allocations du Fonds national de crise sont accordées :

1° Aux chômeurs assurés ayant accompli de stage réglementaire, qui ont épuisé leur droit aux indemnités de la caisse de chômage ;

2° Aux chômeurs assurés ayant accompli leur stage réglementaire, qui appartiennent à des caisses dont toutes les ressources sont épuisées ;

3° Aux chômeurs assurés stagiaires affiliés depuis trois mois au moins aux caisses de chômage. (Cette mesure cessera ses effets le 31 mars 1921.)

ART. 10. — Le taux des allocations accordées par le Fonds de crise est le même que celui qui est prévu par les statuts de la caisse. Il ne pourra, toutefois, dépasser 3 francs par jour ouvrable. Il est, en outre, accordé une allocation journalière de 60 centimes pour la femme non-ouvrière et pour chaque enfant de moins de 14 ans. Si le père et la mère bénéficient des allocations du Fonds, l'indemnité du chef des enfants ne sera payée qu'une seule fois.

ART. 11. — Les caisses de chômage auront à intervenir dans la dépense, à concurrence de 15 %; les communes qui désirent voir bénéficier leurs administrés des avantages du Fonds de crise, à concurrence de 10 %. La quote-part des caisses est retenue sur les subventions dont il est question à l'article 3 du présent arrêté.

ART. 12. — Les allocations de crise seront payées :

- a) En cas de chômage continu de plus d'une semaine, à partir du premier jour ;
- b) En cas de chômage intermittent (short time), sous déduction d'un jour par semaine.

ART. 13. — Elles seront suspendues en cas de grève ou de lock-out, lorsque les ouvriers intéressés refusent de recourir à l'intervention de la commission

paritaire compétente, ou de toute autre institution de conciliation établie par la loi, ou de se conformer aux avis exprimés par ces organismes.

Aux avis mentionnés ci-dessus, seront assimilées les décisions rendues par des arbitres ou des comités d'arbitrage.

L'octroi des allocations du Fonds national de crise aux chômeurs se fait sous le contrôle des caisses de chômage et des Fonds communaux ou intercommunaux de chômage.

Le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement aura, en tout temps, le droit de vérifier les écritures et de donner des instructions pour assurer la bonne marche du service.

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 décembre 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

Fonds national de crise. — Organisation.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE PREMIER.

Dénomination; objet, siège, durée.

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, sous la dénomination de « Fonds national de crise », une administration spéciale, chargée de recueillir, de gérer et de distribuer les sommes mises à sa disposition en vue de venir en aide, en cas de crise industrielle, aux chômeurs affiliés à des caisses de chômage involontaire, agréées par l'État.

Son siège est établi à Bruxelles.

La durée du Fonds est illimitée. Sa dissolution ne peut être prononcée que par un arrêté royal qui réglera le mode et les conditions de sa liquidation.

CHAPITRE II.

Fonds social, placement.

ART. 2. — Le Fonds national de crise est alimenté par des subventions de l'État et, éventuellement, par le produit de souscriptions et de contributions volontaires, patronales et autres.

Les fonds disponibles peuvent être appliqués à l'achat de valeurs créées ou garanties par l'État. Ils peuvent aussi être placés, à titre purement temporaire, en dépôt ou en compte courant dans les banques ou dans des établissements publics.

Les valeurs à acheter et les établissements dans lesquels seront faits les dépôts seront désignés par le conseil d'administration, avec l'approbation de Nos Ministres des Finances et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

CHAPITRE III.

Conseil d'administration.

ART. 3. — Le Fonds est administré par un conseil composé d'un président et de six administrateurs au moins et de neuf au plus, de nationalité belge, nommés par le Roi, pour un terme de trois ans.

A l'expiration des mandats, ceux-ci peuvent être renouvelés indéfiniment, chaque fois pour un nouveau terme de trois ans.

Celui qui est appelé à remplacer un administrateur avant l'expiration de son mandat, achève le mandat interrompu.

Le membre du Conseil, chargé de remplacer le président, en cas d'absence ou d'empêchement, est désigné par Nous.

Les indemnités dues aux président et membres du Conseil d'administration sont fixées par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. Elles sont imputées sur les frais généraux du Fonds et supportées par lui.

ART. 4. — Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les circonstances l'exigent, sur convocation du président ou du Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Il doit être réuni lorsque trois membres le demandent.

La présence de la majorité des membres est nécessaire pour qu'il puisse être délibéré valablement.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas

de partage, la proposition est soumise à la décision du Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Si, à deux reprises, le Conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il est délibéré valablement après la troisième convocation, quel que soit le nombre des présents, sur les objets portés trois fois de suite à l'ordre du jour.

ART. 5. — Le membre qui, sans excuse légitime, s'absente à trois réunions successives peut être relevé de ses fonctions.

ART. 6. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs nécessaires pour gérer et administrer le Fonds.

Il prend les mesures d'exécution destinées à faire rentrer les sommes mises à la disposition de l'institution.

Il fait le placement des fonds disponibles, conformément à l'article 2, alinéa 2.

Il statue sur l'admissibilité des caisses de chômage à bénéficier des allocations du Fonds, ainsi que sur tous les cas litigieux survenant au sein d'un Fonds local ou régional, sous réserve d'appel au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Il prend les mesures nécessaires pour la répartition des allocations.

Il organise le contrôle de l'emploi des fonds distribués.

Il est autorisé à faire appel, à cette fin, aux services d'inspection et de vérification du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Il nomme, suspend et révoque tous agents ou employés ; détermine leurs attributions, fixe leur traitement, salaire et gratification lesquels sont supportés par le Fonds.

Il arrête les comptes annuels et fait, semestriellement, rapport aux Ministres compétents sur sa gestion.

ART. 7. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres présents et transmis au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Le président peut suspendre l'exécution de toute décision du Conseil qui lui paraît contraire à la loi ou aux statuts. Il en donne avis au Ministre. Si ce dernier n'a pas statué dans le mois de la réception de cet avis, la décision peut sortir ses effets.

CHAPITRE IV.

Direction.

ART. 8. — Le directeur est nommé et peut être suspendu ou révoqué par le Roi, qui fixe son traitement initial. Celui-ci peut être majoré par une décision du Conseil d'administration, approuvée par le Ministre.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, le Conseil peut désigner un de ses membres pour remplir temporairement ces fonctions.

Le directeur assiste, avec voix consultative, aux séances du Conseil d'administration et y remplit les fonctions de secrétaire.

Il est chargé d'exécuter les décisions du Conseil d'administration.

La gestion journalière des affaires lui est confiée moyennant d'en rendre compte au Conseil.

Il représente le Fonds dans tous les actes relatifs à cette gestion journalière et signe la correspondance administrative.

Il dirige le travail des agents et surveille leur gestion.

CHAPITRE V.

Contrôle et surveillance.

ART. 9. — Pour permettre l'exercice du droit de contrôle du Gouvernement, le Ministre des Finances et celui de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement nomment chacun un commissaire du Gouvernement.

Ces commissaires ont un droit illimité de surveillance sur les opérations du Fonds. Ils assistent, quand ils le jugent utile, aux réunions du Conseil d'administration, auxquelles ce dernier doit régulièrement les convoquer.

Ils peuvent suspendre l'exécution des décisions qu'ils estiment contraires aux intérêts de l'État et en faire rapport à leur Ministre respectif.

Si ce dernier n'a pas statué dans les huit jours de la délibération, la résolution du Conseil pourra être exécutée.

Les Ministres compétents fixent leurs indemnités. Celles-ci sont supportées par le Fonds.

ART. 10. — Toute décision de principe ou d'ordre général est soumise à l'avis de la Commission permanente des unions professionnelles reconnues, des bourses paritaires du travail et des caisses de prévoyance contre le chômage involontaire.

En cas de désaccord avec le conseil d'administration du Fonds, ladite commission fera immédiatement rapport à Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

CHAPITRE VI.

Disposition finale.

ART. 11. Les cas non prévus au présent arrêté sont tranchés par le conseil d'administration. Celui-ci soumettra, dans la huitaine, sa délibération à l'approbation du Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement qui en fera, éventuellement, l'objet d'un arrêté royal.

ART. 12. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 décembre 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement.*

J. WAUTERS.

ANNEXE III.

**Liste des fonds de chômage et des unions y affiliées
au 31 décembre 1920.**

PROVINCE D'ANVERS.

Siège du Fonds.	Communes affiliées.
—	—
Anvers.	Anvers, Hoboken.
Wilryck.	Fonds communal.
Berchem.	id.
Merxem.	id.
Mortsel.	id.
Borgerhout.	id.
Brasschaet.	id.
Ranst.	id.
Schooten.	id.
Deurne.	id.
Boom.	Boom, Terhaegen, Rumps, Niel, Schelle, Hemixem, Willebroeck, Blaesvelt.
Contich.	Contich, Aertselaer, Borsbeeck, Bouchout, Edegem, Hove, Linth, Reeth, Vremde, Waerloos.
Lierre.	Lierre, Nylen, Berlaer, Heyst-op-den-Berg, Hallaer, Gestel, Bevel, Kiekevorst, Kessel, Konings, Hoyckt, Duffel, Steyem.
Eeckeren.	Oorderen, Wilmarsdonck, Santvliet, Beirendrecht, Hoevenen, Austruweel, Capellen, Eeckeren, Stabzoeck.
Turnhout.	Turnhout, Oud-Turnhout, Raevens, Moll, Veerle, Eynthout, Vorst, Ryckevorsel, Beersse, Vosselaer, Arendonck, Baelen.
Herenthals.	Bouwel, Lille-St-Pierre, Oolen, Marckhoven, Norderwyck, Vorselaer, Herenthals, Westerloo, Zoerle-Parwys.
Wuestwezel.	Wuestwezel, Brecht, Calmpthout, Esschen, Loenhout, Oostmalle, Saint-Léonard, Westmalle.

Wyneghem.	's Gravenwezel, Schilde, Halle, Oeleghem, Wyneghem, Wommelghem, Brochem, Emblehen, Sint-Job in 't Goor.
Malines.	Malines, Muysen, Bonheyden, Putte, Wavre-Sainte-Catherine, Wavre-Notre-Dame.
Bornhem.	Fonds communal.

PROVINCE DE BRABANT.

Siège du Fonds.	Communes affiliées.
Bruxelles.	Bruxelles, Anderlecht, Auderghem, Etterbeek, Forest, Ganshoren, Grimberghen, Ixelles, Jette-Saint-Pierre, Koekelberg, Laeken, Melsbroeck, Molenbeek-Saint-Jean, Neder-over-Heembeek, Ruysbroeck, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Vilvorde, Watermael-Boitsfort, Lembeek, Saventhem, Assche, Berchem-Sainte-Agathe, Peuthy, Huyssingen, Dieghem.
Nivelles.	Nivelles, Plancenoit.
Louvain.	Louvain, Heverlé, Wilsele, Hérent, Kessel-Loo, Lubbeek, Erps-Querbs, Coorbeek-Loo, Blanden, Huldenberg, Leefdael, Ottenbourg, Bierbeek.
Aerschot.	Aerschot.
Diest.	Diest, Testelt, Sichem, Deurne, Bécquevoort, Schaffen Molenstede.
Hal.	Hal, Buysingen, Tourneppe, Leeuw-Saint-Pierre.
Tirlemont.	Tirlemont, Glabbeek, Wommersom, Hackendove, Gossoncourt, Bost, Zétrud-Lumay, Hougaerde, l'Écluse, Meldert, Drieslinter.
Braine-l'Alleud.	Braine-l'Alleud, Plancenoit, Waterloo, Lillois, Wauthier-Braine.
Tubize.	Tubise, Braine-le-Château, Glabecq, Oiskerke, Virginal, Quenast, Rebecq-Rognon, Bierghes, Sainte, Ittre.
Wavre.	Wavre, Nethem, Dion-le-Mont, Ohain.
Court-St-Étienne.	

FLANDRE OCCIDENTALE.

Siège du Fonds.	Communes affiliées.
Thielt.	Thielt, Oostroosbeke, Denterghem, Meulebeke, Wielsbeke, Pittem, Aerseele, Wacken, Vyve Saint-Bayon, Swevezele.

Menin.	Menin, Wevelghem.
Ostende.	Ostende.
Iseghem.	Iseghem, Emelghem, Ingelmunster, Lendeledede, Ledeghem, Wynckel-Saint-Eloy, Rollegghem-Capelle.
Mouscron.	Mouscron, Dottignies, Luinghe, Rollegghem, Herseaux.
Wervicq.	Wervicq, Gheluwe, Comines, Gheluvelt, Warneton.
Bruges.	Bruges, Assebrouck, Sainte-Croix, Saint-André, Saint-Michel, Oostcamp, Dudzele, Lisseweghe, Coolkerke, Saint-Georges, Distel, Ruddervoorde.
Roulers.	Roulers, Ardoye, Hooglede, Rumbekke.
Blankenberghe.	Blankenberghe.
Nieuport.	Nieuport, La Panne, Merchem, Keyem, Oostduinkerke, Ramscapelle.
Courtrai.	Courtrai, Waereghem, Ingoyghem, Avelghem, Hulste, Bavichove, Cuerne, Harlebeke, Sweveghem, Moen, Saint-Genois, Belleghem, Marcke, Lauwe, Heule, Gullegghem, Moorseele, Anseghem, Deerlijk, Tieghem, Vyve-Saint-Eloy, Vichte, Desselghem, Bisseghem.

FLANDRE ORIENTALE.

Siège du Fonds.

Communes affiliées.

Eecloo.	Maldegghem, Waerschoot, Somergen, Knesselaere, Eecloo, Adeghem, Caprijcke, Bassevelde, Sint-Jân-in-Eremo, Ursel, Lembeke, Oost-Eecloo, Oostwinkel, Ursel-Sainte-Marguerite, Waterland, Oudeman, Ronsele, Saint-Laurens, Aeltre.
Gand.	Gand, Mont-Saint-Amand, Ledeberg, Gendbrugge, Heusden, Mariakerke, Saint-Denys-Westrem, Sleydinge, Evergem, Lovendegghem, Oostakker Wondelghem, Destelbergen, Meirelbeke, Zwijnaerde, Landegem, Tronchiennes,
Zelee.	Zelee, Berlaere, Overmeire, Waesmunster, Moerzeke.
Ninove.	Ninove, Neygem, Meerbeke, Altre.
Lokeren.	Lokeren, Exaerde, Dacknam.
Grammont.	Overboelare, Nederboelare, Onkerzele, Moerbeke, Deftinge, Grimmingen, Ophasselt, Ideghem, Grammont, Steenhuize, Santbergen, Goefferdin, Schendelbeke.
Deynze.	Astene, Deurle, Olsene, Petegem, Asper, Wontergem, Deynze, Zulte.

Selzaete.	Wynckel-Sint-Kruis, Ertvelde, Cluysen, Wachtebeke, Moerbeke, Bouchaute.
Termonde.	Audegem, Denderbelle, Wieze, Buggenhout, Appels, Baesrode, Termonde, Grembergen, Lebbeke, Mespe-laere, Opdorp, Saint-Gilles, Schoonaerde.
Alost.	Denderleeuw, Alost, Erpe, Meire, Oordegem, Hendersen, Hofstade, Moorsel, Welle, Lede, Nieuwkerken.
Beveren.	Kieldrecht, Doel, Beveren, Nelsele, Haesdonck, Burght, Calloo, Zwijndrecht.
Saint-Nicolas.	Saint-Nicolas.
Tamise.	Tamise, Thielrode, Basel, Steendorp, Rupelmonde.
Wetteren.	Wetteren, Wichelen, Laerne, Cherscamp, Schellebelle, Massemen, Calcken.
Renaix.	Berchem, Orroir, Quaremont, Ruyen, Renaix.
Audenarde.	Oycke, Audenarde, Eyne, Eename, Neder-Eename, Bevere, Edelaere, Leupegem.
Saint-Gilles-Waes.	Saint-Gilles-Waes, Stekene, Saint-Paul, La Clinge, Nieuwkerke, Fracene.
Sottegem.	Sottegem.
Hamme.	Hamme.

PROVINCE DU HAINAUT.

Siège du Fonds.	Communes affiliés.
Braine-le-Comte.	Écaussines-d'Enghien, Marche lez-Écaussines, Soignies, Braine-le-Comte, Écaussines, Lalaing, Horrues, Henri-pont, Hennuyères, Ronquières, Neufvilles.
Paturages.	Boussu, Hornu, Quaregnon, Wasmuel, Autreppe, Dour, Quiévrain, Wihéries, La Bouverie, Paturages, Thulin, Frameries, Saint-Ghislain, Élouges, Angre, Wasmes, Blaregnies.
Charleroi.	Charleroi, Trazegnies, Farciennes, Roux, Jumet, Pont-de-Loup, Gosselies, Marcinelle, Gilly, Montigny-sur-Sambre, Monceau-sur-Sambre, Dampremy, Chatelet, Ransart, Courcelles, Souvret, Fontaine-l'Évêque, Couillet, Fleurus, Châtelineau, Marchienne-au-Pont, Pironchamps, Goutroux, Thiméon.
Tournai.	Tournai, Froyenne, Orecq, Lamain, Néchin, Rumillies, Estampuis, Leers-Nord.
Binche.	Binche, Mont-Saint-Aldegonde, Morlanwelz, Carnières, Waudrez, Épinois, Ressaix, Haine-Saint-Pierre.

Lessines.	Lessines, Deux-Acren, Papignies, Ollignies, Bois-de-Lessines.
Enghien.	Bassilly, Enghien, Graty, Hoves, Mareq, Petit-Enghien, Petit-Rœulx-lez-Braine, Saint-Pierre-Cappelle, Silly, Steenkerque, Thoricourt.
Ath.	Maffles, Ath, Mévergnies, Irchonwelz, Moulbaix, Bouvignies, Tongres-Notre-Dame, Chièvres.
Le Rœulx.	Le Rœulx, Mignault, Braquegnies, Thieu, Thieusies, Boussoit, Ville-sur-Haine, Strépy, Péronnes, Casteau.
Leuze.	Leuze, Barry, Grandmetz, Maulde, Réclers, Gallaix, Pipaix, Thieulain.
La Louvière.	La Louvière, Houdeng-Aimeries, Houdeng-Goegnies, Haine Saint-Paul, Saint-Vaast, Trivières, Naurage.
Manage.	Chapelle, Buzet, Familleureux, La Hestre, Fayt, Goty-lez-Piéton, Pont à Celles, Godar-ville, Obaix, Bois d'Haine, Senefte, Arquennes, Luttre, Manage.
Ligne.	Fonds communal.
Antoing.	Antoing, Hollain, Saint-Maur, Vezon, Laplaigne, Havinnes, Maubray, Péronnes, Gaurain, Ramecroix, Calonne, Bruyelles, Fontenoy, Jollain, Chereq, Vaulx, Tintignies.
Mons.	Mons, Cuesmes, Saint-Symphorien, Ciply, Flénu, Nimy, Obourg, Masnuy-Saint-Pierre, Ghlin, Havré, Jemappes, Maisières.
Péruwelz.	Péruwelz, Bury, Brasmenil, Bonsecours, Wiers, Roncourt, Bleton, Calemelle.
Rance.	Rance.
Quevaucamps.	Quevaucamps, Belocil, Basècles, Grandglise, Pommerocul, Bernissart.

PROVINCE DE LIÈGE.

Siège du Fonds.

Communes affiliées.

Liège.	Ans, Beyne-Heusay, Bressoux, Corexhe-Heuseux, Engis, Flémalle-Grande, Flémalle-Haute, Forêt, Fraipont, Glain, Grâce-Berleur, Grivegnée, Hollogne-aux-Pierres, Jemeppe, Jupille, Liège, Melen, Mons, Montegnée, Ougrée, Queue-au-Bois, St-Nicolas, Seraing, Soumagne, Tilff, Tilleur, Vottem, Wandre, Angleur, Louveigné, Herstal, Chénée.
--------	---

Waremmé.	Acosse, Avennes, Avernas-le-Baudouin, Bergilez, Bleret, Braives, Fallais, Fize-le-Marsal, Grand-Axhe, Grand-ville-Hannut, Hodeige, Lautremange, Momalle, Oleye, Tourinne-la-Chaussée, Ville-en-Hesbaye, Wansin, Waremmé, Bertrée, Bettincourt.
Verviers.	Andrimont, Aubel, Bilstain, Cornesse, Dison, Ensival, Fouron-St-Martin, Goé, Henri-Chapelle, Herve, Hodimont, La Gleize, Lambermont, Limbourg, Neufchâteau, Pepinster, Petit-Rechain, Polleur, Soiron, Stavelot, Stembert, Theux, Verviers, Wegnez, Welkenraedt, Grand-Hechain.
Huy.	Ampsain, Antheit, Ben-Ahin, Couthuin, Ehein, Flône, Fraiture, Hanneche, Huecorgne, Huy, Landenne-sur-Meuse, Lavoir, Linchet, Marchin, Marneffe, Modave, Moha, Nandrin, Neuville-sous-Huy, Ombret-Ransa, Oteppe, Pailhe, Ramelot, Seraing-le-Château, Strée, Tavier, Tihange, Vaux-Borset, Vierset-Barse, Vieux-Waleffe, Villers-le Temple, Vinalmont, Vissoul, Vernée-Fraineux, Vyle-Tharoul, Wanze.
Comblain-au-Pont.	Anthisme, Comblain-au-Pont, Poulseur, Combain-Fairon.

PROVINCE DE LIMBOURG.

Siège du Fonds.	Communes affiliées.
—	—
Brée.	Brée, Bocholt, Gerdingen, Opitter, Tongerlo.
Neerpelt.	Neerpelt, Overpelt, Lommel, Hammont, Caulille, Lille-St-Hubert.
Peer.	Peer, Groote Brogel, Kleine Brogel, Exel, Hechtel, Wijchmael, Helchteren, Houthaalen.
Tongres.	Tongres.
Mechelen s/Meuse.	Mechelen s/Meuse, Op Grimby, Bornheim, Uyckhoven, Reekheim, Lanaeken, Eysden, Leuth, Stockheim.
St-Trond.	St-Trond.
Beeringen.	Beeringen, Pael, Coursel, Zolder, Oostham, Heppen, Tessenderloo, Quaedmehelen, Leopoldsburg, Beverloo, Heusden.
Bilsen.	Bilsen, Hoesselt, Groote Spauwen.
Hasselt.	Hasselt, Genck, Zonhoven, Diepenbeek.
Maeseyck.	Maeseyck, Dilsen, Eelen, Kimoy, Kessenich, Neerooteren, Ophoven, Oproeteren, Rothem.

PROVINCE DE NAMUR.Siège du Fonds.
—Communes affiliées.
—

Auvelais.	Arsimont, Auvelais, Belâtre, Falisolle, Floreffe, Moustier, Jemeppe-s/-Sambre, Tamines, Moignelée, Biesmerée, Spy-Sombreffe.
Andenne.	Andenne, Gesves, Haillot, Haltinne, Ohey, Thon-Samson, Hingéon. Sclayn.
Namur.	Daussoulx, Gelbressée, Namèche, Beez, Namur, Saint-Servais, Flavinne, Jambes, Bonnines, Vedrin, Marchés-Dames, Vezin.

ANNEXE IV.**Fédération patronale de l'industrie textile — Verviers.**

Verviers, le 16 janvier 1921.

MESSIEURS,

En sa séance du 10 courant, notre Assemblée des délégués a décidé la création et la mise en fonctionnement immédiate du Fonds de Crise, dont le principe était depuis longtemps déjà à l'examen.

Ce Fonds de Crise fonctionnera de la façon suivante :

Bénéficiaires.

Pourront bénéficier des allocations du Fonds de Crise, les seuls ouvriers attachés aux établissements de nos affiliés qui, par suite de la fermeture des ateliers auront travaillé moins de nonante-six heures par période de quatre semaines.

Il est à remarquer que la seule raison permettant d'émarger au Fonds de Crise, se trouve dans le chômage de l'ouvrier *du fait* de son patron. Il faut que ce dernier, soit par suite de fermeture partielle ou complète de tout ou partie de ses usines, soit par suite de travail à personnel réduit, entraînant un roulement parmi ses ouvriers, n'ait pas pu offrir à ceux-ci au moins nonante-six heures de travail par quatre semaines.

Toute autre cause de chômage de l'ouvrier, *volontaire ou involontaire*, du moment qu'elle n'est pas la conséquence directe du chômage *imposé* par le patron, ne permet pas à l'ouvrier de bénéficier du Fonds de Crise.

Il convient donc que journellement, dans chaque atelier, il soit tenu un livre indiquant exactement le nombre d'heures de travail offertes, et le nom des ouvriers auxquels ce travail était offert.

Au bout de quatre semaines, le relevé de ces heures pour chaque atelier ou pour chaque équipe travaillant dans un atelier en cas de roulement, indiquera le nombre d'heures offertes à chaque ouvrier, et par la comparaison avec le tableau d'indemnité ci-dessous, quelle somme chaque ouvrier a le droit de recevoir.

Ce livre-index des heures de travail de chaque ouvrier devra être tenu à la disposition des Inspecteurs du Fonds de Crise pour toute vérification qui serait jugée utile.

Mode de fonctionnement.

Les indemnités aux ouvriers atteints par la crise, seront payées par chaque patron, toutes les quatre semaines, et pour la première fois dans la semaine du 31 janvier au 5 février pour la période ayant pris cours le 3 janvier.

Pour plus de facilité, il conviendra de faire le paiement des indemnités de crise avec les salaires de la quatrième semaine de la période et de faire coïncider le départ de cette première période de quatre semaines avec le commencement de la première semaine de travail de l'année pour chaque atelier (done pas rigoureusement le 3 janvier pour les ateliers qui auraient arrêté leurs comptes de salaires entre le 3 et le 8 janvier).

L'industriel dressera, ensuite, un bordereau renseignant par atelier le nombre d'ouvriers, le nombre d'heures de travail de ceux-ci et le montant des indemnités payées. Naturellement, le bordereau ne devra être dressé que pour les ateliers n'ayant pas atteint le minimum des nonante-six heures de travail pour quatre semaines.

A la réception du bordereau et après vérification, la Fédération remettra, par chèque, à chacun, la contre-valeur du montant qui sera payé pour le Fonds de Crise.

Barème.

Les indemnités suivantes seront accordées aux ouvriers, d'après le nombre d'heures de travail, comme ci-après :

L'ouvrier qui a travaillé 88 à 95 heures pour la période de 4 semaines touchera 3 francs.

Id.	80 à 87	id.	id.	7	id.
Id.	72 à 79	id.	id.	11	id.
Id.	64 à 71	id.	id.	15	id.
Id.	56 à 63	id.	id.	19	id.
Id.	48 à 55	id.	id.	24	id.
Id.	40 à 47	id.	id.	30	id.
Id.	32 à 39	id.	id.	37	id.
Id.	24 à 31	id.	id.	45	id.
Id.	16 à 23	id.	id.	54	id.
Id.	8 à 15	id.	id.	63	id.
Id.	0 à 7	id.	id.	72	id.

N. B. — Jusqu'à nouvel ordre, le personnel ci-après est exclu du bénéfice du Fonds de Crise :

a) Les ouvriers et ouvrières qui ne sont pas attachés à un seul établissement, c'est-à-dire, donc, qui, en période normale, partagent leur travail hebdomadaire entre deux ou plusieurs patrons;

b) Les ouvriers et ouvrières externes.

*
* *

Ainsi qu'il en a été décidé par notre Assemblée des Délégués, le barème ci-dessus n'est qu'un barème provisoire. Il nous permettra, après avoir fonctionné pendant une période de quatre semaines, de constater la dépense qu'il aura entraînée.

D'autre part, le Fonds National de Crise du Gouvernement qui tient compte des charges de famille, aura, peut-être, déjà fonctionné et nous pourrons

examiner s'il est expédient, pour notre Fédération, de faire usage du système de contrôle qu'il aura institué, pour baser, nous aussi, nos indemnités sur les charges de famille de chacun.

Nous pourrons, alors, en connaissance de cause, examiner notre barème à nouveau et y apporter les modifications qui sembleront justifiées.

Nous osons compter sur la bonne volonté de chacun de nos membres ; pour l'organisation parfaite de ce service nouveau. Nous avons pensé que, conçu comme ci-dessus, il pourrait rendre de sérieux services à la classe ouvrière, très atteinte par les chômages, et ce, pour ainsi dire, sans grever le Fonds de Crise d'aucun frais d'administration ;

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de nos sentiments distingués.

Pour la Fédération,

Le Président,

(S.) L. ZURSTRASSEN.

ANNEXE V.

Liste des Commissions paritaires officiellement instituées par arrêtés ministériels.

	Date de l'arrêté.	Nombre de délégués patrons.	Nombre de délégués ouvriers.	Nombre de séances.
Comité National de la Construction mécanique	25 juin 1919	9	9	36 (dont 4 pour les sous-commissions)
Comité National pour le travail au port d'Anvers	12 nov. 1919	8	8	44
Comité National de l'Industrie des Transports :				
a) Vicinaux	10 mars 1920	5	5	12
b) Tramways	id.	5	5	10
Comité National du Bâtiment (grosse construction).	7 févr. 1920	6	6	15
Comité National du Bois et de l'Ameublement	id.	8	8	18
Comité National pour les services du gaz et de l'électricité :				
a) Gaz	29 nov. 1919		7	6
b) Électricité	id.	7	7	12
Comité National de la Glacerie	30 janv. 1920		3	16
Comité régional de la Brosserie (Flandre Occidentale).	3 déc. 1920	4	4	—
Comité régional textile des deux Flandres (3 sections) :				
a) Filature du coton et de la laine.	15 oct. 1919	37	37	92 (total des 5 sous-commissions au 30 avril 1921)
b) Filature du lin, du chanvre et du jute	id.			
c) Tissage en général	id.			
d) Blanchiment, apprêt et teinturerie.	id.			
e) Rouissage et teillage du lin	id.			
Comité régional de la Gobeletterie	1 ^{er} sept. 1919	3	3	11

ANNEXE VI.

Relevé des visites de surveillance effectuées par les Médecins du Travail pendant l'année 1920, et pendant le premier trimestre 1921.

Districts.	1 ^{er} trimes.	2 ^e trimes.	3 ^e trimes.	4 ^e trimes.	Total pour l'année 1920.	Année 1921. 1 ^{er} trimes.
Dist. I.	124	95	115	122	453	26
» II.	160	170	161	94	585	202
» III.	105	107	86	85	383	82
» IV.	177	161	110	114	562	93
» V.	101	181	171	146	599	208
» VI.	141	127	125	96	489	132
» VII.	200	123	115	160	598	172
	<u>1,005</u>	<u>964</u>	<u>883</u>	<u>817</u>	<u>3,669</u>	<u>915</u>

N. B. — Il y a lieu d'ajouter à ces chiffres les visites faites pour l'instruction de demandes en autorisation, de plaintes et de réclamations diverses, les examens périodiques prescrits dans les industries à risques d'intoxication.

ANNEXE VII

Budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement pour l'exercice 1919.

Dépenses ordinaires.

		Subdivisions des dépenses.		
		Dépenses réelles de l'exercice.	Dépenses normales de 1919.	Dépenses de guerre. Dépenses arriérées.
ART.				
1		30,000 »	30,000 »	»
— 2		1,651,387 55	856,926 66	794,460 89
— 3		32,000 »	32,000 »	»
— 4		214,578 30	158,389 93	56,188 37
— 5		40,583 67	22,239 14	18,344 53
— 6		5,108 25	3,761 83	1,346 42
— 7		16,300 »	15,300 »	1,000 »
— 8		474,063 58	416,704 80	57,358 78
— 9		9,175 82	3,302 90	5,872 92
— 10		88,349 03	60,198 37	28,150 66
— 11		5,524 80	4,470 63	1,054 17
— 12		11,768 81	2,400 »	9,368 81
— 13		346,244 12	128,800 »	217,444 12
— 14		5,424,406 58	3,540,626 48	1,883,780 10
— 15		20,000 »	10,000 »	10,000 »
— 16		118,271 63	80,869 41	37,402 22
— 17		387 50	301 73	85 77
— 18		11,595 31	7,482 16	4,113 15
— 19		11,970 72	11,083 72	887 »
— 20		91,497 80	56,350 22	35,147 58
— 21		19,111 74	6,860 53	12,251 21
— 22		4,884 24	4,529 74	354 50
— 23		387,064 76	232,780 54	154,284 22
— 24		13,645 74	6,283 36	7,362 38
— 25		130,056 47	96,523 62	33,532 85
— 26		136,691 24	87,698 43	48,992 81
— 27		616,930 59	395,128 85	221,801 74
— 28		46,614 55	46,614 55	»
— 29		33,068 46	24,043 41	9,025 05
— 30		19,484 61	19,484 61	»

Subdivisions des dépenses.

	Dépenses réelles de l'exercice.	Dépenses normales de 1919.	Dépenses de guerre.	Dépenses arriérées.
ART. 31	12,302 81	3,031 26	»	9,271 55
— 32	16,923 31	15,327 45	»	1,597 86
— 33	68,594 20	45,898 43	»	22,695 77
— 34	689,470 32	440,338 07	»	249,132 25
— 35	856,633 95	317,860 02	»	538,773 93
— 36	17,046 90	6,610 32	»	10,436 58
— 37	9,083 01	5,246 01	»	3,837 »
— 38	59,534 53	24,843 04	»	34,691 49
— 39	58,000,000 »	30,000,000 »	»	28,000,000 »
— 40	2,202,868 »	915,526 »	»	1,287,342 »
— 41	523,750 50	218,637 11	»	305,113 39
— 42	88,346 83	50,573 45	»	37,773 38
— 43	6,627 32	6,141 12	»	486 20
— 44	986,562 99	613,557 18	»	373,005 81
— 45	155,508 26	136,532 73	»	18,975 53
— 46	38,241 19	33,392 67	»	4,848 52
— 47	54,080 75	36,716 67	»	17,364 08
— 48	1,415 81	1,415 81	»	»
— 49	82,171 30	59,170 38	»	23,000 92
— 50	19,101 83	13,182 14	»	5,919 69
— 51	1,819 15	1,648 45	»	170 70
— 52	24,788 06	9,696 79	»	15,091 27
— 53	1,680 »	1,680 »	»	»
TOTAL . . . fr.	73,927,318 89	39,318,180 72	»	34,609,138 17

Dépenses exceptionnelles.

ART. 54	90,000 »	90,000 »	»	»
— 55	2,507 71	778 03	»	1,729 68
— 56	84,881 76	47,221 68	»	37,660 08
— 57	3,750,000 »	750,000 »	»	3,000,000 »
— 58	39,976 17	2,853 50	»	37,122 67
— 59	127,604 03	»	98,685 58	28,918 45
— 60	1,111,764 25	»	986,817 95	124,946 30
— 61	379,733 90	379,733 90	»	»
— 62	3,324 60	3,324 60	»	»
— 63	6,666 70	6,666 70	»	»
— 64	620,749 »	»	»	620,749 »
— 65	291,545 73	291,545 73	»	»
TOTAL. . . fr.	6,508,753 85	1,572,124 14	1,085,503 53	3,851,126 18

Subdivisions des dépenses.

	Dépenses réelles de l'exercice.	Dépenses normales de 1919.	Dépenses de guerre.	Dépenses arriérées.
Dépenses extraordinaires.				
ART. 55	949,267 01	»	943,741 35	5,525 66
— 56	360,207 32	»	300,000 »	60,207 32
— 57	815,839 66	»	663,464 25	152,375 41
— 58 ^a	659,270,873 62	»	644,000,000 »	15,270,873 62
— 58 ^b	150,000,000 »	»	150,000,000 »	»
TOTAL . . . fr.	841,396,187 61	»	795,907,205 60	15,488,982 01

RÉCAPITULATION

Dép. ordinaires . . .	73,927,318 89	39,318,180 72	»	34,609,138 17
Dép. exceptionnelles	6,508,753 85	1,572,124 14	1,085,503 53	3,851,126 18
Dép. extraordinaires.	841,396,187 61	»	795,907,205 60	15,488,982 01
TOTAL . . . fr.	891,832,260 35	40,890,304 86	796,992,709 13	53,949,246 36

ANNEXE VIII

Budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement pour l'exercice 1920.

Dépenses ordinaires.

		Dépenses probables de l'exercice.	Subdivisions des dépenses.	
			Dépenses normales de 1920.	Dépenses de guerre.
ART. 1		44,000 »	44,000 »	»
— 2		2,106,827 41	2,106,827 41	»
— 3		40,000 »	40,000 »	»
— 4		279,000 »	279,000 »	»
— 5		120,471 »	120,471 66	»
— 6		146,187 01	146,187 01	»
— 7		49,500 »	49,500 »	»
— 8		17,000 »	17,000 »	»
— 9		25,000 »	25,000 »	»
— 10		212,000 »	212,000 »	»
— 11		99,000 »	99,000 »	»
— 12		12,500 »	12,500 »	»
— 13		203,000 22	203,000 22	»
— 14		10,303,221 15	10,303,221 15	»
— 15		10,000 »	10,000 »	»
— 16		200,000 »	200,000 »	»
— 17		1,000 »	1,000 »	»
— 18		12,100 »	12,100 »	»
— 19		18,600 »	18,600 »	»
— 20		75,000 »	75,000 »	»
— 21		40,000 »	40,000 »	»
— 22		10,000 »	10,000 »	»
— 23		460,189 87	460,189 87	»
— 24		25,801 32	25,801 32	»
— 25		33,000 »	33,000 »	»
— 26		249,344 83	249,344 83	»
— 27		988,065 35	988,065 35	»
— 28		60,000 »	60,000 »	»
— 29		248,700 »	248,700 »	»
— 30		20,000 »	20,000 »	»

	Dépenses probables de l'exercice.	Subdivision des dépenses.	
		Dépenses normales de 1920.	Dépenses de guerre.
ART. 45	1,196,104 14	1,196,104 14	»
— 31	20,000 »	20,000 »	»
— 32	36,000 »	36,000 »	»
— 33	12,589 40	12,589 40	»
— 34	65,000 »	65,000 »	»
— 35	500,000 »	500,000 »	»
— 36	450,000 »	450,000 »	»
— 37	10,000 »	10,000 »	»
— 38	12,000 »	12,000 »	»
— 39	225,000 »	225,000 »	»
— 40	60,000,000 »	60,000,000 »	»
— 41	1,400,000 »	1,400,000 »	»
— 42	468,723 69	468,723 69	»
— 43	107,566 67	107,566 67	»
— 44	5,000 »	5,000 »	»
— 46	311,766 94	311,766 94	»
— 47	50,000 »	50,000 »	»
— 48	68,813 01	68,813 01	»
— 49	5,000 »	5,000 »	»
— 50	124,672 55	124,672 55	»
— 51	25,000 »	25,000 »	»
— 52	3,000 »	3,000 »	»
— 53	25,000 »	25,000 »	»
— 54	8,000 »	8,000 »	»
TOTAL . . fr.	81,230,747 22	81,230,747 22	»

Dépenses exceptionnelles.

ART. 55	90,000 »	90,000 »	»
— 56	6,000 »	6,000 »	»
— 57	50,000 »	50,000 »	»
— 58	750,000 »	750,000 »	»
— 59	30,000 »	30,000 »	»
— 60	4,000 »	4,000 »	»
— 61	40,000 »	40,000 »	»
— 62	25,000 »	25,000 »	»
— 63	91,000 »	91,000 »	»
— 64	7,000 »	7,000 »	»
Nouveau	1,621 64	1,621 64	»
TOTAL . . fr.	1,094,621 64	1,094,621 64	»

Subdivisions des dépenses.			
	Dépenses probables de l'exercice.	Dépenses normales de 1920.	Dépenses de guerre.
Dépenses extraordinaires.			
Art. 118	850,000 »	»	850,000 »
— 119	320,000 »	»	320,000 »
— 120	500,000 »	»	500,000 »
— 121 ^a	1,504,300,000 »	»	1,504,300,000 »
— 121 ^b	92,050,000 »	»	92,050,000 »
— 122	300,000 »	»	300,000 »
— 123	13,333,000 »	»	13,333,000 »
— 124	16,200,000 »	»	16,200,000 »
— 125	8,000,000 »	»	8,000,000 »
TOTAL. . fr.	1,635,855,000 »	»	1,635,855,000 »

RÉCAPITULATION

Dépenses :			
Ordinaires . . .	81,230,747 92	81,230,747 92	»
Exceptionnelles .	1,094,621 64	1,094,621 64	»
Extraordinaires .	1,635,855,000 »	»	1,635,855,000 »
TOTAL. . fr.	1,718,180,368 86	82,325,368 86	1,635,855,000 »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Tabel IX. — Nijverheid en Arbeid.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BEGROOTING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER DE BRUYNE.

MIJNE HEEREN,

In het verslag, dat wij de eer hebben U voor te leggen, zullen wij de werking der verschillende diensten van het Departement van Nijverheid en Arbeid nagaan en de vragen, die in de Afdeeling gesteld werden, beantwoorden.

Ambt voor Maatschappelijke Verzekering en Voorzorg.

Lijfrente. — Ouderdomspensioenen.

Een lid was van oordeel dat de uitgave, die in artikel 38 van de Begrooting voor de ouderdomspensioenen voorkwam, te hoog was.

(1) Begrooting, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

(2) Samenstelling van de *Commissie voor de Begrooting* :

(a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bolōgne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : De heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

Dat niet beperkend crediet van 120 miljoen werd vastgesteld op den grondslag van :

1^o Het vermoedelijk getal gepensionneerden volgens het getal dergenen, die de toelage van 65 frank genieten (wet van 17 Juni 1919) (200,000 frank) ;

2^o Een gemiddeld pensioen van 600 frank.

Gelijk in de nota tot staving van het crediet wordt gezegd, kan de Schatkist de 3/8 der uitgave terugvorderen van de provinciën (1/8) en de gemeenten (2/8).

Een lid heeft gevraagd of de belastingcontroleurs in eerste instantie den noodigen tijd zouden vinden om de bundels te onderzoeken.

Het is niet met het oog op het bespoedigen van het onderzoek der aanvragen van ouderdomspensioenen dat het Beheer der belastingen er toe besloten heeft, de ontvangers der belastingen, alsmede de aan de opzieners, controleurs en ontvangers toegevoegde verificateurs van denzelfden dienst aan dat werk te doen medehelpen.

Op 30 April 1921 hadden de controleurs der belastingen van de gemeentebesturen 145,575 pensioens aanvragen ontvangen, 51,966 er van onderzocht en over 40,152 er van uitspraak gedaan.

In bijlage I zal men den staat vinden van de vereffening der ouderdomspensioenen in Mei.

Op 15 Mei waren bij de gemeentebesturen 173,644 aanvragen ingekomen; de controleurs der belastingen hadden er 151,692 ontvangen en 48,285 aan de gemeenten overgemaakt; deze hadden er 40,431 aan de gouverneurs gezonden. Op 29 Mei had het Departement er 17,182 ontvangen en 11,000 vereffend.

A. — LIJFRENTÉ.

Sinds November 1918 werden de volgende werkzaamheden aangevat :

1^o Wederinrichting der archieven van den dienst;

2^o Verzending der tabellen A/E voor de stortingen die in 1918 bij de Lijfrentekas werden gedaan;

3^o Toewijzing, in 1919, van de premiën en toelagen ten aanzien van die stortingen;

4^o Vereffening van die toelagen.

In 1919 :

1^o Verzending der tabellen A/E voor de stortingen die in 1919 bij de Lijfrentekas werden gedaan;

2^o Toewijzing van de premiën en toelagen in 1920 ten aanzien van die stortingen.

In 1919 werd aan de mutualiteitsverenigingen toegelaten, voor de

jaren 1914-1918, aanvullende stortingen te doen ten bate van hare leden die daartoe gedurende den oorlog niet in staat waren geweest : voor elk van die stortingen werden de Staatsloelagen verleend : het toekennen van die toelagen heeft dus een ontzaglijk werk gevraagd en nochtans hadden al de vereenigingen, die haar tabellen A/E te gepasten tijd hadden ingezonden, op 15 November 1920 die toelagen ontvangen.

Tal van vereenigingen hebben nog in 1920 toelating gekregen, bij de Lijfrentekas stortingen voor de jaren 1914-1918 te doen.

Daar de Lijfrentekas in 1921 de wijze van storting voor de aangeslotenen heeft gewijzigd, heeft de dienst ook wijziging gebracht in de schikkingen, welke tot dan toe voor het toekennen van de Staatsloelagen waren aangenomen, op zulke wijze dat de vereenigingen onverwijld in het bezit kunnen komen van de toelagen waarop zij recht hebben en ze, desnoods, te gepasten tijd op rekening van haar leden kunnen storten.

Er bestaan, bij benadering, 6,500 pensioenvereenigingen met ongeveer 900,000 leden.

B. — OUDERDOMSPENSIOENEN.

Sinds November 1918 heeft de dienst uitbetaald :

a) De aanvulling van het pensioen (100 frank) voor 1915-1916-1917 en 1918 aan de ouderlingen, die het vóór de oorlogsverklaring hadden verkregen en gedurende die jaren slechts 40 frank per jaar hadden ontvangen ;

b) Het pensioen voor 1914-1919 aan de ouderlingen, die het niet hadden ontvangen, daar zij tijdens den oorlog naar het buitenland waren gevlucht, naar een ander punt van België waren ontruimd of zich in het gebied der krijgsverrichtingen bevonden ;

c) De toelage voor 1919 aan de 120,000 oude rechthebbenden ;

» » 1920 aan de 220,000 oude en nieuwe rechthebbenden ;

d) De toelage voor 1914-1917 (ter uitvoering der wet van 17 Juni 1920) aan de personen die gedurende de oorlogsjaren hun aanvraag niet hadden ingezonden (120,000 rechthebbenden) ;

e) Achterstallen (100 frank) aan de erfgenamen der overleden rechthebbenden (art. 7 van het Koninklijk Besluit van 15 Juli 1919) : 25,000 mandaten werden uitgegeven.

* * *

De wet van 20 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen is op 1 Januari 1921 in werking getreden. Men weet dat zij op het kosteloos pensioen berust en sommige inkomsten gedeeltelijk buiten rekening laat, namelijk die welke de belanghebbende door eigen voorzorg heeft verkregen.

De dienst heeft alle uitvoeringsmaatregelen getroffen :

1^o Koninklijk besluit van 10 November 1920 tot verklaring van de wet en de wijze waarop ze dient uitgevoerd;

2^o Algemeene onderrichtingen nopens de uitvoering van de wet en het Koninklijk besluit;

3^o Koninklijk besluit van 11 November 1920 tot instelling van de gewestelijke commissiën der ouderdomspensioenen;

4^o Koninklijk besluit van 11 November 1920 tot instelling van de provinciale commissiën der ouderdomspensioenen;

5^o Koninklijk besluit van 13 December 1920, ter uitvoering van artikel 63 van het Koninklijk besluit van 10 November 1920;

6^o Ministerieel besluit van 14 December 1920 ter uitvoering van artikel 4, 70 van het Koninklijk besluit van 10 November 1920;

7^o Wet van 20 Mei 1921, houdende vrijstelling van het zegel- en registratierecht voor de lastbrieven welke door de rechthebbenden op pensioen worden gegeven;

8^o Koninklijk besluit tot inrichting van de Hooge Commissie der Ouderdomspensioenen;

9^o Koninklijk besluit tot vaststelling van de maatregelen tot toepassing der wet op de verpleegden.

Bovendien heeft de dienst al de noodige formules moeten opmaken voor het indienen der aanvragen, alsmede de bijlagen (ontvangstbericht — loonsbewijs — • aanplakbrieven).

Al die stukken werden naar al de gemeenten van België gezonden.

De Gewestelijke Commissiën werden samengesteld en uitvoerige onderrichtingen werden aan die colleges verstrekt, alsmede aan de controleurs der belastingen, die met het onderzoeken der aanvragen waren belast.

De pensioensbrieven worden in het Departement gemaakt naarmate de behoorlijk samengestelde bundels inkomen. Die brieven worden dan, door tussenkomst van de gemeentebesturen, aan de belanghebbenden overgemaakt.

De betaling geschiedt om het kwartaal, door de zorgen van de Ontvangers der Belastingen. De heer Minister van Nijverheid en Arbeid heeft evenwel besloten, de eerste twee kwartalen van 1921 ineens uit te betalen, opdat de ouderlingen door de te late handeling niet zouden benadeeld worden.

Het ter uitvoering leggen van de wet van 20 Mei 1920 is een zoo ontzaglijke als kiesche taak, waarvan de vervulling niet alleen van het Ambt voor Maatschappelijke Verzekering en Voorzorg, maar ook van een heele reeks ambtenaars en openbare instellingen afhangt : Gemeentebesturen, controleurs en ontvangers der belastingen, gewestelijke en provinciale commissiën, Gouverneurs, enz. Vandaar moeilijkheden en vertraging.

**Deelneming van den Staat
aan de vorming van de ouderdomspensioenen.**

SAMENVATTING.

1914	fr. 19,625,000
1919	31,610,000
en 30,330,000 frank (uitgave voor achterstallige pensioenen).	
1920	61,610,000
1921	130,350,000
waarvan 45,000,000 frank ten laste der provinciën en der gemeenten, in te houden van het haar toegewezen deel der belastingen.	

Opsomming voor 1921.

Ouderdomspensioenen, te verleenen ter uitvoering der wet van 20 Augustus 1920 (niet beperkend crediet) fr. 120,000,000

Bestuurskosten in verband met de uitvoering der wet van 20 Augustus 1920. Toelagen voor de verschillende instellingen die aan de toepassing der wet moeten meewerken 1,000,000

Aanmoedigingspremiën, ter uitvoering der wetten van 10 Mei 1900 en 5 Juni 1911 aan hen, die bij de Algemeene Lijfrentekas zijn aangesloten, te verleenen 7,500,000

Toelage aan de wettig erkende mutualiteitsverenigingen die het aansluiten van haar leden bij de Algemeene Lijfrentekas ten doel hebben (art. 12 der wet van 10 Mei 1900). Toelage aan de gemeenschappelijke voorzorgskassen en aan de wettig erkende mutualiteitsverenigingen die het aansluiten van de mijnwerkers bij bovenvermelde kas ten doel hebben (art. 12 der wet van 10 Mei 1900 en art. 5 der wet van 5 Juni 1911) (niet beperkend crediet) 1,650,000

Bestuurskosten in verband met de uitvoering der wetten van 10 Mei 1900 en 5 Juni 1911 100,000

Vereffening van het bijzonder fonds der Rijkstoelagen voor het vormen van ouderdomspensioenen (niet beperkend crediet) 100,000

TOTAAL. . . fr. 130,350,000

Gewestelijke Commissiën voor de ouderdomspensioenen.

De 60 gewestelijke commissiën voor de ouderdomspensioenen, er mede belast uitspraak te doen wanneer aanvragers, Gemeentebesturen of Gouverneurs tegen beslissingen, inzake ouderdomspensioenen, van de controleurs der belastingen of de door het Beheer der belastingen afgevaardigde ambtenaars in beroep gaan, werden, overeenkomstig het Koninklijk besluit van 11 November 1920, in den schoot der Beschermingscomiteiten der Arbeiderswoningen en der Voozorgsinstellingen ingesteld.

Die Commissiën bestaan uit een voorzitter, drie werkende leden en een secretaris-penningmeester.

De voorzitter wordt door het Beschermingscomiteit aangewezen.

De werkende leden, evenals de secretaris-penningmeester, worden door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading benoemd.

Verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid. Nationaal Crisisfonds.

Onvrijwillige werkloosheid.

Vóór den oorlog waren het alleen beroepskassen, welke door de vakvereenigingen uit eigen beweging werden opgericht, die, door middel der bijdragen van haar leden, de verzekering tegen werkloosheid betrachtten. Sommige groote steden en nijverheidsgemeenten verleenden haar rechtstreeks aanmoedigingstoe-lagen of regelmatige tegemoetkomingen door tusschenkomst van toezichtsinstellingen : Werkloozenfondsen.

Deze, toen weinig talrijk, droegen er toe bij om dien nieuwen vorm van verzekering geleidelijk uitbreiding te doen nemen. Sommige provinciën verleenden ook rechtstreeksche toelagen aan de werkloozenkassen.

De Staat verleende slechts onbeduidende toelagen aan de kassen (10 centient per dag werkloosheid) — in 't geheel 31,608 frank in 1913 — en onbeduidende tegemoetkomingen, voor bestuurskosten, aan de Werkloozenfondsen (4,320 fr. in 1913).

In 1913 bestonden er 634 werkloozenkassen met 126,278 leden. Gedurende datzelfde jaar ontvingen 29,185 werkloozen onderstand voor 513,134 dagen werkloosheid.

Onmiddellijk na den oorlog zorgen de beroepsvereenigingen voor de wederoprichting van haar werkloozenkassen, die tijdens de bezetting haar reservefonds geheel hadden uitgeput. De aanzienlijke toevloed van nieuwe leden maakte haar toestand moeilijk.

De Intercommunale Werkloozenfondsen deden beroep op doelmatige tusschenkomst vanwege de openbare besturen.

De Internationale Vereeniging tot bestrijding van de werkloosheid en de vaste

Commissie der Beroepsverenigingen, Arbeidsbeurzen en Werkloozenfonds werken naast elkaar aan het bestudeeren der gepaste middelen tot aanmoediging van de wederoprichting der werkloozenkassen, in afwachting dat een algemeene dienst van verplichte verzekering tegen werkloosheid tot stand komt.

Overeenkomstig het advies van die instellingen, besloot de Staat van 1 Juni 1920 af :

1^o Aan de bij het Werkloozenfonds aangesloten Werkloozenkassen een tegemoetkoming te verleen en gelijk aan 50 t. h. van de door de leden van die kassen werkelijk gestorte bijdragen ;

2^o Het verleen en van een dagelijkschen onderstand, aan de verzekerden die den voorgeschreven wachttijd nog niet doorgemaakt hebben, voor zijn rekening te nemen.

Deze onderstand is gelijk aan dien, welke door de kas aan de in regel zijnde leden betaald wordt, doch mag fr. 2.50 per dag niet overschrijden. Van 1 September af, werd die onderstand op 3 frank gebracht.

Die maatregel heeft voor gevolg gehad, dat de aansluiting bij de Werkloozenkassen toenam. Op dat tijdstip rekende men op een lang tijdperk van economische bedrijvigheid en bijgevolg op een weinig aanzienlijk aantal door den Staat te ondersteunen werklozen in wachttijd en door hun kas te ondersteunen werklozen die den wachttijd hadden doorgemaakt. Maar de gebeurtenissen hebben die vooruitzichten gelogenstraft.

Reeds in de maand Augustus moest de Staat, om den last der Kassen te verlichten :

1^o Al degenen die zich vóór 1 Juni bij de Kassen hebben aangesloten, beschouwen alsof zij slechts van dien dag af hun wachttijd hadden aangevangen ;

2^o Ook de uitbetaling der vergoeding aan de verzekerden, die hun recht op onderstand vanwege hun vakvereniging hebben uitgeput, voor zijn rekening nemen.

Intusschen had de Staat, met medewerking van de Provinciegouverneurs, een drukke propagande ondernomen voor de aansluiting der gemeenten bij de bestaande Werkloozenfonds en de oprichting van dergelijke fonds in de streken waar er nog geen bestonden.

Met 't oog op het aanhouden van de crisis en de levensduurte, was de Regeering van oordeel dat de overgangsmaatregelen, die werden aangenomen voor een tijdsbestek dat op 31 December moest eindigen, niet plotseling mochten geschorst worden en er reden bestond tot het oprichten, voor de toekomst, van een instelling die de slachtoffers van dergelijke ramp zou kunnen ondersteunen.

Na raadpleging van de Belgische afdeeling der Internationale Vereeniging tot bestrijding van de werkloosheid en de Vaste Commissie der Beroepsverenigingen, Arbeidsbeurzen en Werkloozenfonds, stelde zij als volgt het stelsel der tegemoetkomingen aan de Werkloozenkassen, met ingang van 1 Januari 1921, vast (Koninklijk Besluit van 30 December 1921.)

TITEL I. — Handhaving der toelage van 50 t. h. der aan de verzekeringskassen betaalde bijdragen.

TITEL II. — Nationaal Crisisfonds.

Verleening van gezinsonderstand (*nieuw principe*) op den volgende grondslag :
3 frank per arbeidsdag voor den verzekerde ;

Fr. 0.60 per arbeidsdag voor de vrouw die niet uit werken gaat en voor elk kind beneden 14 jaar :

1^o Aan de verzekerde werkloozen, die den voorgeschreven wachttijd hebben voltrokken en hun recht op vergoeding uit de werkloozenkas hebben uitgeput ;

2^o Aan de verzekerde werkloozen, die den voorgeschreven wachttijd hebben voltrokken en aangesloten zijn bij kassen, welke geldmiddelen zijn uitgeput ;

3^o Aan de verzekerde, minstens sinds drie maand bij een werkloozenkas aangesloten in wachttijd zijnde leden. Deze maatregel moest op 31 Maart 1921 ophouden van kracht te zijn.

De beginselen van die regeling waren wel vastgelegd. Zij maakten de Staats-toelagen aan de verzekerden afhankelijk van dezer aansluiting bij een werkloozenkas, *terwijl zij nog aan het werk waren, en van een wachttijd van drie maand*. Doch de toepassing bracht de Kassen in moeilijken toestand, daar bij het vroeger stelsel aanstonds Staatsonderstand werd verleend aan alle in wachttijd zijnde werkloozen die vóór 31 December lid van een kas waren geworden ; het voordeel van deze bepaling zou dus aan een groot aantal verzekerden, die er reeds van genoten, moeten onttrokken geworden zijn.

Ondertusschen had de Ministerraad besloten den onderstand tot de volgende bedragen te verhoogen :

a) 5 frank voor het gezinshoofd ;

b) fr. 1.50 voor de vrouw die niet uit werken gaat ;

c) 1 frank per kind van 14 jaar en minder en per kind boven 14 en beneden 16 jaar, dat een onderwijsinrichting of een beroepschool bezoekt of wegens lichamelijke onbekwaamheid niet kan werken (Koninklijk besluit van 7 Maart 1921).

Dat besluit van 7 Maart bepaalde dat de tegemoetkomingen in geen geval twee derden van het gewoon loon mochten overschrijden ; die, welke aan de in wachttijd zijnde werkloozen werden verleend, mochten niet hooger zijn dan die, welke de regelmatig verzekerden van hun werkloozenkas ontvingen. Daarbij zullen de in wachttijd zijnde werkloozen tot het genot van die bepalingen worden toegelaten, indien zij vóór 31 Maart lid van een werkloozenkas zijn geworden (zie bijlage II).

De tusschenkomst van de gemeenten voor 10 t. h. der uitgaven heeft vooral tot doel, de plaatselijke overheden in de contróle belang te doen stellen, ten einde de verspilling te beteugelen. Dezelfde opmerking geldt voor de tusschenkomst van 15 t. h., die van de kassen, waarbij de verzekerden zijn aangesloten, wordt geveerd.

Die uitmuntende beginselen zijn overgenomen in het wetsontwerp, dat de Vereeniging tot bestrijding van de werkloosheid aan de Regeering zal voorstellen.

In afwachting der indiening van het ontwerp, waarbij de verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid verplichtend wordt gemaakt en de deelneming van den belanghebbende, den werkgever, de provincie, de gemeente en den Staat aan de betaling der premien geregeld wordt, bleef het stelsel dat in 1920 van kracht was in 1921 gehandhaafd. De Staat verleent dus :

1° Aan de werkloozenkassen (of zij al of niet van vakvereenigingen afhangen) die bij een gemeentelijk of intergemeentelijk werkloozenfonds zijn aangesloten en onder zijn toezicht staan, een toelage ten bedrage van 50 t. h. der door de leden gestorte bijdragen; de uit dien hoofde door den Staat aan de Werkloozenkassen verleende sommen worden op het crediet van die kassen ingeschreven om naar gelang der behoefte van haar dienst te worden uitgekeerd;

2° Aan de gemeentelijke en intergemeentelijke werkloozenfonds, 50 t. h. van hun bestuurskosten.

Het Crisisfonds.

De nijverheidscrisis die op het einde van 1920 plotseling uitbrak verplichtte de Regeering er toe, in het belang van den maatschappelijken vrede, ten bate der door de crisis getroffen werklozen tusschen te komen.

Voor de verdeeling der tegemoetkomingen deed zij beroep op de bestaande instellingen voor verzekering tegen werkloosheid (kassen die al of niet van beroepsvereenigingen afhangen en gemeentelijke of intergemeentelijke werkloozenfonds).

Bij Koninklijk besluit van 30 December 1920 wordt de inrichting van het Nationaal Crisisfonds geregeld.

Zooals wij reeds in het vorig hoofdstuk hebben gezegd, moest, wegens de levensduurte, de onderstand merklijk verhoogd worden. Beperkende maatregelen werden getroffen ten opzichte van sommige categorieën van ongehuwde, uit den echt gescheiden of weduwnaar zijnde werklozen zonder kinderen te hunnen laste, die onderscheidenlijk 4 of 3 frank ontvangen.

Wegens de aanzienlijke toeneming van het getal verzekerde arbeiders (ongeveer 800,000) en de uitbreiding van de werkloosheid, krijgt het crediet, dat voor dezen post dient te worden voorzien, een bijzonder belang.

In de afdeelingen werden verscheidene vragen gesteld.

Een crediet van dertig millioen werd ter beschikking van het Fonds gesteld. Een lid heeft gevraagd of de boekhouding van den Staat dergelijke besteding toeliet en of er daartoe geen wet noodig was. Mag een Koninklijk besluit, niet in uitvoering van een wet, de bepalingen en voorwaarden voor die toelagen vaststellen en aanduiden welke instellingen met de verdeeling van den werklozenonderstand zullen belast worden?

Het bedrag van dertig millioen, dat ter beschikking van het Crisisfonds is gesteld, werd genomen op het saldo van het crediet van post 121 b, die luidt als volgt :

« Toelagen aan onderstandswerken. — Wedden en vergoedingen van het personeel. — Allerlei uitgaven : materieel, kantoorbehoefden, papier, enz. » 92,050,000 frank. »

Het Koninklijk besluit mocht dus ongetwijfeld de voorwaarden regelen onder dewelke de toelagen zullen verdeeld worden en de instellingen aanwijzen welke met die verdeling zullen belast zijn. In zake toelage voor de verzekering tegen werkloosheid is het trouwens altijd zoo geschied.

Een lid heeft gevraagd welke de gemeenten zijn die tot de op 31 December 1920 bestaande 95 werklozenfondsen behooren.

In bijlage III vindt men de lijst der werklozenfondsen en der gemeenten die er op 31 December 1920 waren bij aangesloten.

Een lid heeft gevraagd welke juist de instellingen zijn die de Staatstoelagen onder de werklozen verdeelen, sinds wanneer zij bestaan als werklozenkassen en welke hun tusschenkomst in den onderstand is of is geweest. Is er vanwege vereenigingen, arbeiderssyndicaten, werkgevers- of nijveraarsvereenigingen andere tusschenkomst geweest?

Bij Koninklijk besluit van 30 December 1920 worden de met de verdeling der toelagen belaste instellingen aangewezen. Het zijn : de werklozenkassen die, 'tzij door beroepsvereenigingen, 'tzij onder niet gesyndikeerde arbeiders, 'tzij als afdeling van de Intergemeentelijke werklozen-fondsen voor de niet-gesyndikeerde arbeiders werden opgericht.

Het is niet mogelijk het juiste tijdstip op te geven waarop die werklozenkassen tot stand kwamen; doch sedert de Staat haar toelagen verleent (1 Juni 1920) van 50 t. h. van het bedrag der bijdragen, vergt hij, voor de afdeling werklozenonderstand, een boekhouding welke geheel van die der andere vakvereenigingsdiensten verschilt.

Tal van werklozenkassen bestonden sinds lang, doch waren met de andere vakvereenigingsdiensten versmolten. Nu bestaan zij op zichzelf sinds de Staat dat onderscheid vergt.

De kassen moeten 15 % van de ontvangen toelagen aan het Crisisfonds terugstorten, met uitzondering van den gezinsonderstand, die geheel ten laste van het Fonds komt.

De kassen die daar nog toe in staat zijn betalen verder aan de leden, die hun wachttijd hebben voltrokken, de vergoedingen welke in de statuten zijn voorzien.

De nijveraars van Verviers hebben onder elkaar een Crisisfonds opgericht (de statuten er van vindt men in bijlage II).

Te Gent hebben de werkgevers, in het begin der crisis, een dagelijksche vergoeding uitbetaald in evenredigheid van het getal werkuren. Die uitkeering heeft opgehouden.

De provincie Luik verleent aan de leden van werklozenkassen, die hun wachttijd hebben voltrokken, een toeslag van één frank per dag bij de tegemoetkoming van het Crisisfonds.

Een lid heeft gevraagd of sommige instellingen, die met de verdeling zijn belast, op het bedrag dat de Staat haar voor de werklozen uitkeert geen afhoudingen doen, niet alleen voor de bijdrage aan de werklozenkas, maar ook voor de bijdragen aan de andere diensten der vakvereeniging. Wat is het deel van de inhouding, dat in de werklozenkas wordt gestort en dat welk voor de andere kassen is bestemd?

De verdeelingsinstellingen innen voort de bijdragen der werklooze leden voor den dienst der verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid. Het is mogelijk dat sommige kassen daartoe afhoudingen op de haar door den Staat uitgekeerde toelagen doen. Maar het is hun verboden zulks voor de andere diensten der vakvereniging te doen.

Een lid heeft uitleggingen over de werking van het Crisisfonds gevraagd.

Het Koninklijk besluit, in bijlage II, verstrekt daaromtrent alle inlichtingen.

Een lid heeft het geval vermeld van een nijveraars wiens werklieden vragen om gedurende een volle week niet te arbeiden, daar zij bij de uitkeering van den werkloozenonderstand benadeeld zijn wanneer zij slechts twee dagen per week werken.

Om recht op den onderstand te hebben zonder vermindering met een dag per week, moet men *langer dan een week bij voortduur* werkloos zijn.

Door aan hun werkgever te vragen een week te staken en de volgende week te werken, zouden de arbeiders het door hen gewenschte doel niet bereiken, want zij zouden zich steeds in het door artikel 12 beboelde geval van « short-time » bevinden en een dag onderstand moeten verliezen.

Het Crisisfonds heeft aan de Werkloozenfonds gezonden :

In Februari	fr. 9,533,975
In Maart	14,547,388
In April	12,498,001

Op 30 April 1921, bedroeg het totaal der gezonden sommen 36,579,364 frank.

De bestuurskosten bedroegen :

In Februari	fr. 19,596 06
In Maart	24,948 48
In April	43,683 46

Op 30 April 1921, was er aan bestuurskosten in 't geheel 88,228 frank uitgegeven.

Ten gevolge der crisis die zoowel het kleinbedrijf als het grootbedrijf treft, zijn de geldmiddelen der Werkloozenkassen spoedig uitgeput.

Zoo heeft het Nationaal Crisisfonds zich genoodzaakt gezien den last op zich te nemen van 34 centrale kassen en 27 zelfstandige kassen met meer dan 500,000 leden en ongeveer 186,000 werklozen.

De tegemoetkomingen worden aan de werklozen verleend onder de controle en de verantwoordelijkheid der werkloozenkassen, die op haar beurt onder het toezicht van de intergemeentelijke Werkloozenfonds staan.

De Werkloozenkassen- en Fonds leggen hun werklozen de verplichting op hun kaart elken dag tweemaal te laten afteekenen. Benevens die controle, beschikt het Nationaal Crisisfonds over een toezichtsdienst die er mede belast is de verdeelingsinstellingen regelmatig te bezoeken.

De vastgestelde misbruiken worden voor het Parket gebracht en de rechtbanken

hebben reeds tegen te inschikkelijke werkgevers strenge veroordeelingen uitgesproken.

Maar niets laat een aanstaande werkhervatting voorspellen. Het crediet van 90 miljoen, dat op de Begrooting van 1921 wordt voorzien om het uitkeeren van den onderstand tot het einde van het jaar mogelijk te maken, is dan ook gebillijkt.

Arbeidsbeurzen.

Er bestaan thans Ambtelijke Arbeidsbeurzen in de voornaamste nijverheidscentra, namelijk :

1.	Provincie Antwerpen	3
2.	Id. Brabant	3
3.	Id. West-Vlaanderen	5
4.	Id. Oost-Vlaanderen	5
5.	Id. Henegouw	11
6.	Id. Luik	3
7.	Id. Limburg	1
8.	Id. Namen	1
TOTAAL.		32

Deze Beurzen zijn ingesteld naar het voorbeeld van die welke na den wapenstilstand door het Nationaal Comité werden ingericht.

Zij worden beheerd door een Commissie bestaande uit een gelijk aantal werkgevers en arbeiders en worden voorgezeten door een persoon die, door zijn maatschappelijke positie, buiten de nijverheidsgeschillen staat.

Men bestadigt dat de werkgevers meer en meer tot hun bemiddeling toevlucht nemen.

Op het oogenblik dat het werk hervat wordt, zijn zij van onbetwistbaar nut. Al de werklozen die uitkeeringen van het Crisisfonds ontvangen, moeten bij de Arbeidsbeurs ingeschreven zijn en zijn verplicht alle werk aan te nemen dat beantwoordt aan de in de streek vastgestelde loonsvoorwaarden en overeenkomt met hun geschiktheid.

Anderzijds, hebben de Arbeidsbeurzen een belangrijke rol te spelen als bemiddelaar of als scheidsrechter in de loonsgeschillen, die tengevolge van de veranderlijke economische toestanden, thans vaak voorkomen. Zij zijn in tal van geschillen tusschengekomen.

Er dient opgemerkt, dat in het ontwerp welk de verzekering tegen de werkloosheid verplichtend zal maken, de meeste Arbeidsbeurzen slechts een afdeling nog zullen vormen van het Werklozenfonds, wier onkosten voor de helft door de gemeenten worden gedragen.

Thans zal men dus een merkbare credietvermindering kunnen te gemoet zien die vooral bestemd is voor de kosteloze plaatsingskantoren.

hebben reeds tegen te inschikkelijke werkgevers strenge veroordeelingen uitgesproken.

Maar niets laat een aanstaande werkhervatting voorspellen.

Arbeidsbeurzen.

Er bestaan thans Ambtelijke Arbeidsbeurzen in de voornaamste nijverheidscentra, namelijk :

1.	Provincie Antwerpen	3
2.	Id. Brabant	3
3.	Id. West-Vlaanderen	5
4.	Id. Oost-Vlaanderen	5
5.	Id. Henegouw	11
6.	Id. Luik	3
7.	Id. Limburg	1
8.	Id. Namen	1
TOTAAL.		32

Deze Beurzen zijn ingesteld naar het voorbeeld van die welke na den wapenstilstand door het Nationaal Comité werden ingericht.

Zij worden beheerd door een Commissie bestaande uit een gelijk aantal werkgevers en arbeiders en worden voorgezeten door een persoon die, door zijn maatschappelijke positie, buiten de nijverheidsgeschillen staat.

Men bestadigt dat de werkgevers meer en meer tot hun bemiddeling toevlucht nemen.

Op het oogenblik dat het werk hervat wordt, zijn zij van onbetwistbaar nut. Al de werklozen die uitkeeringen van het Crisisfonds ontvangen, moeten bij de Arbeidsbeurs ingeschreven zijn en zijn verplicht alle werk aan te nemen dat beantwoordt aan de in de streek vastgestelde loonsvoorwaarden en overeenkomt met hun geschiktheid.

Anderzijds, hebben de Arbeidsbeurzen een belangrijke rol te spelen als bemiddelaar of als scheidsrechter in de loonsgeschillen, die tengevolge van de veranderlijke economische toestanden, thans vaak voorkomen. Zij zijn in tal van geschillen tusschengekomen.

Er dient opgemerkt, dat in het ontwerp welk de verzekering tegen de werkloosheid verplichtend zal maken, de meeste Arbeidsbeurzen slechts een afdeling nog zullen vormen van het Werklozenfonds, wier onkosten voor de helft door de gemeenten worden gedragen.

Thans zal men dus een merkbare credietvermindering kunnen te gemoet zien die vooral bestemd is voor de kosteloze plaatsingskantoren.

Het Departement heeft voorts, in 1920, toelagen verleend aan een zeker aantal Vrije Arbeidsbeurzen, die hem de opgave van hun verrichtingen laten kennen en die zich aan zijn toezicht hebben onderworpen.

**Geschillen die door bemiddeling der Arbeidsbeurzen werden bijgelegd
in 1920 en 1921.**

Namen der Beurzen.	Datum der geschillen	Beroepen.	Totaal der betrokken arbeiders.	Oorzaak van het geschil.
Boom.	1920, Novem.	Steenbakkers	700	Loonen
—	1921, Januari .	—	7	—
Mechelen.	— —	Conservefabriek	280	—
Brussel	1920, —	Schilders	4,675	—
—	— Maart.	Ijzergieters.	1,200	Loonsverhooging
—	— —	Textielarbeiders	39	—
—	— —	— Vorst	408	—
—	— —	— Ruysbroeck.	500	—
—	— April.	Houtsnijders	39	—
—	— Juni.	Bonten	506	—
—	— Novem.	Hoedenmakerij	70	—
—	— —	Rijtuigmakers	80	—
—	— —	Zijdenkousenfabriek	55	—
—	1921, Januari.	Flesschenblazerij	6	—
—	— —	Automobiel-lantaarnen	70	Loonen
—	— —	Vandenplas (St-Michielstr.).	400	—
Leuven	1920, Septem.	Schrijnwerkers	65	—
—	— October	Marmerbewerkers.	200	—
Nijvel.	— Juli.	Papierfabrieken	350	—
Vilvoorden	— Februari.	Plaatijzerbewerkers	40	—
Brugge	— Januari.	Olieslagerijen	117	—
Oostende.	— —	Metaalbewerkers	60	—
Moe-croen	— —	Textielarbeiders	200	—
Aalst	1921, Maart.	Schoenmakers.	»	Vaststelling van een loon-tarief
—	— Februari.	Veterwerksters.	150	Loonen
—	— —	Onderbroeckmaaksters	»	Vaststelling van een tarief.
Lokeren	1920, Januari.	Konijnenhaarsnijders	2,000	Loonsverhooging.
Ath	— —	Menbelfabrieken	340	—
—	— April.	—	400	Afschaffing van het stuk-werk.
—	— Augus.	Gasfitters	20	Loonsverhooging.
Charleroi.	— Mei.	Teekenaars in de metaalnij-verheid.	54	Loonsverhooging.
Lessen	— Januari.	Steengroeven Willocq	12	—
—	— —	— Cosijns	16	—
—	— —	— Tacquenier	13	—
—	— —	— Nouvelles Carrières.	12	—

Namen der Beurzen.	Datum der geschillen.	Beroepen.	Totaal der betrokken arbeiders.	Oorzaak van het geschil.
Lessen	— Maart.	— E. Notte . .	130	—
—	— —	— Cosyns. .	5	—
—	— —	— Tacquenier .	15	—
—	— Juni.	— id.	50	—
—	— —	— Willocq . .	20	—
—	— —	— Vandevelde .	45	—
—	— Juli.	— Tacquenier .	40	—
—	— —	Wagonladers Pont-à-Celles.	»	—
Manage	1920 —	Schroefboorders	10	—
—	—	Moermakers	24	—
—	—	Smelterijen van Godarville.	80	—
—	1921, Maart.	Glasblazers.	90	Handhaven van loonen.
Zinnik-Edingen.	1920, Februari.	Steengroeven blauwe hard- steen.	1,500	Instelling van een gelijk- tallige commissie.
—	— April.	Groeven van Zinnik	11	Loonsverhooging.
Doornik	1920, Januari.	Voerlieden	80	—
—	— Februari.	Brouwerij l'Union. . . .	12	Afdanken van arbeiders.
—	— Augus.	Schilders	80	Loonsverhooging.
Hoei	— Juni.	Boutenmakerijen	150	Afdanken van een arbeider.
—	1921, Februari.	Metaalbewerkers	418	Handhaven van loonen.
Luik	— Maart.	Wapenmakers	80	—
—	1920, Sept.	Houtwerkers in de wapen- makerij.	263	Loonsverhooging
—	— October.	Gewereninenezetters . . .	36	—

Te zamen : 56 geschillen. 12,943 betrokken arbeiders.

Vereffening van den Onderstandsdienst.

De in vereffening zijnde Onderstandsdienst is een werk van het Nationaal Comitéit overgenomen.

Met ingang van 4 November 1917, werden onder de benaming van *Voedings-Onderstand* alle onderstanden (onderstand A, onderstand C, aanvullende levensmiddelen, onderstand-verwarming, onderstand-kleeding, enz.) in het Nationaal Comitéit opgenomen. Alle behoeftigen werden er tot toegelaten, 't Is vanaf 4 November 1917, dat de veertiendaagsche onderstanduitkeeringen berekend worden, waarvan de 94^e op 29 Mei 1921 begonnen is.

De Commissie voor werklozen-onderstand werd bij Ministerieel Besluit op 1 April 1919 ingesteld. Zij besloot in Mei 1919 terug te komen tot het begrip van *Werklozen-Onderstand*, zooals hij vóór November 1917 bestond.

De *Werklozen-onderstand* trad in werking vanaf eind Juni 1919.

Maar te gelijker tijd, op 29 Juni 1919, begon de vereffening van het Nationaal Comitéit, en het Middenbeheer van Onderstand, verbonden aan het Ambt voor Verzekering en Maatschappelijke Voorzorg, kreeg opdracht zijn werk voort te zetten (1 Juli 1919).

De *Werkloozen-onderstand* werd niet alleenlijk toegekend aan arbeiders en bedienden van nijverheid en handel, aan gezinnen van soldaten-arbeiders of soldaten-bedienden, die onder de wapens werden gehouden of geroepen, maar insgelijks aan ouderlingen boven de 65 jaar en aan door den oorlog ziek of zwak geworden arbeiders, zelfs wanneer het hun onmogelijk was den arbeid te hervatten, indien zij bewezen dat zij in Juni-Juli 1914 werkzaam waren geweest.

Later moest men er bovendien, zonder voorwaarden van beroepshoedanigheid, verschillende reeksen behoeftigen toelaten, waarvan het Middenbestuur den last moest dragen, omdat de instellingen om hun hulp te verleen ontraken, ofwel in afwachting dat deze geregeld konden werken : de oorlogsinvaliden met hun gezin, in afwachting dat hun toestand geregeld zij ; de oorlogsweduwen en weezen ; de gezinnen van gefusilleerden, weggevoerden, opgeëschten en in 't algemeen van burgerlijke oorlogsslachtoffers, in afwachting dat hun vergoeding vereffend werd ; de vluchtelingen, de gerapatrieerden, de bewoners van verwoeste gebieden en hun gezin, enz.

Tal van behoeftigen bevonden zich, tengevolge dezer nieuwe regeling, van allen onderstand verstoken en vielen ten laste der Gemeenten wier zwaarwegende lasten aldus toenamen.

Anderzijds, daar de inkomsten van de Weldadigheidsbureaux van het eene tot het andere verschillen, was de onderstand die zij konden uitkeeren zeer ongelijk.

De Regeering stelde aan de gemeenten voor (ministerieel rondschrijven van 27 Augustus 1919) 25 t. h. van hun uitgaven voor onderstand terug te keeren, indien zij wilden aannemen het stelsel van toezicht en de wijze van berekening der inkomsten en van vaststelling der behoeften, die door het Nationaal Comité werden bestudeerd en gewijzigd.

De onderstand op dergelijke grondslagen ingericht werd *Voedings-onderstand* genoemd (October 1919).

De *Werkloozen-onderstand* werd in geld en de *Voedings-onderstand* in geld of natura uitgekeerd; hun bedrag was in verhouding met de samenstelling van het ondersteunde gezin.

Zij werden verschaft door de oude *plaatselijke instellingen* van het Nationaal Comité.

De *Provinciale Beheeren*, insgelijks afhankelijk van de inrichting van het Nationaal Comité, bracht de stukken bijeen, en na een eerste onderzoek bracht ze over naar het Middenbeheer. Deze maakte de algemeene stukken der boekhouding en de statistieken op; bereidde de kasbescheiden voor; eischte de noodige dekkingen (Credieten werden verleend in naam der Gouverneurs); waakte op de toepassing der ministerieele besluiten en verordeningen en verhielp in de onvoldoende inrichting en gebrekkige werking der diensten.

Het Beheer van Onderstand oefende toezicht uit op de Brusselsche omgeving en verleende haar rechtstreeks steun.

Buiten den onderstand dien het Nationaal Comité verstrekke, schonk het toelagen aan tal van werken waarvan enkele vereffend werden of geen reden van bestaan meer hadden ingevolge het herstel der Regeering in België.

Het Middelbeheer van Onderstand dat het Nationaal Comité had vervangen, ging voort toelagen te verleen aan de andere, die het gebruik der aan de Credietopeningen overeenkomende fondsen moesten rechtvaardigen.

Werkingwijze en Vereffening.

Toen het Middenbeheer naar het Departement overging, kon tot de vereffening niet worden overgegaan. Integendeel, de dienst breidde zich meer en meer uit in 1919.

Het is slechts tijdens het jaar 1920, dat de inkrimping van den onderstand en de vereffening van den dienst konden gestudeerd worden.

In April 1920, werd tot de *afschaffing der Provinciale Beheeren* besloten.

De diensten van de boekhouding werden samengebracht; bij elk plaatselijk ambt werd aangedrongen om een postcheck-rekening te openen; de dekking (werkloozen-onderstand) en de terugbetaling aan de gemeenten (voedingsonderstand) geschieden voortaan door eenvoudig overboeken, de wedden aan het personeel werden op dezelfde wijze vereffend.

De toezichtsdienst werd eveneens in April 1920 gecentraliseerd. Toen kon van uit Brussel het ploegenstelsel in het werk der opzieners ingericht worden; zulks veroorzaakte van April tot September 1920, een onverwachte vermindering vooral betreffende werklozen-onderstand, van het getal der onderstandgenieten en der uitgekeerde sommen.

Andere oorzaken hebben trouwens tot dien uitslag bijgedragen.

Eerstens, de aanmoedigingen die van Staatswege werden gegeven voor de verzekering tegen de onvrijwillige werkloosheid, en de mogelijkheid de arbeiders aangeboden zich te verzekeren, lieten toe, van af 1 Juni 1920, de *inschrijvingen* en de *hernieuwde inschrijvingen* voor werklozen-onderstand *af te schaffen*, met uitzondering van de gezinnen van soldaten, en van gerapatrieerden die naar de verwoeste streken terugkeerden.

De *oorlogsinvaliden* konden geen werklozen-onderstand meer trekken zoodra hun toestand geregeld was.

Daar de Minister van Landsverdediging de geregelde betaling der pensioenen van *weduwen en wezen van gesneuvelde soldaten* had ingericht, *hielden ze op werklozen-onderstand te trekken*, van af 1 September 1920,

De uitkeering van de gezinsvergoeding aan de *vrouwen en kinderen* van militieplichtigen door hetzelfde Departement, en de hulp van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, onder den vorm van buitengewone ondersteuning en van terugkeer-premie aan de behoeftige gezinnen van *vluchtelingen en gerapatrieerden*, lieten toe ze niet meer te laten in aanmerking komen voor den werklozen-onderstand (ministerieel besluit van 29 September 1920),

De werklozen-onderstand werd feitelijk afgeschaft door dit besluit.

Hij werd nog slechts betaald :

1° Aan de *weduwen en wezen van burgerlijke oorlogsslachtoffers* die vooraf niets hadden getrokken op de vergoeding waarop zij recht hadden; zij werden

uitgesloten wanneer het bleek dat de meesten voldoening hadden verkregen (15 Februari 1921);

2° *Aan de ouderlingen boven de 65 jaar.* Dezen moesten een verklaring teekenen waardoor zij de ontvangen gelden beschouwden als een voorschot op hun ouderdomspensioen. Bij gebrek van deze verklaring, werden zij ambtshalve van de lijsten afgevoerd (15 Februari 1921);

3° *Aan arbeiders beneden de 65 jaar* die onbekwaam zijn te werken, wat dezen betreft, zal eerstdaags een voorstel worden neergelegd;

4° *Aan zekere gerapatrieerden en vluchtelingen* : elk geval zal het onderwerp zijn van een bijzonder onderzoek vanwege het Onderstandsbeheer.

De *voedingsonderstand* werd voorts zonder wijziging verleend; 't is te zeggen dat de Staat voor 25 t. h. bleef tusschenkomen.

Het personeel der plaatselijke diensten werd eind November 1920 afgedankt; een vergoeding, die gelijk was aan een maand van hun laatste wedde, werd hun uitbetaald.

Van af dien datum, werden de diensten van het plaatselijk personeel vergoed tegen 1 frank per maand en per gezin, ingeschreven bij den werklozenonderstand, en 50 centiem per maand en per gezin, ingeschreven bij den voedingsonderstand.

Tegenwoordige stand der vereffening.

Door het rondschrijven van 28 Mei 1921, wordt de tusschenkomst van den Staat in den voedingsonderstand volkomen opgeheven; tevens wordt zijn tusschenkomst in den werklozenonderstand afgeschaft, met uitzondering van een enkele reeks, die der werkonbekwamen van beneden de 65 jaar, als zoodanig verklaard na een onderzoek van het Medisch Arbeidsopzicht.

Een oplossing zal voor hen eerlang worden getroffen.

Sluiting der vereffening.

Naar alle waarschijnlijkheid, zullen het nazien van achterstallen, het opmaken van vaste stukken der boekhouding en van statistieken en het sluiten van rekeningen tegen de maand September 1921 gesloten worden.

Personeel.

Het personeel van het Middenbestuur van onderstand bestond op 1 Mei 1920 uit 404 bedienden; op 1 Augustus 1920 uit 134 bedienden; op 1 Juni 1920 waren er nog 45 agenten werkzaam waarvan 10 door het Beheer bezoldigd worden maar aan verschillende diensten van het Ministerie van Arbeid zijn verbonden.

Onder de 35 bedienden uitsluitend verbonden aan het Middenbestuur, heeft men 1 deurwaarder, 1 boodschapper, 1 kantoorjongen, 1 huisbewaarder en 2 kuischvrouwen.

Het schijnt niet mogelijk het thans werkzame personeel nog te verminderen, zonder de vereffening van den dienst te vertragen.

Begrooting.

Begrooting van 1919 (1 Juli tot 31 December) :	150 miljoen.
Begrooting van 1920 (12 maanden) :	92 miljoen.
Begrooting van 1921 (ramingen tot aan de vereffening) :	14 miljoen.

Werken die toelagen trekken.

In 1919 :

Apotheek en Geneeskundige Hulp aan werklozen.
Hulp en Bescherming aan Kinderinrichtingen.
Nationale Bond tegen tuberculose.
School-eetmalen.
Hulp en opleiding aan oorlogsinvaliden.
Voeding van kinderen.
Onderstand aan Russen. Hulp aan Polen.
Hulp aan kunstenaars. Apotheek en geneeskundige verzorging voor kunstenaars.
Arbeidsbeurzen.
Hoofdidentificatiedienst.
Hulp aan vreemdelingen. Koloniën voor zwakke kinderen, enz.

In 1920 :

Nationale Bond tegen tuberculose.
Hulp aan kunstenaars. Apotheek en geneeskundige verzorging voor kunstenaars.
Liefdadige instelling « Petites Abeilles ». Onderstand aan Russen.
Hoofdidentificatiedienst. Bijstand door werkgeving.

In 1921 :

Geen.

Verzekering tegen de arbeidsongevallen.

Men weet dat de oorlogsgebeurtenissen een diepe storing hebben veroorzaakt in de toepassing der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit de arbeidsongevallen. Het was noodig aan de allerlei abnormale omstandigheden te verhelpen die vooral door de werkloosheid tijdens den oorlog zijn ontstaan, ofwel sedert den wapenstilstand, door de nieuwe economische toestanden. Het was het voornaamste doel : 1^o van de wet van 27 Augustus 1919 tot wijziging, wegens de oorlogsgebeurtenissen, der wet van 24 December 1903, en tot aanvulling van sommige bepalingen dezer wet ; 2^o van het Koninklijk Besluit van 20 Januari 1920 tot wijziging van de algemeene verorde-

ning in zake de verzekering; 3° van het Koninklijk Besluit van 7 December 1920 tot aanvulling van het « Barema voor berekening van renten en wiskundige reserves » dat aan het bedoelde Reglement is toegevoegd.

De kwestie van de sedert den wapenstilstand geschorste rentebetalingen verschuldigd aan Belgische onderhooringen die in de Duitsche ondernemingen slachtoffer waren van arbeidsongevallen, is het onderwerp geweest van talrijke besprekingen met de bevoegde overheden van het Reich. Deze onderhandelingen hebben geleid tot de gewone hervatting der betalingen door de Duitsche Verzekeringskassen (Berufsgenossenschaften).

Er dient nog vermeld, dat de Overeenkomst aangaande de verzekering tegen de arbeidsongevallen die te Berlijn den 6 Juli 1912 tusschen België en het Duitsche Keizerrijk werd gesloten, alsmede de overeenkomst van 9 Augustus 1913, terug in werking werden gesteld.

Anderzijds, heeft de Regeering de onderhandelingen hervat, die reeds vóór den oorlog waren aangevangen, ten einde in zake verzekering tegen de arbeidsongevallen, de verhoudingen tusschen België en Nederland te regelen. Deze onderhandelingen zijn geëindigd door het sluiten in den Haag, op 9 Februari 1921, van een overeenkomst die slechts aan de Belgische belangen voordeelig kan zijn. Een wetsontwerp, waarbij de bedoelde overeenkomst haar volle werking zal krijgen, werd bij de Wetgevende Kamers neergelegd.

De hoogergenoemde wet van 27 Augustus 1919, had het maximum-loon, dat tot grondslag moet dienen bij de vaststelling der vergoedingen in geval van arbeidsongevallen, van 2400 frank op 4000 frank gebracht. Deze nieuwe beperking bleek door de ondervinding niet voldoende. Een wetsontwerp waarbij het cijfer 4000 frank door 7300 frank vervangen wordt, is thans aan de wetgeving onderworpen (Verslaggever M. Donnay).

Vele slachtoffers van arbeidsongevallen, voorgevallen vóór het in werking treden van 27 Augustus 1919, bevonden zich in een droevigen toestand terwille van de toenemende duurte der levensmiddelen. Inderdaad, de wettelijke vergoeding die hun uitbetaald wordt, onder den vorm van jaarlijksche uitkeering of rente, is berekend geweest op betrekkelijk lage loonen, en mocht in geen enkel geval 2400 frank overschrijden.

Dank aan de toelage van 8 millioen die ingeschreven is op de Begrooting van het Departement voor het dienstjaar 1920, zijn er onder den vorm van onderstand, aanvullende uitkeeringen verstrekt geweest aan weduwen, weezen, invaliden die bewijzen leverden dat zij zich in *nood* bevonden. De betaling is geschied door tusschenkomst der Kas van Voorzorg en Onderstand ten behoeve van de slachtoffers van arbeidsongevallen, die ingesteld werd door de wet van 21 Juli 1890. De ervaring heeft bewezen dat de som van 5 millioen voldoende was voor den jaarlijkschen dienst der gezegde aanvullende uitkeeringen. Het is het cijfer dat op het begrootingsontwerp voor het huidig dienstjaar voorkomt.

De dienst voor Verzekering en Maatschappelijke Voorzorg heeft ook in zijn bevoegdheid de kwesties die verband houden met de verschillende takken van partikuliere verzekeringen. Aldus is hij moeten tusschenkomen bij de uitvoering der bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles aangaande de levensverzekeringen. Men weet dat, bij een wet uitgevaardigd op 31 Maart 1920, de Regeering,

gebruik makende van de bij het bedoelde verdrag voorziene bevoegdheid, al de loopende contracten heeft te niet gedaan of overgenomen, die tusschen Belgische onderhoorigen en een Deutsche Levensverzekeringsmaatschappij werden gesloten.

Een Koninklijk besluit van 9 April 1920 heeft de uitvoering dezer contracten aan een « Dienst voor Beheer en Vereffening » toevertrouwd. Maatregelen zijn getroffen ten einde, luidens de bepalingen van het Verdrag van Versailles en volgens de daardoor voorgeschreven handelwijze, de overdracht door de Deutsche maatschappijen naar den « Dienst voor Beheer en Vereffening » te verkrijgen van de sommen die noodig zijn om de Belgische verzekerden van alle nadeel te vrijwaren.

De werkzaamheid van den « Dienst van Maatschappelijke Verzekering en Voorzorg » in zake partikuliere verzekering heeft zich vooral laten blijken door de voorbereiding van een « Wetsontwerp over het toezicht der levensverzekeringsmaatschappijen ». Dit ontwerp is van groote beteekenis. Ingediend bij den Senaat, ligt het thans ter studie bij de Commissie van Nijverheid en Arbeid.

Reeds vóór het uitbreken van den oorlog, hadden verschillende categorieën van personen, betrokken in vergoeding voor arbeidsongevallen, de herziening geëischt van sommige bepalingen der wet van 24 December 1903. De wet van 27 Augustus 1919, zooals men het hooger heeft aangewezen, is slechts een noodwet, die vooral aangenomen werd ten einde te verhelpen in abnormale toestanden voortvloeiende uit de oorlogsgebeurtenissen. Grootere hervormingen van de wetgeving omtrent de arbeidsongevallen dringen zich op; het Departement heeft een ontwerp tot de volledige herziening dezer wetgeving ter studie gelegd. De werkzaamheden vereischt door het onderzoek van veelvuldige en ingewikkelde kwesties die met dit belangrijk vraagstuk verband houden, worden in gemeenschappelijk overleg met het Beheer en de Commissie van Arbeidsongevallen ijverig voortgezet, ten einde tot een oplossing te komen die tevens beantwoordt aan de rechtvaardigheid en het algemeen belang.

De Regeering zal wellicht de geboren invaliden van de wet laten genieten.

Mutualiteiten van eersten grond. — Invaliditeit — Apotheek en geneeskundige dienst.

Algemeene opmerking.

De onderlinge verzekering tegen ziekte heeft opnieuw haar werkzaamheden hervat die sedert het begin van den oorlog geschorst waren.

Mannen van daad zijn weer opgetreden en milddadig gesteund door de Openbare Besturen, trachten zij met een bewonderenswaardige toewijding ontzaglijke schade, geleden door de voorzorgsinstellingen tijdens deze laatste jaren, te herstellen.

Hun optreden is niet te vergeefs geweest. Bemoedigende uitslagen zijn bereikt geweest. Indien een betrekkelijk groot aantal mutualiteiten, trouwens gevestigd op niet wetenschappelijke grondslagen, door de groote ontreddering volkomen verdwenen zijn, bestadigt men anderzijds, en zulks tegelijkertijd met de bonds-

gewijze en centraliseerende werking, een zeer merkbare neiging tot het oprichten van instellingen van eersten graad, die een grooter aantal leden hebben en redelijker bijdragen eischen dan die waarmede men zich vroeger tevreden stelde.

Inderdaad, terwijl, zooals het hier verder is vastgesteld, het getal vereenigingen weinig veranderd is sedert 1914, is dit der aangeslotenen van 500,000 tot 1,000,000 gestegen; anderzijds is het bedrag van de geldelijke bijdragen van de aangeslotenen meestal verdubbeld of in sterke mate verhoogd.

302 vereenigingen hebben hun verrichtingen gestaakt. De eene, die reeds werkelijk onthouden waren, zijn gedwongen geweest hun ontbinding uit te spreken en hun bezittingen te vereffenen om aan hun rechterlijk bestaan een einde te stellen. Daar de andere slechts in weinig zekere toestanden konden blijven voort bestaan, zijn zij insgelijks tot de ontbinding en vereffening overgegaan, ten einde zich met gelijksoortige vereenigingen te versmelten.

Tot nu toe waren vele vereenigingen van onderlingen bijstand ingericht volgens op ervaring steunende grondslagen. De meeste schijnen, eindelijk, te gaan beseffen dat de werken van onderlingen bijstand, om levensvatbaar te zijn, moeten gesteund zijn op rationeele en wetenschappelijke beginselen.

Deze nieuwe richting zal aan de vereeniging van onderlingen bijstand de noodzakelijke vastheid geven in de vervulling van de taak die haar schijnt opgelegd door de aanstaande wetten op maatschappelijke verzekeringen.

Ondanks de hierboven vermelde ontbindingen, is het aantal vereenigingen van onderlingen bijstand licht gestegen tegen in 1914.

Inderdaad, sedert 1919, zijn 393 vereenigingen erkend geweest. Verder, hebben 384 inrichtingen van onderlingen bijstand de bekrachtiging aangevraagd van wijzigingen die aan hun standregelen werden aangebracht.

De aanvragen van wettelijke erkenning voor dewelke een besluit is getroffen, gaan uit van :

288 maatschappijen van onderlingen bijstand (ziekte);

77 pensioeninstellingen;

18 bijzondere vereenigingen (aankoop van voorraad, vergoedingen bij overlijden, enz.);

10 bonden.

Deze vereenigingen worden als volgt ingedeeld :

	Ziekte.	Pensioen.	Bijzondere.	Bonden.
Antwerpen	40	40	4	3
Brabant	50	13	10	3
West Vlaanderen	43	1	—	1
Oost-Vlaanderen	21	6	—	—
Henegouw	20	6	2	—
Luik	34	7	1	1
Limburg	42	1	1	—
Luxemburg	2	2	—	—
Namen	36	1	—	2
TOTAAL	288	77	18	10

Mutualiteiten van eersten graad.

Al de achterstallige toelagen en vergoedingen werden uitbetaald.

Bij Koninklijk Besluit van 25 October 1919, werden aan de vereenigingen van onderlingen bijstand, eene bijzondere toelage van twee frank, per werkelijk lid dat ingeschreven is op 31 December 1919, en eene toelage van hetzelfde bedrag per herververzekerd lid dat op 30 Juni 1920 herververzekerd werd, toegestaan. Deze toelagen zijn uitgekeerd geweest en hun bedrag beloopt 1,783,174 frank.

Ten einde de verwoestingen te verhinderen die door de tering in de arbeidende klasse worden veroorzaakt, werden belangrijke aanmoedigingen verleend aan bonden van onderlingen bijstand en aan werken die bijzonderen onderstand, hetzij geldelijk of in natura, aan teringleiders verleenen, ofwel die aan deze laatsten het verblijf in een sanatorium vergemakkelijken.

Voor de diensten van de mutualiteitsbonden, zijn de toelagen vastgesteld op 60 t. h van de bijdragen die door de leden worden betaald.

Een ministerieel rondschrĳven van 20 Februari 1920 heeft door zijn § 2, aan de mutualiteiten die den genees- en artsĳkundigen van het gezin verzekeren, een afzonderlijke boekhouding opgelegd, voor wat de inkomsten en ontvangsten betreft. Er werden bijgevolg formulieren van rekeningen en nieuwe onderrichtingen opgemaakt.

Invaliditeit.

Ten aanzien het bijzonder belang der toelagen die door de invalideitskassen krachtens de wet van 5 Mei 1912 zijn toegekend, moet het werk van de rekeningenopname der invaliditeitskassen met de grootste nauwkeurigheid geschieden. Het heeft aanleiding gegeven tot een uitgebreide briefwisseling.

De door de wet voorziene premiën, de vergoedingen voor schrijfwĳk en de buitengewone toelagen die toegekend worden luidens het Koninklijk Besluit van 25 October 1919, zijn uitbetaald geworden aan al de kassen waarvan de boekhouding in orde was.

Uit dien hoofde werd er in 1919 en 1920 uitgekeerd voor:

- a) Premiën: fr. 1,091,062.02;
- b) Vergoedingen voor schrijfwĳk: fr. 53,956.70;
- c) Buitengewone toelage: fr. 1,100,000.

De « Onderrichtingen » omtrent het beheer der Invaliditeitskassen werden herzien. Zij werden aan de belanghebbenden toegezonden, alsmede de formulieren van rekeningen voor het dienstjaar 1920.

Een toezichtsdienst over het beheer der invaliditeitskassen is sedert de maand September werkzaam geweest. Hij treedt bij voorkeur op door raadgevingen aan de beheerders dezer instellingen te verstrekken, en dank zij zijn medewerking, kon een normale toestand geschapen worden in de meeste gevallen die hem werden onderworpen.

Genees- en artsenijkundige dienst.

Een ministerieel rondschrĳven van 20 Februari 1920 heeft een voorloopig Reglement vastgesteld op het toekennen van toelagen aan vereenigingen van onderlingen bijstand die de genees- en artsenijkundige verzorging aan de gezinnen verzekeren. De voorschriften van dit reglementen worden thans alle toegepast.

Het getal vereenigingen, die toelagen voor dien dienst verkregen, is van 600, einde Mei 1920, tot 1,800, op 1 Juni 1921, gestegen.

150 aanvragen blijven hangend wegens een aanvullend onderzoek.

Elke aanvraag om van de toelagen te kunnen genieten, wordt dadelijk onderzocht.

Ten einde de vereenigingen in de mogelijkheid te stellen hun verplichtingen na te komen, werden voorschotten uitgekeerd op de sommen verschuldigd voor de drie kwartalen van het dienstjaar 1920.

Er werden formulieren vastgesteld waarbij de geldelijke toestand der vereenigingen bij het vervallen van het eerste halfjaar 1920 wordt aangewezen, alsmede de naamlijsten der leden die op 30 September van hetzelfde jaar tot den genees- en artsenijkundigen dienst zijn toegetreden.

Bij middel van deze stukken kan tot het nazien van de eerste verklaringen der mutualiteiten worden overgegaan.

Het nazien van de naamlijsten is geëindigd voor alle instellingen die de formulieren hebben teruggezonden.

Uit het onderzoek der overgelegde stukken blijkt, dat de vereenigingen aan hun opstel niet het gewenschte belang hechten. De aandacht der belanghebbenden werd vooral geroepen op het nut, volledige en nauwkeurige gegevens te verschaffen.

De vereffening der voorschotten voor de drie eerste kwartalen 1920 en van de bijzondere toelagen voor de bevallingen gedurende de twee halfjaren van hetzelfde jaar, zijn geëindigd.

De sluiting der rekeningen van toelagen uitgekeerd tijdens de drie eerste kwartalen van het jaar 1920, alsmede de formaliteiten van vereffening der sommen verschuldigd voor het 4^e kwartaal en het 1^e kwartaal 1921, zijn begonnen.

Een grondig onderzoek omtrent de wijze van inrichting van den genees- en artsenijkundigen dienst werd aangevangen; te dien einde werd een uitgebreide vragenlijst aan al de vereenigingen onderworpen die van de bij het ministerieel rondschrĳven van 20 Februari 1920 voorziene voorrechten genieten.

Een formulier van bijzondere rekening — alsmede een toegevoegde « Onderrichting » — werd vastgesteld ten einde het Departement in te lichten niet alleen aangaande de ontvangsten en uitgaven van de vereenigingen die tot de toelagen tijdens een bepaald dienstjaar werden toegelaten, maar tevens op hun inkomsten en hun werkelijke lasten.

De toezichtsdienst is in verschillende gevallen gelukkig opgetreden, waar de instelling van een genees- en artsenijkundigen dienst door ernstige hinderpalen werd belemmerd. Bockhoudingen werden nagezien.

Het crediet dat in de begrooting 1921 voor dien dienst wordt ingeschreven, bedraagt 14,000,000 franken.

Bij Koninklijk besluit van 18 Maart 1920, werd bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, een Centrale Commissie voor genees- en artseneijkundigen dienst ingesteld.

Tevens werden door hetzelfde besluit gewestelijke Comiteiten, ten minste één per provincie, ingesteld.

Deze raden, bestaande uit vertegenwoordigers der openbare besturen, afgevaardigden van het geneeskundig korps en van de vereenigingen van onderlingen bijstand, zijn belast op de organisatie, de ontwikkeling en de verbetering van de genees- en artseneijkundige diensten der voorzorgsvereenigingen te waken. Hun werkzaamheid heeft tot doel de zieke arbeiders spoedig de gezondheid te doen terugwinnen, en een hoogen graad van arbeidskracht te handhaven en aldus bij te dragen tot het algemeen welzijn en tot 's lands welvaart.

De raden, waarvan sprake, kwamen tot stand.

Toelagen.

Het toekennen van premien aan de invaliditeitskassen en het verleen van toelagen aan vereenigingen die den genees- en artseneijkundigen dienst aan de gezinnen verzekeren, worden onderscheidenlijk geregeld door de wet van 5 Mei 1912 en het ministerieel rondschrjven van 20 Februari 1920. Er bestond geen regelende beschikking aangaande de vergoedingen — namelijk voor onkosten van schrijfwerk — die aan de erkende bonden en vereenigingen van onderlinge verzekering tegen ziekte werden toegestaan, en welke geregeld door verplichtingen vervulden die hun door artikel 19 van de wet van 23 Juni 1894 werden opgelegd.

Deze leemte is aangevuld.

De volgende rooster werd aangenomen :

Vereenigingen van ziekteverzekering :

2 frank per 100 frank gestorte bijdragen ;

Vereenigingen met bijzonder doel :

10 frank voor vereenigingen van 15 tot 50 leden ;

15 id. id. 50 tot 100 id.

20 id. id. meer dan 100 leden.

Onderlinge invaliditeitskassen :

5 centimes per werkelijk lid en per vergoed lid.

Pensioenbonden :

50 centimes per 100 leden.

Bonden van mutualiteitsvereenigingen.

1 frank per 100 herverzekerde leden.

Genees- en artsenijkundige dienst :

25 centimes per lid vermeld op de naamlijsten.

Vergoedingen voor oprichtingskosten.

Sedert den oorlog werden bijzondere regelingen voorbereid omtrent het toekennen dezer aanmoedigingen. Zij zijn gesteund op het belang en de inrichting der vereenigingen, op hun waarborgen van vastheid en goed beheer.

Zoo werd er, sedert 1918 fr. 87,423.60 verleend aan 81 nieuw opgerichte vereenigingen van onderlingen bijstand, of vereenigingen die vóór den oorlog een onvoldoend erkende toelage trokken volgens de tegenwoordige regelen.

Afgevaardigden van aangenomen mutualiteiten.

Men telt heden 96 afgevaardigden.

Regelen werden vastgesteld omtrent het toekennen van :

1° Vaste en evenredige vergoedingen toegekend aan de afgevaardigden (koninklijk besluit van 12 September 1919);

2° Toelagen bestemd om de onkosten te dekken van inrichting en jaarlijksche werking van den toezichtsdienst, van schrijfwerk der verbonden vereenigingen (huur, verlichting, verwarming, onderhoud, enz., materieel door de bonden ter beschikking gesteld van hun aangenomen afgevaardigden).

Toezicht.

Tot in 1914, overschreed het jaarlijks voorziene crediet ten behoeve der vereenigingen van onderlingen bijstand en andere instellingen van voorzorg, niet de 375,000 frank, terwijl één enkele der posten, op de afdeeling van Maatschappelijke verzekering (deze aangaande de genees- en artsenijkundige diensten) 14,000,000 frank bedraagt, 't is te zeggen ongeveer het dubbele van de gezamenlijke credieten die tijdens de 25 laatste vóóroorlogsche jaren werden toegestaan.

Het Departement heeft alle noodzakelijke maatregelen genomen opdat de toegestane opofferingen van allerlei aard ten behoeve der vereenigingen van onderlingen bijstand, niet vruchteloos blijven.

De toezichtsdienst dien het heeft ingesteld, al zal die nauwgezet de zelfstandigheid der vereenigingen eerbiedigen, waakt streng opdat de toelagen van welken aard ook, werkelijk de bestemming krijgen waarvoor zij werden toegestaan.

Statistische Rekeningen.

De archieven van de verschillende diensten konden worden hersteld; de gewone werking ervan is opnieuw verzekerd.

Bij middel van de inlichtingen, die verstrekt werden door de erkende vereenigin-

gen van onderlingen bijstand, luidens artikel 19 der wet van 23 Juni 1894, is het Departement met het opmaken van statistieken begonnen, die het toelieten zich juist rekenschap te geven van den werkelijken toestand, van den vooruitgang en van de behoeften der mutualistische instellingen.

De gegevens die het aldus inzamelt, leiden het in de vervulling van zijn beschermende werking en stellen het in de mogelijkheid te waken over het rechtvaardig gebruik der fondsen waarvan het de verdeeling moet verzekeren.

Goedkoope Woningen.

De Nationale Maatschappij der Goedkoope Woningen en woonvertrekken waarvan de oprichting bij de wet van 11 October 1919 werd bevolen, is bij akte van 15 April 1920, tusschen den Belgischen Staat en de negen provinciën, bepaald tot stand gekomen, met een aanvangskapitaal van *1 millioen*.

Het aantal door de provinciën onderschreven aandeelen werd volgens het bevolkingscijfer van elke provincie vastgesteld.

Koninklijke besluiten hebben de statuten der Maatschappij goedgekeurd (21 April 1920), de voorwaarden tot aanneming van de plaatselijke en gewestelijke maatschappijen vastgesteld (29 Augustus 1920) en de uitdrukkingen « Goedkoope woningen » en « weinig bemiddelde personen » toegelicht (6 Juli 1920).

De afrekening der voorschotten aan de toegelaten credietvereenigingen voor het bouwen van half-blijvende woningen in verwoest Vlaanderen, werd, onderscheidenlijk op 27 Juni en 27 Juli 1920, door de Nationale Maatschappij geregeld en door den heer Minister van Geldwezen goedgekeurd.

Een reglement dat namelijk de voorwaarden bevat met betrekking op de gezondheid, het toezicht en het persoonlijk gebruik van het gebouw en op de voorzorgen die tegen het spekulieren dienen genomen, werd door de Nationale Maatschappij opgemaakt. Een koninklijk besluit tot goedkeuring er van zal eerst-daags genomen worden.

Die verschillende besluiten en reglementen werden aan het oordeel van de Nationale Commissie voor het bestudeeren der aan te bevelen hervormingen inzake goedkoope woningen onderworpen.

De eerste uitslagen, welke door de Nationale Maatschappij werden verkregen en in het verslag over het boekjaar 1920 en het verslag over den toestand op 15 Mei 1921 werden openbaar gemaakt, zijn uiterst bevredigend, want met het oog op de moeilijkheden die aan het oprichten en het financieel beheer der tusschenvereenigingen zijn verbonden en ook wegens de moeilijkheden bij het bouwen van zoogenaamde « goedkoope woningen », terwijl materiaal en arbeidskracht nog zeer duur zijn, was de taak der beheerders bijzonder zwaar en ondankbaar.

Op 15 Mei 1921, werden 63 plaatselijke en gewestelijke vereenigingen toegelaten. Een honderdtal andere zijn in vorming. Het in de 63 vereenigingen onderschreven kapitaal bedraagt 82,290,800 frank, waarvan 15,231,400 frank door den Staat.

36 vereenigingen hebben bouwontwerpen ingediend voor 5,383 woningen, waarvan de kosten op 107 millioen worden geraamd.

2,775 huizen zijn voltooid of in aanbouw.

De Nationale Maatschappij heeft den « Comptoir National des Matériaux », cooperative vereeniging voor aan- en verkoop en eventueel fabricage van bouw materiaal opgericht.

In het geheel werd er 800,000 frank onderschreven door tal van steden en gemeenten, door de toegelaten vereenigingen en door belangstellende personen.

Die instelling heeft reeds voor nagenoeg 2 millioen frank zaken gedaan. Zij heeft, bovendien, het bouwen ondernomen van een zestigtal huizen van verschillend model op den grond van den « Foyer anderlechtois ».

Om de Nationale Maatschappij bij het vervullen van de haar toevertrouwde opdracht te helpen, heeft de Minister van Economische Zaken de oprichting in overweging genomen van een nationaal kantoor van den uitvoer, onder toezicht, van de voornaamste bouwstoffen, als : brikken, kalk, cement, koper, vensterglas. Te dien einde zullen door de Nationale Maatschappij gegevens verzameld worden nopens de normale kostprijzen van die bouwstoffen, de gewoonlijk uitgevoerde hoeveelheid en de prijzen die bij den uitvoer betaald worden.

Anderzijds heeft de Regeering, met het oog op 's lands huidige financiëelen toestand, de Nationale Maatschappij er toe aangezet haar werking in reeksen te verdeelen en haar aangeraden allereerst en in de ruimst mogelijke mate tusschen te komen ten gunste van de bouwvereenigingen die in de streken waar de woning-krisis het scherpst is worden opgericht.

Daarenboven hebben de credietvereenigingen, die overeenkomstig de wet van 9 Augustus 1889 werden opgericht om aan de « weinig bemiddelde » personen het aankopen van een woning te vergemakkelijken, hulp gevonden in de maatregelen die onlangs door den Algemeenen Raad der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas werden aangenomen, namelijk :

1^o Machtiging van den Algemeenen Raad der Spaarkas om niet alleen, gelijk vroeger, de gelden der Spaarkas, maar insgelijks die der Lijfrentekas, 't zij meer dan 100 millioen, aan het werk der Arbeiderswoningen te wijden ;

2^o Voorloopig heeft de Spaarkas de waardegrens van de door tusschenkomst der vereenigingen te bouwen of aan te koopen woningen van 5,000 op 10,000 frank gebracht. Voor de vier groote steden des lands, met haar voorsteden, en voor sommige nijverheidscentra, Lessen namelijk, werd die laatste grens zelfs op 13,000 frank gebracht ;

3^o De Lijfrentekas verleent verder voorschotten aan de vereenigingen onder de oude voorwaarden en tegen den reglementairen interest van 4 t. h., met dien verstande dat tegen geen hooger interest dan 5 t. h., aan de ontleeners kapitaal mag voorgeschoten worden ;

4^o De vereenigingen mogen tot de negen tienden der waarde van het aangekocht of gebouwd huis voorschieten — de kosten voor notariele akten niet inbegrepen ;

5° Bij de wet van 16 Maart 1921 wordt de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas er toe gemachtigd levensverzekeringen aan te gaan voor kapitalen van ten hoogste 20,000 frank, wanneer de verzekering tot doel heeft de kosten voor het aankopen of het bouwen van een goedkope woning terug te betalen.

Tabel der door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas aan de Vereenigingen voor Arbeiderswoningen verleende voorschotten.

I. — Voorschotten.

	In 1919.		In 1920.		Totaal op 31 Dec. 1920.
	—		—		—
Vereenigingen.	735,000	»	13,160,794 32		103,607,873 29
Gemeenten.	»		1,000,000	»	3,089,983 63
Hypotheekleeningen A. W. .	50,000	»	»		1,131,887 85
	<u>785,000</u>	»	<u>14,160,794 32</u>		<u>107,829,744 77</u>

II. — Getal door de Credietvereenigingen gesloten zaken.

In 1919.	In 1920.
—	—
2,770 ⁽¹⁾	5,486 ⁽²⁾

Zoodra de wet van 11 October 1919 was aangenomen, heeft het Ambt voor Maatschappelijke Verzekering en Voorzorg de beschermingscomiteiten van de arbeiderswoningen er toe aangespoord een ijverige propaganda te voeren om het oprichten van plaatselijke of gewestelijke vereenigingen te bevorderen.

Die instellingen hebben er ook voor gezorgd dat de bevolking kennis kreeg van de voordeelen op belastinggebied welke bij artikelen 30 en 32 van bovenvermelde wet worden voorzien. Uit de onderstaande tabel van de door de Beschermingscomiteiten afgeleverde getuigschriften blijkt dat de « weinig bemiddelde » personen van die voordeelen ruim gebruik hebben gemaakt.

Getal in 1919 afgeleverde getuigschriften :

16,668 voor het aankopen van een huis;
183 Id. id. van grond,

of 16,851 getuigschriften voor aankopen,

7,148 voor leeningen om den aankoop prijs van een huis te betalen;
16 Id. id. id. van grond te betalen;
40 om zich het noodige geld voor het bouwen van een woning te verschaffen,

of 7,204 getuigschriften voor leeningen.

⁽¹⁾ Naar inlichtingen die door 123 van de 135 bestaande vereenigingen werden verschaft.

⁽²⁾ Id. id. 104 id. 135 id. id. id.

Die cijfers overschrijden ver het getal getuigschriften, dat vroeger werd afgeleverd. Inderdaad, in het geheel werden er, voor aankopen en leeningen,

in 1910 slechts 14,611.

» 1911 » 14,539.

» 1912 » 14,538.

en » 1913 » 15,779 getuigschriften afgeleverd.

Uit bij de comiteiten ingewonnen inlichtingen blijkt dat er in 1920 nog meer getuigschriften werden afgeleverd dan in 1919.

Thans is het wetsontwerp tot herziening der wet van 11 October 1919 bij het Parlement ingediend. Het zal de Beschermingscomiteiten van de Arbeiderswoningen er toe in staat stellen, zoodra de woningcrisis minder scherp zal geworden zijn, den strijd aan te vatten tegen de krotten, waarvan het aantal door de bezetting en den woningnood ongelukkiglijk is toegenomen.

Het Arbeidsopzicht.

De herinrichting van het Arbeidsopzicht, noodzakelijk gemaakt door de oorlogsgebeurtenissen, kan op het oogenblik beschouwd worden als afgelopen.

Een van de voornaamste moeilijkheden, die in den loop van deze herinrichting ontmoet is geworden, is de aanwerving van ingenieurs geweest, die onmisbaar was voor de heroprichting van het kader van 1914. Zij is pas overwonnen.

Nochtans zal het kader der ingenieurs-opzieners binnenkort vermeerderd moeten worden om reden, eenerzijds, van de toepassing van de aanstaande wet op den arbeidsduur, anderzijds, van de oprichting van het arbeiderstoezicht, dat verwezenlijkt werd door de instelling van het korps arbeidscontroleurs, en, ten slotte, de ontwikkeling van den geneeskundigen dienst van het Arbeidsopzicht.

Eene vermeerdering van het huidig kader opzieners zal moeten voorzien worden voor het jaar 1922.

Met het oog op de dienstregeling, zijn de verdeeling en de specialiseering van de bijzonder uitgebreide en veelvoudige taak der ambtenaars van het opzicht van aard om meer spoed in de behandeling der zaken, alsook een meer wakker toezicht op de instellingen, onderworpen aan de arbeidswetgeving en -reglementeering mee te brengen en aldus een betere uitvoering van de laatste te verwezenlijken.

De Koninklijke Besluiten van 1 April en 25 Mei 1921, regelende de aanstaande aanwerving van agenten door middel van examen-wedstrijden, zal den meest gelukkigen invloed hebben op de hoedanigheid van het nieuw personeel, terwijl het tezelfder tijd een prikkeling voor de huidige agenten zijn zal.

Binnen een korte toekomst zal men de instelling van de bepaalde kaders en van de volmaakte inrichting van de zeven kantoren, die op het oogenblik het werk der zeven opzichtsdistricten centraliseeren, kunnen beschouwen.

Buiten het dagelijksch werk veroorzaakt door de contrôle en de toepassing der sociale wetten, die tot zijn bevoegheid behooren, alsmede van de reglementen op de politie van de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, kunnen de belangrijkste vraagstukken, waarmede de dienst van het Arbeidsopzicht zich heeft bezighouden, als volgt samengevat worden :

- 1° Onderzoeken over den toestand van de nijverheid ;
- 2° Onderzoeken omtrent de voortbrengst van verschillende nijverheden die vrijwillig den achturedag en de week van acht-en-veertig uren hebben toegepast ;
- 3° Toepassing van het Koninklijk besluit van 9 Augustus 1920 tot regeling van het bedrijf der schouwburgzalen, kinema's, enz. ;
- 4° Samenwerking met het Arbeidsambt voor de studie van een ontwerp van Koninklijk besluit, ten doel hebbende de samenordening der Koninklijke besluiten betreffende de wijze van toelating en de bewaking van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen ;
- 5° Algemeene herziening van de lijst der gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen ;
- 6° Voorbereidende studies tot het opmaken van een voorontwerp van Koninklijk besluit dat de bijzondere maatregelen voorschrijft, die nagevolgd moeten worden in de instellingen van voortbrengst, vervoer en verbruik van electrische kracht en, in 't algemeen, in al de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen die, bijhoorig, electriciteit verbruiken ;
- 7° Voorbereidende studies tot het opmaken van een Koninklijk besluit dat een algemeene regeling aangeeft voor de bewaarplaatsen van ontvlambare stoffen ;
- 8° Voorbereidende studies tot het opmaken van de Koninklijke besluiten van 19 Februari en 9 April 1921 betreffende het bakken der steenen. Toepassing van deze Koninklijke besluiten ;
- 9° Toepassing van het Koninklijk besluit van 30 December 1920 dat het recht afschaft, 's Zondags morgens, het personeel van détailhuizen en haarkappershuizen van Brussel en voorsteden te gebruiken ;
- 10° Voorbereidende studies tot de klasseering en wijzigingen der klasseering bij de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen van verschillende bewaarplaatsen en nijverheden : ontvlambare stoffen, houtmagazijnen, hennep-rotting, vetten (smelterij, aftrekking en bewaarlegging van...), bereiding van waterstof en zuurstof, lichtbeelden en schouwburgen in 't algemeen ;
- 11° Opmaking van het Koninklijk besluit van 1 April 1921, regelende de examens van arbeidscontrôleur en dit van 25 Mei 1921 regelende de examens van ingenieur-opzichter ;
- 12° Voorbereidende studies voor het Koninklijk besluit van 28 April 1921, dat het artikel 14 van het Koninklijk besluit van 29 Januari 1863, betreffende de wijze van toelating en bewaking der gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen, volledigt.

Merken wij tevens op dat, voortaan, de opgaven noodig tot het vaststellen van het Index-Number zullen gemaakt worden door den Dienst van het Arbeidsopzicht.

De Verzoenings- en Scheidsraden.

Sinds den oorlog is het Arbeidsopzicht gelast tusschen te komen in de gezamenlijke geschillen tusschen kapitaal en arbeid.

Met het oog om te beraadslagen over de loongrondslagen en over de arbeidsvoorwaarden in sommige nijverheidsgroepen, zijn er verschillende nationale of gewestelijke Comiteiten gesticht. Deze Comiteiten zijn samengesteld, bij gelijk getal, uit patroons- en arbeidersleden, geplaatst onder voorzitterschap van het diensthoofd van het Arbeidsopzicht, uitgezonderd het gewestelijk Textielcomiteit voor de beide Vlaanderen en het gewestelijk Comiteit van de borstelnijverheid, wier beraadslagingen zijn voorgezeten door den Arbeidsopzichter van het district.

De verslagen der zittingen, alsook de tekst der overeenkomsten, telkens aanvaard door de algemeenheid der leden, worden bekendgemaakt door het « *Arbeidsblad* ».

De Comiteiten, die op 't oogenblik in dienst zijn, zijn de volgende :

- Nationaal Comiteit van machinebouw ;
- Nationaal Comiteit der Antwerpsche haven ;
- Nationaal Comiteit van de vervoerbedrijven :
 - Een afdeeling voor de tramwegen ;
 - Een afdeeling voor de buurtspoorwegen ;
- Nationaal Comiteit voor de bouwbedrijven (grootbedrijf) ;
- Nationaal Comiteit van de houtbewerkings- en huisinrichtingsbedrijven ;
- Nationaal Comiteit voor de openbare diensten :
 - Een afdeeling voor de gasnijverheid ;
 - Een afdeeling voor de electriciteit ;
- Nationaal Comiteit voor de schijfglasgieterij ;
- Nationaal Comiteit voor de borstelnijverheid ;
- Gewestelijk textielcomiteit voor de beide Vlaanderen (5 afdeelingen) ;
- Nationaal Comiteit voor de holglaswerkerij.

De bedrijvigheid van deze Comiteiten is aangegeven door de zittingen vermeld in de tabel van bijlage V.

Andere dergelijke organismen zijn in voorbereiding, te weten :

- Nationaal Comiteit der chemische producten ;
- Gewestelijk Comiteit der besnuitfabrieken ;
- Nationaal Hoofdcomiteit der havens ;

Nationaal Comité van de kledingnijverheid, bevattende de volgende afdelingen :

- a) Brodeerwerk ;
- b) Pelsen ;
- c) Linnennaaiwerk ;
- d) Vrouwenkleding (naaisters) ;
- e) Mannenkleding (kleermakers) ;
- f) Hemden ;
- g) Hoeden, klakken ;
- h) Mode-artikelen ;
- i) Bijhoorigheden voor de kleding.

Nationaal Comité voor de automobielen ;

Nationaal Comité voor de steenbakkerijen ;

Nationaal Comité voor de kunstnijverheden ;

Nationaal Comité voor de papierfabrieken.

De samenstelling van deze organismen is stilgelegd, omdat hun wettelijke erkenning nog altijd hangende is.

Een ontwerp wordt voorbereid in het Ministerie van Arbeid en de Kamer houdt zich bezig met het voorstel van M. Heyman op de loonraden.

Langs den anderen kant, schijnen de patroons integendeel, voor zekere nijverheden, een steeds scherperen tegenstand tegen de werking van gelijkvallige Commissies te toonen.

Nochtans lijkt het geen twijfel dat deze gelijkvallige Commissies, die de afgevaardigden van het patronaat en van de arbeidende klasse samenbracht, in ons land, een kostbaar element geweest zijn voor de sociale orde; zekere conflicten belet hebben, anderen bedaard en de overgangen ontzien hebben tegelijker tijd in het belang der nijverheid en der arbeiders, en België voorhoed hebben van catastrofale schokken.

De Geneeskundige arbeidsdienst.

De geneeskundige arbeidsdienst heeft tot nog toe een groot gedeelte van zijne bedrijvigheid gewijd aan de bewaking der maatregelen van individuele gezondheid, voorgeschreven door de reglementen. De opsomming, vermeld in Bijlage IV, betreft het jaar 1920 en het eerste kwartaal 1921.

Voegen wij er aan toe, dat in zekere mijncentra en bijzonder in Henegouwen, de strijd tegen de gewrichtsverstijving (ankylostomasie) merkelyk toeneemt door de zending der oprichters.

Sinds de afkondiging van het Koninklijk besluit van 1 Juni 1920, beoogend de geneeskundige voogdij voor aankomelingen, houden de arbeidsgeneesheeren zich bezig met de oprichting van deze uitmuntende voorbehoedende instellingen, waarvan de veralgemeening een aanzienlijke inspanning zal vergen en een uitbreiding van het personeelkader zal eischen.

Inderdaad, tot nu toe, hebben de arbeidsgeneesheeren de inrichting slechts kunnen aanvangen in de instellingen met een zeer talrijk personeel.

Een groot aantal dezer instellingen hebben geen gebruik gemaakt van het recht, hun gelaten door het Koninklijk besluit, hun personeel door een geneesheer van hun keus te laten onderzoeken. Aldus zullen de arbeidsgeneesheeren in elk district persoonlijk 2,000 tot 3,000 onderzoeken van aankomelingen moeten verzekeren in de ondernemingen van zekere belangrijkheid.

Bovendien, het besluit zich richtende tot de algeheelheid van onze arbeidersjeugd gebruikt in al de instellingen, geclasseerde of ongeclasseerde, onderworpen aan de wet van 24 December 1903, zal de toepassing op de gemiddelde en kleine ondernemingen vanwege den arbeidsgeneesheer stappen en talrijke visieten eischen, want het is te voorzien dat het grootste gedeelte der kleine patroons het onderzoek niet zullen overlaten aan een geneesheer, dien zij moeten vergoeden.

Een Koninklijk besluit van 17 Januari 1921 schrijft de eerste zorgen voor, die, te allen tijde, ten dienste zullen moeten staan van de gekwetsten en zieken in de nijverheids- en handelondernemingen onderworpen aan de wet op de arbeidsongevallen.

De toepassing van deze nieuwe reglementeering zal herhaalde bezoeken aan duizende ondernemingen eischen.

Ten slotte, zullen de maatregelen van geneeskundige bescherming der moeder en aanstaande moeder in de fabriek — ontwerp op het oogenblik in studie, — de reeds zoo zware lasten van den geneeskundigen dienst nog aanzienlijk vermeerderen. Het zal noodzakelijk zijn, hem met eenige eenheden te vermeerderen.

Bestuur der Mijnen.

De bedrijvigheid van het Bestuur der Mijnen in den loop van het besproken dienstjaar in de verschillende domeinen, waarop het wordt uitgeoefend, wordt hierna beknopt samengevat :

I. — De veiligheid der mijnen.

De politie der mijnen is herzien geworden en de volgende instructies en besluiten zijn genomen geworden :

1^o Het Koninklijk besluit van 24 April 1910 op het gebruik van springstoffen in de mijnen ;

2^o Het Koninklijk besluit van 16 Maart 1921 wijzigende de schikkingen van verschillende artikelen van dit besluit ;

3^o Het Koninklijk besluit van 30 April 1921 op het gebruik van benzine-locomotieven in de mijnen. Ter uitvoering van artikel 3 van dit laatste besluit, is er den 12^o Mei 1921 een ministerieele onderrichting gegeven geworden ;

4^o Het ministerieel besluit van 22 Juli 1920, de voorwaarden vaststellend, aan dewelke moeten voldoen de kardoezen, welke de veiligheidsomslagen bevatten voor het doen springen van rotsen ;

5° Een ministerieele onderrichting van 11 October 1920, verbiedende het gebruik van kabels in verwerkt aloë voor de overbrenging van het personeel in de putten.

* *

Het Bestuur der Mijnen is begonnen aan de studie over de mogelijkheid van het gebruik van springstoffen voor het losmaken der steenkool zonder dat daarvoor gevaar voor de zekerheid uit voorspruit. Onderrichtingen zijn in dien geest gegeven en proeven zijn aan gang.

* *

Het Bestuur der Mijnen houdt zich eveneens bezig met de studie over het gebruik van valschermen om de ongevallen te vermijden in geval van het neerstorten der bakken, alsook over zekere wijzigingen te brengen in het van kracht zijnde reglement op het veiligheidscoëfficiënt der ophalingskabels.

II. — *Hygiëne der mijnen.*

* Koninklijke besluiten, onderscheidenlijk genomen den 31^e December 1920 en den 7^e Maart 1921, hebben zekere wijzigingen gebracht in het Koninklijk besluit van 30 Juni 1919 betreffende de ankylostomiasis.

* *

Ministerieele onderrichtingen, de eene van 2 December 1920 en de andere van 28 Februari 1921, hebben de uitlegging bepaald van de schikkingen van het Koninklijk besluit van 15 September 1919 op de bovengrondsche instellingen der mijnen en steengroeven. (Voor wat betreft de stortbaden en waschtafels.)

* *

Een ministerieele onderrichting van 16 Maart 1921 heeft de middelen van onmiddellijke hulp aan gekwetste arbeiders vastgesteld.

III. — *Mijnwetgeving.*

1° Een wetsontwerp, het regiem vaststellende dat in de toekomst zâl toe te passen zijn op de beschikbare liggingen in België, is opgemaakt geworden door eene te dien einde ingestelde Kommissie onder voorzitterschap van den directeur-generaal der Mijnen. Volgens dit ontwerp, dat wij in den loop van dezen zittijd zouden willen zien neerleggen, zullen de niet afgestane mijnen van de Kempen en van het nieuwe bekken van het zuiden van Henegouw uitgebaat worden in zelfstandige industriele regie.

2° De studie van het verlies van rechten der concessies, die niet gebruikt worden, is voortgezet geworden. Onder richtingen zijn gegeven geworden om de hoofdgenieurs te verzoeken de voorafgaandelijke formaliteiten te volbrengen

voor het aanvangen der proceduur voor de inrechtverliesstelling van werklooze metaal- en steenkoolmijnen. Deze formaliteiten zijn aan gang. Talrijke zaken zijn reeds onderzocht geworden door het Bestuur der Mijnen en door den Mijnraad. De rechtbank van Charleroi heeft zooeven uitspraak gedaan over twee dergelijke zaken.

IV. — *Arbeiderspensioenen.*

De wet van 20 Augustus 1920 heeft de wetten van 5 Juni 1911 en 26 Mei 1914 op de ouderdomspensioenen ten voordeele der mijnwerkers gewijzigd en aangevuld.

Een Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920 heeft deze wetten samengevoegd.

Een Koninklijk besluit van 5 November 1920 heeft voor de niet gepensioneerde arbeiders, geboren vóór 1 Januari 1868, de voorwaarden tot vergunning van pensioen vastgesteld en een Koninklijk besluit van 6 November 1920 heeft de arbeiders van de metaalmijnen bij de arbeiders der steenkoolmijnen gevoegd onder oogpunt van toekenning van het rustgeld.

De toestand der oude mijnwerkers, wat betreft het aantal jaren in de mijnen doorgebracht en den arbeid dien zij nog kunnen verrichten na de mijn verlaten te hebben, is onderworpen geworden aan eene gemengde Commissie. Aan de voorzorgskassen is er aanbevolen geworden, de wet met menschenlijkeids- en rechtvaardigheidsgeest toe te passen.

Een Koninklijk besluit van 7 November 1920 heeft het Nationaal Lijfrentefonds voor de mijnwerkers ingesteld.

Het eerste doel van deze instelling is, een voorraad te stichten, bestemd om, gedurende het voorspoedtijdperk, de noodige fondsen te vergaren om in de ongenoegzaamheden der crisistijden te voorzien.

Een andere reden van bestaan van dit Nationaal Fonds is het verzekeren van den dienst der pensioenen aan de arbeiders van verlaten mijnen of van mijnen die hun bedrijf, hebben stilgelegd.

Ten slotte, zal het Nationaal Fonds het centraliseerend organisme zijn dat bestemd is als tusschenpersoon te dienen tusschen de zelfstandige Fransche Kassen en de gewestelijke kassen van België, zoohaast er een wederzijdsche overeenkomst tusschen deze twee landen bestaat, wat niet meer zoolang zal duren, daar een wetsvoorstel, dat geen regiem van wederkeerigheid voor de pensionneering van mijnwerkers van Frankrijk en van België invoert, in de Parlementen van elk dezer landen is neergelegd geworden.

De onderhandelingen, die geleid hebben tot de onderteekening van de overeenkomst, het stelsel der wederkeerigheid instellend waarvan zooeven gesproken is geworden, zijn geleid geweest door twee afgevaardigden van het Bestuur der mijnen als vertegenwoordigers van België.

V. — *Sociale vraagstukken.*

DE MIJNCOMMISSIE. — DE COMMISSIE DER METAALNIJVERHEID.

1^o Het Bestuur der Mijnen neemt werkdadig deel aan de werken van de

Gemengde Nationale Mijnecommissie. De voornaamste uitslagen, door deze Commissie sinds een jaar bereikt, zijn de volgende :

Den 15ⁿ April 1920 is eene overeenkomst, verzekerende de kosteloze uitdeeling van een zekere hoeveelheid steenkool aan mijnwerkers, gesloten worden.

Den 20ⁿ Mei 1920 heeft de Commissie een overeenkomst gesloten die, in geval van ziekte, aan de arbeiders der koolmijnen eene vergoeding, overeenkomende met 25 t. h. van het dagelijksch loon, toekent.

Den 28ⁿ Juli 1920 heeft men zich 't akkoord gesteld op een minimum-loon en op een regel van daling en rijzing der loonen volgens de duurte van 't leven, m. a. w. het index-nummer bekendgemaakt door het *Arbeidsblad*.

De Commissie heeft het vraagstuk van de contrôle der vakbondskaarten in lokalen, afhankelijk van de mijnen, besproken.

Den 1^{sten} Februari 1921 heeft de Commissie besloten dat er voortaan loonboeken of loonkaarten, die toelaten dat de werkman het juiste bedrag van het ontvangen loon kent, moeten bestaan.

Op het oogenblik bestudeert de Commissie de herziening van de loonovereenkomst. Deze studie is nog niet gedaan.

2^o Een der leden van het Bestuur der Mijnen werkt ook mede aan de werken van de Commissie der Metaalnijverheid.

In deze nijverheid zijn de loonen niet het voorwerp geweest van eene overeenkomst zooals in de mijnen; maar den 22ⁿ Maart 1921 hebben de leden-patroons zekere verbintenissen aangaande de loonen aangegaan.

Langs den anderen kant heeft gezegde Commissie den 26ⁿ April 1921 den wensch uitgedrukt, gemengde gewestelijke raden te stichten om de door de Hoofdc commissie genomen besluiten aan de verschillende metaalcentra aan te passen. Deze wensch is op weg verwezenlijkt te worden.

3^o De ingenieurs van het Bestuur der Mijnen komen dikwijls tusschenbeide in de geschillen tusschen patroons en arbeiders en hun invloed heeft zich dikwijls herleid door een beroep op arbitrage of zelfs door rechtstreeksche oplossing van deze geschillen.

Om een einde te stellen aan de crisis die in het bekken van Charleroi voorgekomen is in October 1920, heeft het Bestuur der Mijnen een onderzoek gedaan over de loonen betaald in de verschillende mijnbekkens gedurende de maanden Januari, April, Augustus, September en October 1920.

VI. — *Samenwerking op het Ministerie van Economische Zaken.*

Het Bestuur der Mijnen is dikwijls in onderhandeling met het Steenkoolambt voor verschillende vraagstukken die de beide departementen aanbelangen.

Op verzoek van het Ministerie van Economische Zaken heeft het Bestuur der Mijnen den kostprijs der kolen in October 1920 vastgesteld, aanzienlijke arbeid die dikwijls tot basis gediend heeft in de latere onderhandelingen tusschen patroons en arbeiders.

Twee leden van het Bestuur der Mijnen hebben medegewerkt aan de werken van de Studiecommissie over den economischen toestand. Zij hebben namelijk een verslag opgemaakt over den toestand der mijnen in België.

VII. — *Hygiëne der zink- en andere bijzondere metaalfabrieken.*

Talrijke klachten toegekomen zijnde op het Departement betreffende de hindernissen en schade voortkomende van zink- en andere bijzondere metaalfabrieken, zoowel voor de omgeving als voor het personeel dezer fabrieken, is er, bij Koninklijk besluit van 14 December 1920, eene Commissie ingesteld met het oog op het opzoeken der wijzen of middelen eigen om deze hindernissen te verhelpen.

Het Bestuur der Mijnen, dat het initiatief ten opzichte de instelling van deze Commissie genomen had, neemt het werkzaamste aandeel in den arbeid van deze. Een onderzoek is geopend en studies worden vervolgd om tot een spoedigen uitslag te komen.

VIII. — *Politie der stoomtoestellen.*

Het Bestuur der Mijnen heeft in hare bevoegdheid de politie der stoomtoestellen in al de mijnprovinciën van het land en in een gedeelte van Brabant.

Het Koninklijk besluit van 28 Maart 1919, genomen door de tusschenkomst van het Bestuur der Mijnen, stelt het reglement op de stoomketels vast. Dit besluit was van geene toepassing op de machienen, wat hindernissen heeft doen vaststellen. Om daaraan te verhelpen, is er een Koninklijk besluit genomen geworden den 22ⁿ December 1920, met het oog op de toepassing van hetzelfde administratief regiem op de stoommachienen als op de stoomketels.

IX. — *Statistieken.*

Het Beheer der Mijnen publiceert maandelijks in het *Arbeidsblad*, een bulletijn dat de voortbrengst, de stocks, de arbeidsdagen en het aantal arbeiders in de koolmijnen opgeeft. Dit bulletijn is aangevuld door inlichtingen over de fabricage van coke en briketten en over de metaalnijverheden.

*
* *

Onafhankelijk van deze statistiekwerken geeft het Bestuur der Mijnen de gevraagde opgaven door het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, door het Internationaal Arbeidsbureau en door afdelingen van het Bureau van den Volkerenbond.

*
* *

De jaarlijksche statistiek der uitdelvings- en metaalnijverheden, waarvan het kader is herzien, wordt regelmatig gepubliceerd in de *Annalen der Mijnen* van België.

X. — *Onderzoeklaboratorium.*

Een Koninklijk besluit van 18 Januari 1921 heeft het Nationaal Instituut van Frameries gesticht, aldus uitbreidende het studieveld van het vroegere laboratorium van Frameries, dat geleid werd door een mijnningenieur.

Dit Nationaal Instituut heeft ten doel alles te studeeren wat een beter gebruik betreft van den delfstoffenrijkdom van den Belgischen grond, de verbetering der methoden, gereedschappen en werktuigen van het mijnbedrijf, alsook de verbetering der werkvoorwaarden in de mijnen.

De Bestuurraad, wiens leden bij Koninklijk besluit van 1 Maart 1921 benoemd zijn geworden, bezit verschillende leden van het bestuur der mijnen, namelijk den voorzitter en den secretaris die onderscheidenlijk de directeur-generaal en de directeur van het Instituut zijn.

De Bestuurraad heeft reeds verschillende vergaderingen gehouden. De werken zullen ijverig voortgezet worden en men mag er de beste uitslagen voor het land van verwachten.

XI. — *Opzicht der springstoffen.*

De Dienst der springstoffen, geplaatst onder de leiding van een Ingenieur van het bestuur der mijnen, heeft het hooge toezicht op de toepassing der wetten en reglementen op de springstoffen in heel het koninkrijk.

Hij bestudeert de springstoffen, waarvoor men de wettelijke erkenning vraagt, bemoeit zich met de oprichting der fabrieken en bijzondere magazijnen, met de vergunning van de vervoertoelatingen, met het onderzoek van ongevallen; hij is ten andere belast met het toezicht van de fabrieken, de magazijnen en het vervoer, alsook met den contrôle van den verkoop.

Gedurende lange maanden na den wapenstilstand heeft de volstrekte anarchie geheerscht in zake springstoffen, eenerzijds door het gemis aan overeenstemming en de onmacht der openbare besturen. Het opzicht heeft dezen staat van zaken moeten bestrijden en is tot een bijna normalen toestand gekomen.

Een groot gedeelte der bedrijvigheid van het opzicht is sinds den wapenstilstand door gelegenhedswerk opgeslorpt geworden :

1^o De terug instaatstelling van fabrieken en van vele magazijnen;

2^o Het onderzoek der aanvragen betreffende de buitengewone werken veroorzaakt door den oorlog :

Slechtting van gebetonneerde schuilplaatsen in de verwoeste streek;

Opruiming der wrakken;

Heroprichting der kunstwerken;

Uitrukken der boomstronken van de wouden, door de Duitschers ontgind;

Werkplaatsen voor de vernieling der kardoezen;

3^o Hulp aan den Krijgsrecuperatiedienst voor het opzoeken van gevaarlijke amunietie, in al de hoeken van het land verlaten.

In dezelfde gedachtenvolgorde, onderzoek der te nemen voorzorgen ten opzichte van verloren obussen in het schroot geleverd aan nijverheidsinrichtingen

4° Herziening van al de vervoertoeelingen van springstoffen, opgelegd bij Koninklijk besluit van 15 Juli 1919; hetzelfde Koninklijk besluit laat in principie het vervoer *per automobiel* toe; het opzicht heeft een voorloopig programma der hoofdzakelijke voorwaarden, die het automobielmateriaal moet vereenigen, opge-maakt, zeven nijveraars hebben het reglementair materieel laten maken en gebruiken het standvastig.

XII. — *Geologische Dienst.*

De Geologische Dienst is geleid door een ingenieur van den dienst der mijnen. Het tweehonderd zes en twintigste en laatste blad van de Kaart is uitgegeven geworden.

De Geologische Raad, die voorgezeten is door den directeur-generaal der mijnen en wiens secretaris de directeur van den Geologischen Dienst is, heeft het opmaken der regels van eene nieuwe uitgave van eene gedetailleerde Geologische Kaart vervolgd: 53 van de 266 bladen van de eerste uitgave zijn uitgeput.

De bedrijvigheid van den Geologischen Dienst is opnieuw normaal geworden, wat betreft het verzamelen der sondagegalen en tijdelijke doorsneden.

Dank zij de hulp der medewerkers, is het mogelijk geweest, gedetailleerde nota's over de geologische vorming der weinig gekende streken of bijzonder belangrijk voor de aanstaande uitgaven der kaart te vereenigen.

XIII. — *De industriele heropbouw van het land.*

De mijn ingenieurs houden zich op de hoogte van den industrieelen toestand van het land, werken mede aan de onderzoeken en commissies ingesteld met het doel dezen heropbouw te bestudeeren.

Het Nijverheids- en Beroepsonderwijs.

Tot nu toe bestaat er in België geen wet op het nijverheids- en beroepsonderwijs. Nochtans is de te volgen proceduur aan zekere regels onderworpen.

In principie sticht de Regeering niet rechtstreeks nijverheids- en beroepscholen; zij laat de zorg deze instellingen te stichten over aan gemeente- en provinciebesturen en aan particulieren. Tot nog toe is er slechts afstand gedaan van dit principie voor het Beroepsmuseum van Morlanwelz, dat als eene Staatsinstelling kan aanschouwd worden.

De Wetgevende Kamers stellen jaarlijks de noodige credieten ten dienste van de Regeering om haar toe te laten toelagen aan de nijverheids- en beroepscholen te verleenen.

Deze enkele punten toonen ons het Bestuur van het Nijverheids- en Beroepsonderwijs als een zuiver bestuurlijke dienst, wiens doel zich bepaalt tot het aanmoedigen door middel van toelagen en, indien noodig, initiatieven uit te lokken en aan de oprichters den noodigen raad te geven in het opmaken van reglementen

en programma's voor de vorming van het onderwijzend personeel en de aanwerving der leerlingen der inrichtingen voor technisch onderwijs.

Gedurende het oorlogstijdperk, als voor dit van vóór den oorlog, beliepen de Staatstoelagen tot een derde van het bedrag der uitgaven, indien de leergangen zuiver theoretisch waren, en tot de twee vijfden van het bedrag der uitgaven, indien de theoretische leergangen aangevuld waren met handenarbeid. De Staat steunde niet voor bouw-, huur- of onderhoudskosten; hij nam echter de helft der gereedschappenkosten te zijnen laste.

Sinds den wapenstilstand zijn de volgende wijzigingen in het regiem der nijverheids- en beroepsscholen gebracht :

1^o Er is besloten geworden in de bouwkosten van *nieuwe lokalen* tusschen te komen en in de huurkosten van de oude en nieuwe instellingen.

Het bedrag van de Staatstusschenkomst is vastgesteld geworden op een derde van de uitgaven.

In de begrooting, voor 1921, van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading (Bestuur van het Nijverheids- en Beroepsonderwijs) staat een eerste crediet van 500,000 frank voor den post waarvan spraak is.

2^o Een nieuw barema der wedden van het onderwijspersoneel is bij ministerieel besluit van 10 Januari 1920 vastgesteld geworden.

Hetzelfde besluit heeft de Staatstusschenkomst in de uitgaven voor de wedden van het onderwijspersoneel verhoogd. Deze tusschenkomst is van 40 % in plaats van een derde voor de theoretische leergangen en 50 % in plaats van twee vijfden voor de theoretische en praktische leergangen. Nochtans blijft de Staatstusschenkomst in de wedden van de leeraars, die in gemeenschap leven, op een derde en op de twee vijfden zooals voorheen bepaald.

Dit nieuwe barema, alsook deze vermeerdering van tusschenkomst heeft aanzienlijk de credieten, ten dienste gesteld van het Bestuur van het nijverheids- en beroepsonderwijs, vermeerderd. Deze, welke in 1914 (art. 13) 3,439,352 frank (met bijgevoegde credieten) beliepen, bedragen in 1920 (artikel 14) 9 miljoen 804,000 frank.

3^o Een organisatorisch wetsvoorstel voor het Nijverheids- en Beroepsonderwijs is op het oogenblik onderworpen aan de beraadslagingen van den Hoogen Raad van het technisch onderwijs. De studie van dit ontwerp, opgemaakt door een sub-commissie van den Raad, is op het oogenblik aan de discussie van de algemeene vergadering van gezegden Raad onderworpen.

Voor 1920 zal het Bestuur van het Nijverheids- en Beroepsonderwijs toelagen moeten verleenen aan 639 inrichtingen, die zich als volgt verdeelen :

Onderwijs voor jongens.

Hoofdscholen	17
Nijverheidsscholen	95
Nijverheidsleergangen	12
Teekenscholen en -leergangen.	50
Handels- en taalleergangen.	25
Beroepsscholen en -leergangen	103
Leerlingenwerkplaatsen	4
Weefscholen en weefleergangen voor leerjongens	12

Onderwijs voor meisjes.

Beroepsscholen	45
Beroepshuishoudscholen	7
Huishoudberoepsscholen	21
Oefenleergangen en werkplaatsen.	99
Huishoudscholen en -klassen	149

Samenvatting der toelagen voor het Nijverheids- en Beroepsonderwijs.

1914 : 2,639,000 frank.

1919 : 3,313,000 + 1,734,000 frank (achterstallige uitgaven).

1920 : 10,195,000 frank.

1921 : 10,896,000 frank.

Dit cijfer van ongeveer 11 miljoen stelt één vijf en twintigsten voor van de uitgaven gedaan voor het onderwijs in ons land.

**Toestand van de schoolbevolking der technische scholen
op 31 December 1920.**

Aard der instelling.	Aantal instellingen.	Aantal leeraars.	Aantal meisjes.	Aantal jongens.	Aantal afgeleverde bewijzen.
Beroepsscholen voor meisjes	45	640	6,593	85	940
Huishoudberoepsscholen	21	217	1,681	—	165
Beroepshuishoudscholen	7	41	585	—	59
Beroepsleergangen voor meisjes	51	248	3,349	145	238
Oefenwerkplaatsen voor meisjes	48	208	3,053	—	67
Huishoudscholen	48	112	1,415	—	115
Huishoudklassen	99	223	3,361	—	102
Huishoudklassen gehecht aan lagere scholen	2	4	56	—	—
Hoogere scholen	17	322	67	2,549	223
Nijverheidsscholen	95	1,346	2,728	27,879	1,649
Nijverheidszondagleergan- gen	12	121	352	2,499	135
Nijverheidsteekenschool	27	124	11	1,959	33
Nijverheidsteekenleergan- gen	23	96	67	1,521	104
Handels- en taalleergangen	25	298	2,062	5,918	827
Scholen voor kunstambach- ten	9	159	28	2,952	117
Beroepsscholen voor jon- gens	30	957	162	12,596	756
Beroepsleergangen voor jongens	14	103	85	1,023	74
Oefenwerkplaatsen voor jongens	4	28	166	350	33
Weefoefenwerkplaatsen	12	31	—	381	66
	<u>639</u>	<u>5,278</u>	<u>25,815</u>	<u>59,857</u>	<u>5,697</u>

Het Arbeidsambt in 1920-1921.

De volgende opsomming zal eene gedachte geven van de bedrijvigheid van het Arbeidsambt.

EERSTE AFDEELING.

Dagelijksch werk (Bestendig).

Uitvoering van de wet van 21 Maart 1898 op de vakvereenigingen, namelijk bevattende :

- a) Nazicht der rekeningen en opmaking der statistieken van de vakvereenigingen ;
- b) Verleening van toelagen ;
- c) Likwideering van ontbonden vereenigingen ;
- d) Verleening van syndicale eere teekens ;
- e) Voorbereiding van het aan de Kamers voor te leggen verslag.

Bijzonder werk.

Herziening van de wet van 31 Maart 1898.

TWEEDE AFDEELING.

Verrichte arbeid.

I. — *Werkrechtcrsraden.*

- a) Opmaken van een weddenbarema voor de griffiers der werkrechtcrsraden ;
- b) Koninklijk besluit en uitvoeringsmaatregelen betreffende de toepassing van dit barema ;
- c) Samenstelling van de Commissie tot heroprichting der werkrechtcrsraden ;
- d) Voorafgaandelijke onderzoeken voor de stichting van werkrechtcrsraden ;
- e) Stichting van een werkrechtcrsraad te Couvin ;
- f) Stichting van een opzichtsdiensl voor de griffiën van de rechtsgebieden der werkrechtcrsraden ; bezoeken en verslagen.

2. — *Nijverheids- en Arbeidsraden.*

Bijeenroeping der bevoegde afdeelingen :

- a) Voor de aanduiding der afgevaardigden bij het mijnopzicht ;
- b) Voor advies in zake het vraagstuk der sanitaire voogdij voor aankomelingen van den arbeid ;
- c) Voor advies van het ontwerp van Koninklijk besluit voorschrijvende de eerste zorgen te geven aan slachtoffers van arbeidsongevallen.

3. — *Verscheidene.*

- a) Toepassing van de wet, aan de gemobiliseerde arbeiders het behoud van hun ambt verzekerende ;
- b) Herinrichting van den Hoogeren Arbeidsraad.

In gang zijnde werken.

- a) Herziening van de wet op de Werkrechtersraden ;
- b) Wetsvoorstel op de scheids- en verzoeningsraden ;
- c) Wetsvoorstel op het ambtscontract.

DERDE AFDEELING.**Verricht werk**

- a) De wet op den achturendag ;
- b) Het Koninklijk besluit wijzigende het Koninklijk besluit van 1 Maart 1914 tot regeling van het bedrijf der vertoonzalen, rinkings, open velodromen, enz. (9 Augustus 1920) ;
- c) De Koninklijke besluiten op tarief stellende de proeven van tuben bestemd om vloeibaar of samengeperst gas te bevatten (1 September en 12 November 1920) ;
- d) De Koninklijke besluiten tot wijziging van zekere klasseeringsrubrieken :
 - a) Vlasroting (12 Juni 1920) ;
 - b) Kunstzijde (5 November 1920) ;
 - c) Bewaarplaatsen van ontvlambare stoffen (5 November 1920) ;
 - d) Fabricage van olie en vetten (31 December 1920) ;
 - e) Zagerijen en houtbewaarplaatsen (31 December 1920) ;
- e) Het Koninklijk besluit het recht afschaffende 's Zondags morgens het personeel van detailmagazijnen en haarkapperswinkels te Brussel en omgeving te gebruiken (30 December 1920) ;
- f) Het Koninklijk besluit wijzigende en aanvullende artikel 19 van het Koninklijk besluit van 29 Januari 1863, betreffende de bewaking der geclasseeerde instellingen (28 April 1921).

In gang zijnde zaken.

a) Ontwerp van Koninklijk besluit verbiedende het vervoer op den rug in de havens van lasten zwaarder dan 101 kilogram (raadpleging der colleges die geroepen zijn hun advies te geven);

b) Ontwerp van Koninklijk besluit de regeling uitbreidende van de wet op den vrouwen- en kinderarbeid, het gebruik der kinderen van minder dan 16 jaar in de schouwburgen, music-halls, dansings, nachtbars verbiedende (raadpleging der colleges);

d) Ontwerp van Koninklijk besluit tot van kracht stelling in de spijshuizen en drankhuizen van de wet op den kinder- en vrouwenarbeid en regelende den nacht- arbeid van meerderjarige vrouwen in deze instellingen;

e) Voorafgaandelijke studie van een wetsontwerp op de Zondagsrust in de pers;

f) Ontwerp van Koninklijk besluit ter vervanging van het Koninklijk besluit van 29 Januari 1863 betreffende de politie der instellingen geclasseerd als gevaarlijk, ongezond en hinderlijk (herschikking der tekst opgemaakt door de tusschenministerieele commissie);

g) Voorbereidende studie voor een wetsontwerp tot verplichting van een loonboekje voor de arbeiders;

h) Te nemen maatregelen en studies met het oog op de arbeidsconferentie van Geneve;

i) Wetsontwerp bekrachtigende de overeenkomsten van Washington;

j) Voorbereidende studies voor het in werking treden van de wet op den acht- urendag.

Het ambt voor ambachten en neringen.

Het ambt voor ambachten en neringen, ingesteld bij Koninklijk besluit den 25^{en} Maart 1908 (zie Bulletin van het ambt voor handel en ambachten, n° 11, 1908), telt drie afdelingen, die zich de werkzaamheden verdeelen, hun gegeven door het Koninklijk besluit dat het ambt oprichtte.

EERSTE AFDEELING.**Leerlingwezen.**

Het reglement der leerlingenbeurzen, aangenomen door den Heer Minister Francotte den 29^{en} Juni 1906 en toegepast tot 15 Januari 1920, is gewijzigd geworden door den Heer Minister Wauters : de beurzen toegekend aan de jonge lieden (jongens en meisjes), met vrucht het eindexamen van den leertijd afleggend, zijn gebracht geworden van 100 frank op 125, 150, 175 of 200 frank naar gelang den uitslag van de proef.

De jaarlijksche premies aan de patroons-opvoeders zijn van 50 op 100 frank gebracht.

In den laatsten tijd is een type-contract voor den leertijd, toepasselijk op de leerlingen die een beurs hebben, opgemaakt door het Ambt voor ambachten en neringen.

Sinds den wapenstilstand zijn de jaarlijksche toelagen, verleend aan de secretariaten voor leertijd, insgelijks verhoogd. Zij verschillen naar gelang de gemaakte propagande en bedrijvigheid gedurende het afgelopen dienstjaar.

Sinds 1919 zijn er verschillende secretariaten voor leertijd gesticht geworden door toedoen van het Ambt, en niettegenstaande de ongunstige voorwaarden voortspuitende uit den oorlog en de economische crisis, is het aantal leercontracten, gesloten door bemiddeling der secretariaten, met twee en twintig grooter geweest dan dit van het jaar 1913.

In den loop van het dienstjaar 1920 zijn er zes nieuwe secretariaten gesticht, wat hun aantal op 73 brengt.

Het leeren per contract is tot nog toe in 68 verschillende beroepen ingericht geweest.

Het ambt voor ambachten en neringen is in gedurende aansluiting met de secretariaten voor leertijd om deze te helpen in de verwezenlijking van hun programma vastgelegd door het reglement van deze instellingen. Het Departement vaardigt op het eindexamen van den leertijd ambtenaars af, die ter plaatse kennis nemen van de arbeids- en leermethoden in de verschillende ambachten en streken van het land.

Beroepstentoonstellingen.

Het Ambt voor ambachten en neringen houdt niet op, de tentoonstellingen met leerrijk karakter aan te moedigen, waarop de voortbrengst en arbeid van ambachtslieden, behorende tot denzelfden stiel, zijn tentoongesteld om den naijver op te wekken. Deze tentoonstellingen schijnen te hervatten. In 1920, namelijk, heeft het Ambt een aanzienlijke toelage verleend aan de Internationale Tentoonstelling van den haartooi en de modenijverheden die er aan verbonden zijn, welke te Brussel is gehouden geworden; wedstrijden tusschen patroons en werklieden werden er ingericht.

Beroepswedstrijden.

De beroepswedstrijden, jaarlijks ingericht door de vereenigingen die belang hechten aan de beroepkunst, die gedurende den oorlog onderbroken werden, schijnen eveneens te hernemen. In 1920 heeft de provinciale syndicale Kamer der beroepskunsten te Gent een zeer belangrijken wedstrijd geopend, die gesteund werd door het Departement, de provincie en de stad. Het programma van den wedstrijd voor 1921 is zooeven uitgegeven.

Beroepsmusea.

Daar de beroepsmusea een der meest aantrekkelijke vormen van het onderwijs der ambachten zijn, spant het Ambt zich in, ze door raadgevingen en toelagen

aan te moedigen. Er bestaan beroepsmusea te Brugge, Gent, Kortrijk, Doornik, enz. Het Museum van het boek heeft in Maart l. l. zijn XV^{en} verjaaring gevierd. Te dier gelegenheid heeft het eene tentoonstelling der werken van de verschillende scholen van het land en het buitenland ingericht.

Bulletijn van het Ambt voor Ambachten en Neringen.

Het publiceeren van de wettelijke teksten en der studies die den handel en de ambachten aanbelangen, de verslagen van congressen, het verbreiden der gedachten over vereeniging en het bewijzen van het nut van den oefentijd en het beroepsonderwijs ten voordeele der ambachtslieden geschiedt door middel van het *Bulletijn voor Ambachten en Neringen*.

Sinds het jaar 1920 is dit bulletijn eveneens in het Nederlandsch uitgegeven, zonder dat men het gewoon personeel van het Ambt heeft moeten vermeerderen. De Nederlandsche uitgave telt evenveel abonnementen als de Fransche.

Beroepsbibliotheken.

Het ambt gaat voort met het aanmoedigen, door toelagen en boekdocumentatie, van de stichting van beroepsboekeringen in den schoot van vereenigingen, oefentijdsecretariaten en gereedschapssyndicaten.

Hooge Raad voor Ambachten en Neringen.

Sinds den wapenstilstand heeft de Hooge Raad voor Ambachten en Neringen een wetsontwerp betreffende het verleenen van crediet aan de klein handeldrijvende en nijverige burgerij opgemaakt; hij heeft een wetsontwerp op het handelsregister gereed gemaakt; hij heeft opnieuw een wetsontwerp op de handelspolitie, voorheen door dit College aanvaard en in de Kamer der Volksvertegenwoordigers neergelegd in 1912, onderzocht; de Raad heeft bovendien advies gegeven over de herinrichting van de oefentijdsecretariaten en den wensch aan den Heer Minister uitgedrukt strekkende tot het vragen van een oplossing van het vraagstuk van het bezit van het handelsfonds, de verlenging der handelshuren, de beperking der huishuren, het recht op voorkeur of het recht op vergoeding ten voordeele van den verhuizenden huurder.

Economische- en beroepsvereenigingen.

Het ambt heeft voor zending, de inlichtingen over vereenigingen van economische belang, gevormd tusschen ambachtslieden, kleine patroons en voortverkoopers, te verzamelen en samen te voegen. Opgaven zijn gepubliceerd geworden in 1908, 1910 en 1912. Inlichtingen over de syndicale beweging in den handel en de ambachten worden geregeld in het *Bulletijn van het Ambt* medegedeeld.

TWEEDE AFDEELING.

Beroepsleergangen.

Zooals vóór den oorlog heeft het Ambt voor Ambachten en Neringen de bijkomende middelen voor verbetering bestudeerd en uitgelokt ten voordeele van ambachtslieden, kleine patroons, leerlingen van beider hunne door het instellen van bijzondere leergangen voor de verschillende stielen.

Gedurende het tijdperk tusschen 1 October 1919 en einde December 1920, zijn 106 tijdelijke leergangen geldelijk gesteund geweest, ongeveer 1240 lessen voorstellende.

Inrichting van het crediet.

Vier en twintig credietinstellingen zijn bij Koninklijk besluit aanvaard geworden ten einde voorschotten te doen op handelsfondsen en facturen te escompteren overeenkomstig de wet van 25 October 1919 op het beroepscrediet ten voordeele van de kleine handeldrijvende en nijverheidsburgerij en het uitvoerend Koninklijk besluit van 15 Januari 1920.

DERDE AFDEELING.

Verbetering van het mecanische outillage.

Het Ambt voor Ambachten en Neringen belastte, vóór den oorlog, zijne ingenieurs met de inrichting van voordrachten, vergezeld van practische oefeningen met behulp van een materieel toevoorende aan den Staat, ten einde aan de kleine patroons en de ambachtslieden de voordeelen van het mecanische gereedschap te doen inzien. Dit laatste is niet alleen aan te bevelen onder oogpunt van doelmatigheid der voortbrengst, maar ook onder oogpunt van hygiëne.

Eene kleine toelage (5 % van het bedrag der uitgave met een maximum van 100 frank) werd verleend aan de kleine voortbrengers die machienen kochten. De tusschenkomst van den dienst was vooral doeltreffend onder oogpunt van technische raadgevingen die kosteloos gegeven werden aan de belanghebbenden, wat aangaat de oprichting van hunne mecanische instelling.

Onmiddellijk na den wapenstilstand waren de machienen zeldzaam en daardoor buitengewoon duur, zoodat er eene vermindering is in de zaken behandeld door de 3^e afdeeling.

Nochtans herneemt de aankoop van werktuigen-machienen uit oorzaak van de vermindering van den koopprijs en de bezoeken, gebracht aan de belanghebbenden door de ingenieurs van het Ambt, worden talrijker.

Er bestaat dus reden om den aankoop van werktuigen-machienen verder geldelijk te steunen en het stelsel van geldelijke tusschenkomst zou kunnen onderzocht worden, zoodra de instelling van het crediet ten voordeele van de klein-nijveraars in haar verwezenlijkingsphase is getreden.

De technische afdeling van het Ambt gaat voort met het volledigen van hare documentatie over de verbeteringen gebracht aan de constructie van machines die bijzonderlijk dienen voor de kleine nijverheid.

Wat in voorbereiding is

Buiten de voortzetting van zijne werkzaamheden die het doel vormen van zijn bestaan, stelt het Ambt voor Handel en Ambachten zich voor :

1° De mogelijkheid te onderzoeken om den oefentijd doeltreffender en algemeener te maken, 't zij door het invoeren van den verplichten oefentijd of ten minste door het verplichte oefentijdcontract voor de jonge lieden die op stiel gaan. Dit vraagstuk zal onderworpen worden aan de beraadslagingen van den Hoogen Raad voor Handel en Ambachten ;

2° Het aantal beroepsmusea in verschillende centra van het land te vermenigvuldigen ;

3° De kunstambachten te doen herleven, die vooral uitgevoerd werden door de middenklasse ;

4° De bestudeering, na de stemming van een wet het crediet aan de middenklasse inrichtend, van de middelen tot verwezenlijking van dit crediet ;

5° De middelen op te sporen om de groepen van kleine patroons en ambachtlieden te doen deelnemen aan aanbestedingen van ondernemingen en leveringen voor den Staat.

De Verslaggever,
DE BRUYNE.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

(BIJLAGEN VAN N^o 381)

TABEL IX.

NIJVERHEID, ARBEID.

Amendementen voorgesteld door de Begrootingscommissie.

Gewone uitgaven.

Artikelen	TEKST.	Aan- gevraagd crediet.	Voorge- steld crediet.	AMENDEMENTEN.
2	Jaarwedden en vergoedingen van de ambtenaars, beambten en dienstlieden met inbegrip van eene som van 265,000 fr. voor veranderlijken duurtetoeslag).	2,450,000	2,185,000	Verminderd met (Duurtetoeslag) door overdracht op de Buitengewone Begrooting. 265,000
15	Toezicht op het nijverheids-, beroeps-, handels- en huishoudkundig onderwijs. Jaarwedden, vergoedingen en reiskosten, enz.	180,000	163,500	Verminderd met (Duurtetoeslag) door overdracht op de Buitengewone Begrooting. 16,500
24	Toezicht op den arbeid en de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen: personeel, enz.	1,225,000	1,132,000	Verminderd met (Duurtetoeslag) door overdracht op de Buitengewone Begrooting. 93,000
26	Geneeskundige dienst van den arbeid; personeel, enz.	314,000	297,000	Verminderd met (Duurtetoeslag) door overdracht op de Buitengewone Begrooting. 17,000
33	Bestendige Commissie tot vergemakkelijking van het onderzoek der zaken in verband met de mutualiteiten (met inbegrip... enz.)	48,000	43,200	Verminderd met (Duurtetoeslag) door overdracht op de Buitengewone Begrooting. 4,800
44	Mijnraad; personeel. Jaarwedde, enz.	127,500	122,000	Verminderd met (Duurtetoeslag) door overdracht op de Buitengewone Begrooting. 5,500

Artikelen	TEKST.	Aan- gevraagd crediet.	Voorge- steld crediet.	AMENDEMENTEN.
46	Mijnkorps : Jaarwedden, enz.	1,281,500	1,196,200	Verminderd met 85,300 (Duurtetoeslag) door over- dracht op de Buitenge- wone Begrooting
47	Afgevaardigde werklieden bij het mijntoezicht, enz. . . .	350,000	303,000	Verminderd met 47,000 (Duurtetoeslag door over- dracht op de Buitenge- wone Begrooting.
49	Toezicht op de ontplofbare stoffen : Jaarwedden, enz. .	77,500	72,700	Verminderd met 4,800 (Duurtetoeslag door over- dracht op de Buitenge- wone Begrooting.
51	Dienst der aardkunde : Jaar- wedden, enz.	134,800	119,800	Verminderd met 15,000 (Duurtetoeslag) door over- dracht op de Buitenge- wone Begrooting.

N. B. — Op artikel 3 bedraagt de geraamde vermindering 18,000 frank. Deze vermindering spruit voort uit de ontslagneming van 6 Regeeringsraden : het ontslag van den 7^e Regeeringsraad kon niet worden aangenomen, omdat hij, lid zijnde van den Behcerraad van het Internationaal Arbeidsbureau, te Geneve, als verbindingsagent dient tusschen deze laatste instelling en het Departement.

De Regeering zal een amendement indienen om, in verhouding tot deze vermindering, het crediet in te krimpen, dat voor het dienstjaar 1921 voorkomt op het Begrootingsontwerp van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

BIJLAGE I.

Door het zenden van een rondschrift van of door bezoeken ter plaats, herinnert het Ministerie van Nijverheid en Arbeid de overheden en instellingen, die met de uitvoering der wet van 20 Augustus op de onderdomspensioenen belast zijn, er op geregelde tijdstippen aan, dat zij, met het oog op de belangen die op het spel staan, de pensioenaanvragen met den grootst mogelijken spoed moeten onderzoeken.

Op geregelde tijdstippen ook, wordt hun gevraagd aan het Departement het getal op te geven van de aanvragen die door de belanghebbenden, de controleurs der belastingen, of de gemeentebesturen werden ingezonden en van de aanvragen die aan de controleurs, de gemeentebesturen of de Gouverneurs werden overgemaakt.

I. — Gemeentebesturen.

Hier volgt een eerste tabel waarin per provincie op 15 Mei 1921 wordt opgegeven :

- a) Het gezamenlijk getal aanvragen die bij de Gemeentebesturen inkwamen ;
- b) Het gezamenlijk getal aanvragen die door de Gemeentebesturen aan de controleurs der belastingen werden overgemaakt ;
- c) Het gezamenlijk getal aanvragen die, nadat een beslissing was genomen, door de controleurs der belastingen, aan de Gemeentebesturen werden teruggezonden ;
- d) Het gezamenlijk getal aanvragen die door de Gemeentebesturen aan de Gouverneurs werden overgemaakt.

Provinciën.	Getal gemeenten die inlichtingen hebben verstrekt.	A.	B.	C.	D.
Antwerpen.	108	17,684	11,448	2,906	2,485
Brabant	238	31,215	26,449	8,962	7,618
West-Vlaanderen.	174	19,182	16,761	1,647	997
Oost-Vlaanderen	199	27,977	24,788	7,563	6,290
Henegouw.	349	32,598	29,189	11,300	8,891
Luik	263	23,503	22,026	11,233	10,213
Limburg	135	5,956	5,729	68	23
Luxemburg	188	4,602	4,593	869	721
Namen.	255	9,187	9,008	3,060	2,622
Ingekomen inlichtingen, zonder aanduiding der gemeente	21	1,740	1,701	675	571
TOTAAL voor geheel het Rijk	1,930	173,644	151,692	48,283	40,431

II. — Controleurs der belastingen.

Op 30 April 1921 (die inlichtingen worden slechts rond den 10^{en} der maand aan het Departement verstrekt) hadden de controleurs der belastingen 145,575

pensioensaanvragen van de Gemeentebesturen ontvangen; zij hadden er 51,966 onderzocht en over 40,152 er van uitspraak gedaan.

III. — Gewestelijke Commissiën voor de ouderdomspensioenen.

De Gewestelijke Commissiën voor de ouderdomspensioenen werden er om verzocht aan het Departement een tabel te leveren, waarin eenerzijds de ingekomen voorzieningen in beroep en anderzijds de voorzieningen waaromtrent uitspraak werd gedaan zouden vermeld worden.

Op 30 April 1921, hadden 25 Commissiën de gevraagde inlichtingen verstrekt.

Ingezonden voorzieningen :

1° Door de belanghebbenden	664
2° Door de Gemeentebesturen	328
3° Door de Gouverneurs	304
TOTAAL.	1,296

Voorzieningen waaromtrent uitspraak werd gedaan :

1° Door de belanghebbenden aangelegd.	105
2° Door de Gemeentebesturen aangelegd	275
3° Door de Gouverneurs aangelegd	59
TOTAAL.	439

Op 15 Mei 1921 hebben 28 Commissiën dezelfde inlichtingen verschaft :

Ingezonden voorzieningen :

1° Door de belanghebbenden	1,386
2° Door de gemeentebesturen.	385
3° Door de Gouverneurs	317
TOTAAL.	2,088

Voorzieningen waaromtrent uitspraak werd gedaan :

1° Door de belanghebbenden aangelegd.	303
2° Door de gemeentebesturen aangelegd	199
3° Door de Gouverneurs aangelegd	162
TOTAAL.	664

Sommige Commissiën hebben het gezamenlijk aantal voorzieningen waaromtrent uitspraak werd gedaan niet opgegeven, doch slechts het getal gedurende de laatste twee weken genomen beslissingen aangeduid.

IV. — Provinciegouverneurs.

De onderstaande tabel vermeldt voor elke provincie het getal aanvragen die op 15 Mei 1921 bij de Gouverneurs waren ingekomen en het getal aanvragen die,

voor beroep, op hetzelfde tijdstip, aan de Gewestelijke Commissiën voor de ouderdomspensioenen waren overgemaakt.

	Gezamenlijk getal aanvragen	
	van de gemeentebesturen ontvangen.	voor beroep naar de Gewestelijke Commissiën verzonden.
Antwerpen	1,209	38
Brabant	3,996	89
West-Vlaanderen	863	16
Oost-Vlaanderen	5,633	180
Henegouw	7,266	1,013
Luik	7,793	380
Limburg	—	—
Luxemburg	436	55
Namen	2,165	85
TOTAAL	<u>29,361</u>	<u>1,856</u>

V. — De onderstaande tabel bevat per provincie het getal aanvragen die op 29 Mei 1921 bij den dienst voor Maatschappelijke Verzekering en Voorzorg waren ingekomen om vereffend te worden.

Antwerpen	1,721
Brabant	3,390
West-Vlaanderen	366
Oost-Vlaanderen	2,059
Henegouw	2,264
Luik	5,573
Limburg	—
Luxemburg	569
Namen	1,240
TOTAAL	<u>17,182</u>

De dienst der ouderdomspensioenen heeft alle nuttige maatregelen getroffen om de pensioenbrieven te maken en te verzenden naarmate de aanvragen inkomen.

Op 29 Mei werden 11,000 pensioenbrieven aan de gemeentebesturen gezonden om aan de rechthebbenden afgeleverd te worden.

BIJLAGE II.**Koninklijke besluiten met betrekking op het Crisisfonds.**

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

EERSTE TITEL.**Plaatselijke en gewestelijke werklozenfondsen.**

EERSTE ARTIKEL. — De provinciën en de gemeenten worden er toe verzocht de werklozenverzekering te steunen met gemeentelijke en tusschengemeentelijke Werklozenfondsen tot stand te brengen en daaraan tegemoetkomingen te verleenen.

ART. 2. — De Staat zal ten bedrage van 50 t. h. in de bestuurskosten van bedoelde Fondsen, zoover hij de statuten en de inrichting goedkeurt, tegemoet komen. Hij mag, bovendien, zoo hij het noodig acht zekere buitengewone door de Fondsen gedane uitgave te zijnen laste nemen.

ART. 3. — Ieder kwartaal wordt er aan de door de gemeentefondsen en den Staat aangenomen werklozenkassen, die zich aan de controle van openbare machten onderwerpen, een tegemoetkoming verleend ten bedrage van 50 t. h. der door de leden gestorte bijdragen; de bijdrage, nochtans, die voor de seizoen-bedrijven hooger loopen dan 75 centimes per week en voor de andere hooger dan 50 centimes per week, zullen slechts ten beloope dezer sommen in aanmerking worden genomen.

ART. 4. — Te beginnen van 1 Januari 1921, zullen de door den Staat aan de werklozenkassen uit dien hoofde verleende sommen op dier krediet worden ingeschreven om naar gelang der behoefte te worden uitgekeerd. In alle geval zullen zij jaarlijks op dit krediet de noodige som mogen heffen om hun bestuurskosten, ten beloope van 1 frank per lid, te betalen.

ART. 5. — Wanneer de reserves van een kas het zesdubbel van het gemiddelde der gedurende de laatste vijf jaar geïnde bijdragen zullen hebben bereikt, zullen de Staatstegemoetkomingen worden geschorst of verminderd in dier voege dat bedoeld quantum niet wordt overschreden.

TITEL II.

Nationaal krisisfonds.

ART. 6. — In afwachting dat de aangelegenheid bepaaldelijk bij een wet wordt geregeld, wordt er door Ons een « Nationaal Krisisfonds » tot stand gebracht, er mée belast steun te verleenen aan de bij een aangenomen werkloozenkas aangesloten werkloozen, die door de nijverheids crisissen mochten zijn getroffen en door hun vereeniging verleende vergoedingen en voordeelen niet meer mochten genieten.

ART. 7. — Dit Fonds wordt door een door Ons benoemden beheerraad beheerd en werkt overigens zelfstandig onder de kontrole van den Staat. De inrichting er van zal bij een bijzonder koninklijk besluit worden geregeld.

ART. 8. — Het wordt gestijfd door de Staatstegemoetkomingen, de opbrengst van inschrijvingen en al de door werkgevers en anderen vrijwillig bijgedragen sommen.

ART. 9. — De tegemoetkomingen van het Nationaal Krisisfonds worden verleend :

1° Aan de verzekerde werkloozen, die den voorgeschreven wachttijd hebben voltrokken en hun recht op vergoedingen uit hun werkloozenkas hebben uitgeput;

2° Aan de verzekerde werkloozen, die den voorgeschreven wachttijd hebben voltrokken en aangesloten zijn bij kassen welker geldmiddelen zijn uitgeput;

3° Aan de verzekerde minstens sinds drie maand bij een werkloozenkas aangesloten in wachttijd zijnde leden. (Deze maatregel zal op 31 Maart 1921 ophouden van kracht te zijn.)

ART. 10. — Het bedrag der door het Krisisfonds verleende tegemoetkomingen is hetzelfde als het bij de statuten de werkloozenkas voorzien vergoedingsbedrag. Het mag nochtans niet hooger loopen dan tot 3 frank per arbeidsdag. Bovendien wordt er een dagelijksche bijslag van 60 centiemen verleend aan de vrouw, die niet uit werken gaat, alsmede aan elk kind beneden 14 jaar. De kinderbijslag wordt echter niet verdubbeld doordien vader en moeder, beiden als werkloozen tegemoetkomingen van het Fonds genieten.

ART. 11. — De werkloozenkassen zullen in de uitgave ten beloope van 15 t. h. moeten tegemoet komen; de gemeenten die hun onderhoorigen de voordeelen van het Krisisfonds verlangen te zien genieten, ten beloope van 10 t. h. Het aandeel der kassen wordt op de bij artikel 3 van dit besluit bedoelde tegemoetkomingen ingehouden.

ART. 12. — De krisistegemoetkomingen worden betaald :

a) In geval van meer dan een week voortdurende werkloosheid, te beginnen van den eersten dag;

b) In geval van tusschentijsdsche werkloosheid (short time) onder aftrekking van een dag per week.

ART. 13. — In geval van staking of uitsluiting worden ze opgeschorst, zoo de belanghebbende werklieden weigeren tot de bemiddeling van de bevoegde gelijkheidscommissie of van een door de wet tot stand gebrachte verzoeningsinstelling hun toevlucht te nemen of de door deze inrichtingen uitgedrukte adviezen na te leven.

Worden met voormelde adviezen gelijkgesteld de door scheidsrechters of scheidsraden genomen beslissingen.

De tegemoetkomingen van het Nationaal Krisisfonds worden aan de werklozen verleend onder de controle der werkloozenkassen of der gemeentelijke en tusschengemeentelijke Werkloozenfondsen.

Het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading heeft, te allen tijde, het recht de geschriften na te zien en onderrichtingen te geven om den goeden gang van den dienst te verzekeren.

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 30^e December 1920.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

Nationaal Crisisfonds. — Inrichting.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

HOOFDSTUK I.

Benaming, voorwerp, zetel, duur.

ARTIKEL 1. — Onder de benaming van « Nationaal Krisisfonds » wordt een bijzondere instelling tot stand gebracht, er mée belast de sommen te verzamelen,

te beheeren en uit te deelen, te zijner beschikking gesteld om in geval van nijverheidscrisis te verleen en aan de bij door den Staat aangenomen werklozenkassen aangesloten werklozen.

De zetel er van is te Brussel gevestigd.

De duur van het Fonds is onbepaald. Het kan enkel worden ontbonden bij koninklijk besluit, dat wijze en voorwaarden van de vereffening regelt.

HOOFDSTUK II.

Maatschappelijk fonds, belegging.

ART. 2. — Het Nationaal Krisisfonds wordt gestijfd door Staatsbegrotingen en, in voorkomend geval, door de opbrengst van inschrijvingen en van bijdragen door werkgevers en anderen vrijwillig bijgedragen sommen.

De beschikbare fondsen mogen worden belegd in door den Staat uitgegeven of gewaarborgde waarden, alsook, maar enkel tijdelijk, a deposito of in rekening courant bij banken of openbare instellingen.

De aan te koopen waarden en de instellingen, waarin a deposito zal worden belegd, worden aangeduid door den beheerraad, onder goedkeuring van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

HOOFDSTUK III.

Beheerraad.

ART. 3. — Het Fonds wordt beheerd door een beheerraad bestaande uit een voorzitter en uit minstens zes en hoogstens negen beheerders, van Belgische Staatsaanhouders, door den Koning voor een tijdsbestek van drie jaar benoemd.

Bij het vervallen van hun lidmaatschap zijn ze telkens onmiddellijk weer benoembaar voor een nieuw tijdsbestek van drie jaar.

Hij die tusschentijds wordt benoemd voltooit het onderbroken lidmaatschap.

Het lid van den raad er mee belast den voorzitter, bij afwezigheid of bij verhindering te vervangen, wordt door Ons aangeduid.

De aan den voorzitter en de leden van den beheerraad verschuldigde vergoedingen worden door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading bepaald. Zij worden bij de algemeene door het Fonds te dragen uitgaven gerekend.

ART. 4. — De beheerraad vergadert zoo dikwijls de omstandigheden het eischen en wordt dan bijeengeroepen door den voorzitter of door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Hij dient bijeengeroepen wanneer drie leden zulks vragen.

De tegenwoordigheid van de meerderheid der leden is noodig om tot een geldige besluitneming te kunnen overgaan.

De beslissingen worden genomen met de meerderheid der stemmen van de tegenwoordige leden. In geval van stemmenstaking behoort de beslissing aan den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Indien de raad tweemaal met een onvoldoend ledenaantal is opgekomen, wordt

er op de derde vergadering geldig beslist omtrent de ten derden male aan de dagorde gestelde aangelegenheid, welk ook het getal tegenwoordigen zij.

ART. 5. — Het lid dat, zonder wettige verontschuldiging, drie achtereenvolgende vergaderingen niet bijwoont mag uit zijn ambt worden ontslagen.

ART. 6. — De beheerraad wordt met de noodige macht bekleed om het Fonds te beheeren.

Hij treft de maatregelen er toe bestemd om de belegde fondsmiddelen terug te nemen.

Hij belegt de beschikbare sommen, overeenkomstig artikel 2, lid 2.

Hij beslist omtrent de rechtiging der werkloozenkassen tot tegemoetkomingen van het Fonds, en beslist behoudens beroep op den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, over alle geschillen, die in den schoot van plaatselijke of gewestelijke fondsen voorkomen.

Hij treft de noodige maatregelen omtrent den omslag der tegemoetkomingen.

Hij richt de controle in over het gebruik der aangeslagen sommen.

Hij is er toe gemachtigd te dien einde zijn toevlucht te nemen bij toezichts- en onderzoeksdiensten van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Hij benoemt, schorst en zet af, alle agenten of bedienden, bepaalt hun bevoegdheden, stelt hun jaarwedde, loon en vergoeding vast, die ten laste vallen van het Fonds.

Hij sluit de jaarlijkse rekeningen af en dient halfjaarlijks een verslag over zijn beheer bij den desbevoegden Minister in.

ART. 7. — De beraadslagingen van den beheerraad worden opgenomen in verslagen, die door de tegenwoordige leden dienen onderteekend en aan den Minister van Arbeid, Nijverheid en Bevoorrading overgemaakt.

De voorzitter mag de uitvoering van iedere beslissing van den raad, die hij in strijd acht met de wet of met de statuten, schorsen. Hij geeft daarvan kennis aan den Minister. Doet deze binnen de maand na de ontvangst van die kennisgeving geen uitspraak, dan treedt de beslissing in werking.

HOOFDSTUK IV.

Bestuur.

ART. 8. — De bestuurder wordt benoemd, geschorst en afgezet door den Koning, die zijn aanvangswedde vaststelt.

Deze kan door een bij de Regeering goedgekeurde beslissing van den beheerraad worden verhoogd.

Bij ontstentenis, afwezigheid of verhinderings van den bestuurder, mag de raad een zijner leden als waarnemend bestuurder aanduiden.

De bestuurder woont, met raadgevende stem, de vergaderingen van den beheerraad bij en vervult er het ambt van schrijver.

Hij is er mee belast de beslissingen van den beheerraad uit te voeren.

De dagelijkse leiding der zaken is hem toevertrouwd mits er aan den raad rekening over te geven.

Hij vertegenwoordigt het Fonds in alle handelingen omtrent bedoelde leiding en onderteekeut de bestuursbriefwisseling.

Hij leidt het werk der agenten en houdt toezicht op hun handelingen.

HOOFDSTUK V.

Kontrole en toezicht.

ART. 9. — Om het uitoefenen van het kontrolerecht van de Regeering mogelijk te maken noemt de Minister van Financiën en deze van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, elk, een regeeringscommissaris.

Deze commissarissen hebben een onbeperkt recht van toezicht op de werkzaamheden van het Fonds. Zij wonen, als zij het nuttig oordeelen, de vergaderingen van den beheerraad bij, waartoe deze ze geregeld dient op te roepen.

Zij mogen de uitvoering der beslissingen, die zij in strijd achten met de belangen van den Staat schorsen en er aan hun wederzijdschen Minister verslag over doen.

Heeft deze binnen de acht dagen na de beraadslaging geen uitspraak gedaan, dan mag de beslissing van den raad ten uitvoer worden gebracht.

De desbevoegde Minister stelt hun vergoedingen vast. Deze worden door het Fonds gedragen.

ART. 10. — Elke beginselzaak of zaak van algemeen belang wordt aan het advies onderworpen van de vaste commissie voor erkende beroepsverenigingen, gelijkheidsarbeidsbeurzen en kassen van voorzorg tegen werkloosheid.

In geval van oneenigheid met den beheerraad van het Fonds, dient bedoelde commissie daaromtrent onmiddellijk verslag te doen aan Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

HOOFDSTUK VI.

Slotbepaling.

ART. 11. — Omtrent de bij dit besluit niet voorziene gevallen, wordt door den beheerraad beslist. Deze moet zijn beslissing binnen de acht dagen, aan de goedkeuring van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading onderwerpen; zoo noodig zal daaromtrent een koninklijk besluit worden gegeven.

ART. 12. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 31^e December 1920.

ALBERT.

Van 's Konnings wege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

BIJLAGE III.

**Lijst van de werkloozenfonds en van de gemeenten die
er op 31 December 1920 bij aangesloten waren.**

PROVINCIE ANTWERPEN.

Zetel van het Fonds.	Aangesloten gemeenten.
Antwerpen.	Antwerpen, Hoboken.
Wilrijk.	Gemeentefonds.
Berchem.	id.
Mèrsem.	id.
Mortsel.	id.
Borgerhout.	id.
Brasschaet.	id.
Ranst.	id.
Schooten.	id.
Deurne.	id.
Boom.	Boom, Terhaegen, Rumps, Niel, Schelle, Hemixem, Willebroeck, Blaesvelt.
Contich.	Contich, Aertselaer, Borsbeek, Bouchout, Edegem, Hove, Linth, Reeth, Vremde, Waerloos.
Lier.	Lier, Nylen, Berlaer, Heyst-op-den-Berg, Hallaer, Gestel, Bevel, Kiekvorst, Kessel, Konings Hoyckt, Duffel, Steyem.
Eeckeren.	Oorderen, Wilmarsdonck, Santvliet, Beirendrecht, Hoe- venen, Austruweel, Capellen, Eeckeren, Stabroeck.
Turnhout.	Turnhout, Oud-Turnhout, Raevens, Moll, Veerle, Eyn- thout, Vorst, Ryckevorsel, Beersse, Vosselaer, Aren- donck, Baelen.
Herenthals.	Bouwel, Lille-St-Pierre, Oolen, Marckhoven, Norder- wyck, Vorselaer, Herenthals, Westerloo, Zoerle- Parwys.
Wuestwezel.	Wuestwezel, Brecht, Calmpthout, Esschen, Loenhout, Oostmalle, Saint-Léonard, Westmalle.

Wyneghem.	's Gravenwezel, Schilde, Halle, Oelegem, Wyneghem, Wommelghem, Brochem, Emblehen, Sint-Job in 't Goor.
Mechelen.	Mechelen, Muysen, Bonheyden, Putte, Sinte-Katelijne-Waver, O.-L.-Vrouw-Waver.
Bornhem.	Gemeentefonds.

PROVINCIE BRABANT.

Zetel van het Fonds.	Aangesloten gemeenten.
Brussel.	Brussel, Anderlecht, Auderghem, Etterbeek, Vorst, Ganshoren, Grimberghen, Elsene, Sint-Pieters-Jette, Koekelberg, Laken, Melsbroeck, Sint-Jans-Molenbeek, Neder-over-Heembeek, Ruysbroeck, Sint-Gilles, Sint-Joost-ten-Noode, Schaerbeek, Ukkel, Vilvoorde, Watermael-Boschvoorde, Lembeek, Saventhem, Assche, Sint-Agatha-Berchem, Peuthy, Huyssingen, Dieghem.
Nijvel.	Nijvel, Plancenoit.
Leuven.	Leuven, Heverlé, Wilsele, Hérent, Kessel-Loo, Lubbeek, Erps-Querbs, Coorbeek-Loo, Blanden, Huldenberg, Leefdael, Ottenbourg, Bierbeek.
Aerschot.	Aerschot.
Diest.	Diest, Testelt, Sichem, Deurne, Becquevoort, Schaffen Molenstede.
Hal.	Hal, Buysingen, Tourneppe, Sint-Pieters-Leeuw.
Thienen.	Thienen, Glabbeek, Wommersom, Hackendover, Gutsenhoven, Bost, Zétrud-Lumay, Hougacarde, l'Écluse, Meldert, Drieslinter.
Eigen-Brakel.	Eigen-Brakel, Plancenoit, Waterloo, Lillois, Wauthier-Braine.
Tweebeek.	Tweebeek, Kasteel-Brakel, Glabecq, Oiskerke, Virginal, Quenast, Rebecq-Rognon, Bierghes, Sainte, Ittre.
Waver.	Waver, Nethem, Dion-le-Mont, Ohain.
Court-St-Étienne.	

WEST-VLAANDEREN.

Zetel van het Fonds.	Aangesloten gemeenten.
Thielt.	Thielt, Oostroosbeke, Denterghem, Meulebeke, Wielsbeke, Pittem, Aerseele, Wacken, Vyve Saint-Bavon, Swevezele.

Meenen.	Meenen, Wevelghem.
Oostende.	Oostende.
Iseghem.	Iseghem, Emelghem, Ingelmunster, Lendeledede, Ledeghem, Wynckel-Sint-Eloy, Rollegghem-Capelle.
Moeskroen.	Moeskroen, Dottenijs, Luinghe, Rollegghem, Herseaux.
Wervicq.	Wervicq, Gheluwe, Comines, Gheluvelt, Warneton.
Brugge.	Brugge, Assebrouck, Sinte-Kruis, Sint-Andries, Sint-Michiel, Oostcamp, Dudzeële, Lisseweghe, Coolkerke, Sint-Joris, Distel, Ruddervoorde.
Roeselare.	Roeselare, Ardoye, Hooglede, Rumbeke.
Blankenberghe.	Blankenberghe.
Nieupoort.	Nieupoort, de Panne, Merchem, Keyem, Oostduinkerke, Ramscapelle.
Kortrijk.	Kortrijk, Waereghem, Ingoyghem, Avelghem, Hulste, Bavichove, Cuerne, Harlebeke, Sweveghem, Moen, Saint-Genois, Belleghem, Marcke, Lauwe, Heule, Gulleghem, Moorseele, Anseghem, Deerlijk, Tieghem, Vyve-Saint-Eloy, Vichte, Desselghem, Bisseghem.

OOST-VLAANDEREN.

Zetel van het Fonds.	Aangesloten gemeenten.
Eecloo.	Maldegghem, Waerschoot, Somergen, Knesselaere, Eecloo, Adeghem, Caprijcke, Bassevelde, Sint-Jan-in-Eremo, Ursel, Lembeke, Oost-Eecloo, Oostwinkel, Ursel-Sainte-Marguerite, Waterland, Oudeman, Ronsele, Saint-Laurens, Aeltre.
Gent.	Gent, Sint-Amandsberg, Ledeberg, Gendbrugge, Heusden, Mariakerke, Sint-Denys-Westrem, Sleydinge, Evergem, Lovendegghem, Oostakker Wondelghem, Destelbergen, Meirelbeke, Zwijnaerde, Landegem, Drongen.
Zelee.	Zelee, Berlaere, Overmeire, Waesmunster, Moerzeke.
Ninove.	Ninove, Neygem, Meerbeke, Altre.
Lokeren.	Lokeren, Exaerde, Dacknam.
Geeraardsbergen.	Overboelare, Nederboelare, Onkerzele, Moerbeke, Deftinge, Grimmingen, Ophasselt, Ideghem, Geeraardsbergen, Steenhuize, Santbergen, Goeffderingen, Schendelbeke.
Deynze.	Astene, Deurle, Olsene, Petegem, Asper, Wontergem, Deynze, Zulte.

Selzaete.	Wynckel-Sint-Kruis, Ertvelde, Cluysen, Wachtebeke, Moerbek, Bouchaute.
Dendermonde.	Audegem, Denderbelle, Wieze, Buggenhout, Appels, Baesrode, Dendermonde, Grembergen, Lebbeke, Mespelaere, Opdorp, Sint-Gillis, Schoonaerde.
Aalst.	Denderleeuw, Aalst, Erpe, Meire, Oordegem, Hendersen, Hofstade, Moorsel, Welle, Lede, Nieuwkerken.
Beveren.	Kieldrecht, Doel, Beveren, Nelsele, Haesdonck, Burght, Calloo, Zwijndrecht.
Sint-Nicolaas.	Sint-Nicolaas.
Tamise.	Tamise, Thielrode, Basel, Steendorp, Rupelmonde.
Wetteren.	Wetteren, Wichelen, Laerne Cherscamp, Schellebelle, Massemen, Calcken.
Ronse.	Berchem, Orroir, Quaremont, Ruyen, Ronse.
Audenaarde.	Oycke, Audenaarde, Eyne, Eenname, Neder-Eename, Bevere, Edelaere, Leupegem.
Sint-Gilles-Waes.	Sint-Gilles-Waes, Stekene, Sint-Paulus, de Clinge, Nieuwkerke, Fracene.
Sottegem.	Sottegem.
Hamme.	Hamme.

PROVINCIE HENEGOUW.

Zetel van het Fonds.	Aangesloten gemeenten.
s' Graven Brakel.	Écaussines-d'Enghien, Marche lez-Écaussines, Zinnik, 's Graven Brakel, Écaussines-Lalaing, Horrues, Henripont, Hennuyères, Ronquières, Neufvilles.
Paturages.	Boussu, Hornu, Quaregnon, Wasmuel, Autreppe, Dour, Quiévrain, Wihéries, La Bouverie, Paturages, Thulin, Frameries, Saint-Ghislain, Élouges, Angre, Wasmes, Blaregnies.
Charleroi.	Charleroi, Trazegnies, Farciennes, Roux, Jumet, Pont-de-Loup, Gosselies, Marcinelle, Gilly, Montigny-sur-Sambre, Monceau-sur-Sambre, Dampremy, Chatelet, Ransart, Courcelles, Souvret, Fontaine-l'Évêque, Couillet, Fleurus, Châtelineau, Marchienne-au-Pont, Pironchamps, Goutroux, Thiméon.
Doornik.	Doornik, Froyenne, Orcq, Lamain, Néchin, Rumillies, Estampuis, Leers-Nord
Binche.	Binche, Mont-Saint-Aldegonde, Morlanwelz, Carnières, Waudrez, Épinois, Ressaix, Haine-Saint-Pierre.

Lessen.	Lessen, Deux-Acren, Papignies, Ollignies, Bois-de-Lessines.
Edingen.	Bassilly, Edingen, Graty, Hoves, Marcq, Klein-Edingen, Petit-Rœulx-lez-Braine, Saint-Pierre-Cappelle, Silly, Steenkerque, Thoricourt.
Ath.	Maffles, Ath, Mévergnies, Irchonwelz, Moulbaix, Bouvignies, Tongres-Notre-Dame, Chièvres.
Le Rœulx.	Le Rœulx, Mignault, Bracquegnies, Thieu, Thieusies, Boussoit, Ville sur-Haine, Strépy, Péronnes, Casteau.
Leuze.	Leuze, Barry, Grandmetz, Maulde, Réclers, Gallaix, Pipaix, Thieulain.
La Louvière.	La Louvière, Houdeng-Aimeries, Houdeng-Goegnies, Haine Saint-Paul, Saint-Vaast, Trivières, Naurage.
Manage.	Chapelle, Buzet, Familleureux, La Hestre, Fayt, Gouylez-Piéton, Pont à Celles, Godar-ville, Obaix, Bois d'Haine, Senefte, Arquennes, Luttre, Manage.
Ligne.	Gemeentefonds.
Antoing.	Antoing, Hollain, Saint-Maur, Vezon, Laplaigne, Havinnes, Maubray, Péronnes, Gaurain, Ramecroix, Calonne, Bruyelles, Fontenoy, Jollain, Chereq, Vaulx, Tintignies.
Bergen.	Bergen, Cuesmes, Saint-Symphorien, Ciply, Flénu, Nimy, Obourg, Masnuy-Saint-Pierre, Ghlin, Havré, Jemappes, Maisières.
Péruwelz.	Péruwelz, Bury, Brasmenil, Bonsecours, Wiers, Roncourt, Blaton, Calemelle.
Rance.	Rance.
Quevaucamps.	Quevaucamps, Beloeil, Basècles, Grandglise, Pommeroeul, Bernissart.

PROVINCIE LUIK.

Zetel van het Fonds.

Aangesloten gemeenten.

Luik.	Ans, Beyne-Heusay, Bressoux, Corexhe-Heuseux, Engis, Flémalle-Grande, Flémalle-Haute, Forêt, Fraipont, Glain, Grâce-Berleur, Grivegnée, Hollogne-aux-Pierres, Jemeppe, Jupille, Luik, Melen, Bergen, Montegnée, Ougrée, Queue-au-Bois, St-Nicolas, Seraing, Soumagne, Tilff, Tilleur, Vottem, Wandre, Angleur, Louveigné, Herstal, Chénée.
-------	--

Wareme.	Acosse, Avennes, Avernas-le-Baudouin, Bergilez, Bleret, Braives, Fallais, Fize-le-Marsal, Grand-Axhe, Grand-ville-Hannut, Hodeige, Lautremange, Momalle, Oleye, Tourinne-la-Chaussée, Ville-en-Hesbaye, Wansin, Wareme, Bertrée, Bettincourt.
Verviers.	Andrimont, Aubel, Bilstain, Cornesse, Dison, Ensival, Fouron-St-Martin, Goé, Henri-Chapelle, Herve, Hodimont, La Gleize, Lambermont, Limbourg, Neufchâteau, Pepinster, Petit-Rechain, Polleur, Soiron, Stavelot, Stembert, Theux, Verviers, Wegnez, Welkenraedt, Grand-Hechain.
Hoei.	Ampsain, Antheit, Ben-Ahin, Couthuin, Ehein, Flône, Fraiture, Hanneche, Huccorgne, Hoei, Landenne-sur-Meuse, Lavoir, Linchet, Marchin, Marnette, Modave, Moha, Nandrin, Neuville-sous-Huy, Ombret-Ransa, Oteppe, Pailhe, Ramelot, Seraing-le-Château, Strée, Tavier, Tihange, Vaux-Borset, Vierset-Barse, Vieux-Waleffe, Villers-le Temple, Vinalmont, Vissoul, Vernée-Fraineux, Vyle-Tharoul, Wanze.
Comblain-au-Pont.	Anthisme, Comblain-au-Pont, Poulseur, Combain-Fairon.

PROVINCIE LIMBURG.

Zetel van het Fonds.	Aangesloten gemeenten.
Bree.	Bree, Bocholt, Gerdingen, Opitter, Tongerlo.
Neerpelt.	Neerpelt, Overpelt, Lommel, Hamont, Caulille, St-Huibrechts-Lille.
Peer.	Peer, Groote-Brogel, Kleine-Brogel, Exel, Hechtel, Wijchmael, Helchteren, Houthaalen.
Tongeren.	Tongeren.
Mechelen a/Maas.	Mechelen a/Maas, Op Grimby, Bornheim, Uyckhoven, Reekheim, Lanaeken, Eysden, Leuth, Stockheim.
St-Truiden.	St-Truiden.
Beeringen.	Beeringen, Pael, Coursel, Zolder, Oostham, Heppen, Tessenderloo, Quaedmehelen, Leopoldsburg, Beverloo, Heusden.
Bilsen.	Bilsen, Hoesselt, Groote-Spauwen.
Hasselt.	Hasselt, Genck, Zonhoven, Diepenbeek.
Maeseyck.	Maeseyck, Dilsen, Eelen, Kimoy, Kessenich, Neeroeteren, Ophoven, Opoeteren, Rothem.

PROVINCE NAMEN.

Zetel van het Fonds.

Aangesloten gemeenten.

Auvelais.	Arsimont, Auvelais, Belâtre, Falisolle, Floreffe, Moustier, Jemeppe-s/-Sambre, Tamines, Moignelée, Biesmerée, Spy-Sombreffe.
Andenne.	Andenne, Gesves, Haillot, Haltinne, Obey, Thon-Samson, Hingéon, Sclayn.
Namen.	Daussoulx, Gelbressée, Namèche, Beez, Namen, Saint-Servais, Flawinne, Jambes, Bonnines, Vedrin, Marches-les-Dames, Vezin.

BIJLAGE IV.

Werkgeversverbond van de Textielnijverheid — Verviers.

Verviers, 16 Januari 1921.

MIJNE HEEREN,

Op 10 dezer maand heeft de *Vergadering onzer Afgevaardigden* tot het oprichten en het onmiddellijk in werking stellen van het Crisisfonds besloten, waarvan het beginsel sinds lang in studie lag.

Dat Crisisfonds zal op de volgende wijze werken :

Rechthebbenden.

Alleen de arbeiders in dienst van de inrichtingen onzer leden en die, wegens het sluiten der werkplaatsen, minder dan zes-en-negentig uren in een tijdsbestek van vier weken gewerkt hebben, zullen onderstand van het Crisisfonds kunnen genieten.

Er dient opgemerkt dat alleen de werkloosheid van den arbeider door toedoen van zijn werkgever recht op onderstand van het Crisisfonds verschaft. Het is noodig dat de werkgever, 't zij door het gedeeltelijk of volkomen sluiten van een deel of van geheel zijn fabriek, 't zij door het werken met beperkt personeel, waardoor zijn arbeiders om de beurt te werk worden gesteld, aan dezen in vier weken niet ten minste zes-en-negentig uren bezigheid heeft kunnen verschaffen.

Elke andere oorzaak van werkloosheid, *vrijwillig of onvrijwillig* vanwege den arbeider, laat dezen niet toe van het Crisisfonds te genieten indien zij niet het rechtstreeksch gevolg is van door den werkgever *opgelegde* werkonderbreking.

't is dus noodig dat dagelijks, in elke werkplaats, een boek wordt bijgehouden met nauwkeurige aanduiding van het getal aangeboden werkuren en den naam der arbeiders aan wie het werk werd aangeboden.

Na vier weken zal voor elke werkplaats of, indien om de beurt wordt gewerkt, voor elke ploeg in een werkplaats het getal arbeidsuren van elken arbeider opgeteld worden en door vergelijking met de onderstaande vergoedings-tabel zal men het bedrag berekenen waarop elke arbeider recht heeft.

Dat index-boek van de werkuren van elken arbeider moet ter beschikking der opzieners van het Crisisfonds gehouden worden voor elk nazicht dat zou noodig blijken.

Werkwijze.

De onderstand zal door elken werkgever aan de door de Crisis getroffen arbeiders om de vier weken uitbetaald worden, en voor de eerste maal gedurende

de week van 31 Januari tot 5 Februari, voor het tijdsbestek dat op 3 Januari aanvang nam.

Voor de gemakkelijheid, zal het geraadzaam zijn den crisisonderstand met de loonen voor de vierde week van het tijdsbestek uit te keeren en het ingaan van het eerste tijdperk van vier weken te doen samenvallen met het begin der eerste arbeidsweek van het jaar in elke werkplaats (dus niet stipt op 3 Januari voor de werkplaatsen waar de rekeningen der loonen tusschen 3 en 8 Januari werden gesloten).

Dan zal de nijveraar een lijst opmaken met aanduiding, per werkplaats, van het getal arbeiders, het getal arbeidsuren van dezen en het bedrag dat als onderstand werd uitbetaald. De lijst moet natuurlijk slechts opgemaakt worden voor de werkplaatsen waar het minimum van 96 werkuren in vier weken niet werd bereikt.

Na ontvangst en nazicht van de lijst zal het Verbond aan elk een kasaanwijzing afleveren voor het bedrag dat hij voor het Crisisfonds heeft uitbetaald.

Onderstandsrooster.

Naar gelang van het getal werkuren, zal aan de arbeiders de volgende onderstand verleend worden :

De arbeider die gedurende het tijdperk van 4 weken 88 tot 93 uren heeft gewerkt, zal 3 frank ontvangen.

Id.	id.	80 tot 87	id.	7	id.
Id.	id.	72 tot 79	id.	11	id.
Id.	id.	64 tot 71	id.	15	id.
Id.	id.	56 tot 63	id.	19	id.
Id.	id.	48 tot 55	id.	24	id.
Id.	id.	40 tot 47	id.	30	id.
Id.	id.	32 tot 39	id.	37	id.
Id.	id.	24 tot 31	id.	45	id.
Id.	id.	16 tot 23	id.	54	id.
Id.	id.	8 tot 15	id.	63	id.
Id.	id.	0 tot 7	id.	72	id.

N. B. — Tot nadere beslissing, blijft het volgend personeel van de voordeelen van het Crisisfonds uitgesloten :

a) Arbeiders en arbeidsters die niet in dienst van een enkele inrichting zijn, 't is te zeggen die in gewonen tijd in eenzelfde week voor twee of meer werkgevers arbeiden ;

b) Arbeiders en arbeidsters die buiten de fabriek werken.

* * *

Krachtens de beslissing der vergadering onzer afgevaardigden, is de bovenstaande rooster van voorloopigen aard. Na een eerste tijdperk van vier weken zullen wij kunnen vaststellen tot welke uitgave hij aanleiding heeft gegeven.

Anderzijds zal het Nationaal Crisisfonds, dat van den gezinslast rekening houdt, misschien reeds in werking zijn en zullen wij kunnen onderzoeken of het controlestelsel van dat Fonds voor ons Verbond geschikt is om ook onzen onderstand op den gezinslast van elken arbeider te laten berusten.

Dan zullen wij met kennis van zaken onzen rooster opnieuw kunnen onderzoeken om er de wenschelijke wijzigingen aan toe te brengen.

Wij durven op den goeden wil van al onze leden rekenen om dien nieuwen dienst op volmaakte wijze te regelen. Wij zijn van meening geweest dat hij, zooals hij werd opgevat, voor de arbeidersklasse, die zoozeer door werkloosheid wordt getroffen, zeer nuttig zou kunnen zijn en dat nog wel zonder dat het Crisisfonds door bestuurskosten wordt bezwaard.

Aanvaardt, Mijnheeren, de verzekering van onze bijzondere hoogachting.

Voor het Verbond :

De Voorzitter,

(Get.) L. ZURSTRASSEN.

BIJLAGE V.

Lijst der Tweeledige Commissiën die bij ministerieel besluit ambtelijk werden ingesteld.

	Datum van het besluit.	Getal werk- geversafge- vaardigden.	Getal arbeidersaf- vaardigden.	Getal zittingen.
Nationaal Comité van den Machinebouw.	25 Juni 1919	9	9	36 waarvan 4 voor de bijcommissiën
Nationaal Comité der Antwerpsche Haven	12 Nov. 1919	8	8	44
Nationaal Comité van de Vervoerbedrij- ven :				
a) Buurtspoorwegen.	10 Maart 1920	5	5	12
b) Tramwegen	id.	5	5	10
Nationaal Comité van de Bouwbedrijven (grootbedrijf)	7 Febr. 1920	6	6	15
Nationaal Comité van de Houtbewerkings- en Huisinrichtingsbedrijven	id.	8	8	18
Nationaal Comité voor de Gas- en Electri- citeitsdiensten :				
a) Gas	29 Nov. 1919	7	7	6
b) Electriciteit	id.	7	7	12
Nationaal Comité van de Schijfglasgieterij	30 Jan. 1920	3	3	16
Gewestelijk Comité van de Borstelmakerij (West-Vlaanderen)	3 Dec. 1920	4	4	—
Gewestelijk Comité van de vezelbedrijven voor de beide Vlaanderen (5 afdeling.) :				
a) Katoen- en Wolspinnerij	15 Okt. 1919	37	37	92 (totaal voor de afdel. op 30 April 1921)
b) Vlas-, hennep- en jutespinnerij. . .	id.			
c) Weverij	id.			
d) Bleekerij, opmakerij en ververij .	id.			
e) Vlasroterij en- zwingelarij . . .	id.			
Gewestelijk Comité van de holglaswer- kerij	1 Sept. 1919	3	3	11

BIJLAGE VI.

**Staat der toezichtsbezoeken van de Geneesheeren van den Arbeid
in 1920 en gedurende het eerste kwartaal van 1921.**

Districten.	1 ^e kwartaal.	2 ^e kwartaal.	3 ^e kwartaal.	4 ^e kwartaal.	Totaal voor het jaar 1920.	1 ^e kwartaal 1921.
Dist. I.	121	95	115	122	453	26
» II.	160	170	161	94	585	202
» III.	105	107	86	85	383	82
» IV.	177	161	110	114	562	93
» V.	101	181	171	146	599	208
» VI.	141	127	125	96	489	132
» VII.	200	123	115	160	598	172
	<u>1,005</u>	<u>964</u>	<u>883</u>	<u>817</u>	<u>3,669</u>	<u>915</u>

N. B. — Bij die getallen dienen gevoegd de bezoeken voor het onderzoeken van vragen om vergunning en van klachten van verschillenden aard, alsmede het voorgeschreven toezicht, op geregelde tijdstippen, over de bedrijven waarin gevaar voor vergiftiging bestaat.

BIJLAGE VII

Begrooting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading voor het dienstjaar 1919.

Gewone uitgaven.

		Onderverdeeling der uitgaven.		
		Werkelijke uitgaven van het dienstjaar.	Normale uitgaven van 1919.	Achterstallige uitgaven.
ART.				
1		30,000 »	30 000 »	»
— 2		1,651,387 55	856,926 66	794,460 89
— 3		32,000 »	32,000 »	»
— 4		214,578 30	158,389 93	56,188 37
— 5		40,583 67	22,239 14	18,344 53
— 6		5,108 25	3,761 83	1,346 42
— 7		16,300 »	15,300 »	1,000 »
— 8		474,063 58	416,704 80	57,358 78
— 9		9,175 82	3,302 90	5,872 92
— 10		88,349 03	60,198 37	28,150 66
— 11		5,524 80	4,470 63	1,054 17
— 12		11,768 81	2,400 »	9,368 81
— 13		346,244 12	128,800 »	217,444 12
— 14		5,424,406 58	3,540,626 48	1,883,780 10
— 15		20,000 »	10,000 »	10,000 »
— 16		118,271 63	80,869 41	37,402 22
— 17		387 50	301 73	85 77
— 18		11,595 31	7,482 16	4,113 15
— 19		11,970 72	11,083 72	887 »
— 20		91,497 80	56,350 22	35,147 58
— 21		19,111 74	6,860 53	12,251 21
— 22		4,884 24	4,529 74	354 50
— 23		387,064 76	232,780 54	154,284 22
— 24		13,645 74	6,283 36	7,362 38
— 25		130,056 47	96,523 62	33,532 85
— 26		136,691 24	87,698 43	48,992 81
— 27		616,930 59	395,128 85	221,801 74
— 28		46,614 55	46,614 55	»
— 29		33,068 46	24,043 41	9,025 05
— 30		19,484 61	19,484 61	»

Onderverdeeling der uitgaven.

	Werkelijke uitgaven van het dienstjaar.	Normale uitgaven van 1919.	Oorlogs- uitgaven.	Achterstallige uitgaven.
ART. 31	12,302 81	3,031 26	„	9,271 55
— 32	16,925 31	15,327 45	„	1,597 86
— 33	68,594 20	45,898 43	„	22,695 77
— 34	689,470 32	440,338 07	„	249,132 25
— 35	856,633 95	317,860 02	„	538,773 93
— 36	17,046 90	6,610 32	„	10,436 58
— 37	9,083 01	5,246 01	„	3,837 „
— 38	59,534 53	24,843 04	„	34,691 49
— 39	58,000,000 „	30,000,000 „	„	28,000,000 „
— 40	2,202,868 „	915 526 „	„	1,287,342 „
— 41	523,750 50	218,637 11	„	305,113 39
— 42	88,346 83	50,573 45	„	37,773 38
— 43	6,627 32	6,141 12	„	486 20
— 44	986,562 99	613,557 18	„	373,005 81
— 45	155,508 26	136,532 73	„	18,975 53
— 46	38,241 19	33,392 67	„	4,848 52
— 47	54,080 75	36,716 67	„	17,364 08
— 48	1,415 81	1,415 81	„	„
— 49	82,171 30	59,170 38	„	23,000 92
— 50	19,101 83	13,182 14	„	5,919 69
— 51	1,819 15	1,648 45	„	170 70
— 52	24,788 06	9,696 79	„	15,091 27
— 53	1,680 „	1,680 „	„	„
TOTAAL . . fr.	73,927,318 89	39,318,180 72	„	34,609,138 17

Uitzonderlijke uitgaven.

ART. 54	90,000 „	90,000 „	„	„
— 55	2,507 71	778 03	„	1,729 68
— 56	84,881 76	47,221 68	„	37,660 08
— 57	3,750,000 „	750,000 „	„	3,000,000 „
— 58	39,976 17	2,853 50	„	37,122 67
— 59	127,604 03	„	98,685 58	28,918 45
— 60	1,411,764 25	„	986,817 95	424,946 30
— 61	379,733 90	379,733 90	„	„
— 62	3,324 60	3,324 60	„	„
— 63	6,666 70	6,666 70	„	„
— 64	620,749 „	„	„	620,749 „
— 65	291,545 73	291,545 73	„	„
TOTAAL . . fr.	6,508,753 85	1,572,124 14	1,085,503 53	3,851,126 18

Werkelijke uitgaven van het dienstjaar.	Onderverdeeling der uitgaven.			
	Normale uitgaven van 1919.	Oorlogs- uitgaven.	Achterstallige uitgaven.	
Buitengewone uitgaven.				
ART. 55	949,267 01	»	943,741 35	5,525 66
— 56	360,207 32	»	300,000 »	60,207 32
— 57	815,839 66	»	663,464 25	152,375 41
— 58 ^a	659,270,873 62	»	644,000,000 »	15,270,873 62
— 58 ^b	150,000,000 »	»	150,000,000 »	»
TOTAAL . . . fr.	841,396,487 61	»	795,907,205 60	15,488,982 01

OVERZICHT

Gewone uitgaven. . .	73,927,318 89	39,318,180 72	»	34,609,138 17
Uitzondere uitgaven. .	6,508,753 85	1,572,124 14	1,085,503 53	3,851,126 18
Buitengew uitgaven. .	811,396,487 61	»	795,907,205 60	15,488,982 01
TOTAAL . . . fr.	891,832,260 35	40,890,304 86	796,992,709 13	53,949,246 36

BIJLAGE VIII

Begrooting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading voor het dienstjaar 1920.

Gewone uitgaven.

ART.		Vermoedelijke uitgaven van het dienstjaar.	Onderverdeeling der uitgaven.	
			Normale uitgaven van 1920.	Oorlogs- uitgaven.
1		44,000 »	44,000 »	»
— 2		2,106,827 41	2,106,827 41	»
— 3		40,000 »	40,000 »	»
— 4		279,000 »	279,000 »	»
— 5		120,471 »	120,471 66	»
— 6		146,187 01	146,187 01	»
— 7		49,500 »	49,500 »	»
— 8		7,000 »	7,000 »	»
— 9		25,000 »	25,000 »	»
— 10		212,000 »	212,000 »	»
— 11		99,000 »	99,000 »	»
— 12		12,500 »	12,500 »	»
— 13		203,000 22	203,000 22	»
— 14		10,305,221 15	10,305,221 15	»
— 15		10,000 »	10,000 »	»
— 16		200,000 »	200,000 »	»
— 17		1,000 »	1,000 »	»
— 18		12,100 »	12,100 »	»
— 19		18,600 »	18,600 »	»
— 20		75,000 »	75,000 »	»
— 21		40,000 »	40,000 »	»
— 22		10,000 »	10,000 »	»
— 23		460,189 87	460,189 87	»
— 24		25,301 32	25,301 32	»
— 25		33,000 »	33,000 »	»
— 26		249,344 83	249,344 83	»
— 27		988,065 35	988,065 35	»
— 28		60,000 »	60,000 »	»
— 29		248,700 »	248,700 »	»
— 30		20,000 »	20,000 »	»

Onderverdeling der uitgaven.			
	Vermoedelijke uitgaven van het dienstjaar.	Normale uitgaven van 1920.	Oorlogs- uitgaven.
ART. 45	1,196,104 14	1,196,104 14	»
— 31	20,000 »	20,000 »	»
— 32	36,000 »	36,000 »	»
— 33	12,589 40	12,589 40	»
— 34	65,000 »	65,000 »	»
— 35	500,000 »	500,000 »	»
— 36	450,000 »	450,000 »	»
— 37	10,000 »	10,000 »	»
— 38	12,000 »	12,000 »	»
— 39	225,000 »	225,000 »	»
— 40	60,000,000 »	60,000,000 »	»
— 41	1,400,000 »	1,400,000 »	»
— 42	468,723 69	468,723 69	»
— 43	107,566 67	107,566 67	»
— 44	5,000 »	5,000 »	»
— 46	311,766 94	311,766 94	»
— 47	50,000 »	50,000 »	»
— 48	68,815 01	68,815 01	»
— 49	5,000 »	5,000 »	»
— 50	124,672 55	124,672 55	»
— 51	25,000 »	25,000 »	»
— 52	3,000 »	3,000 »	»
— 53	25,000 »	25,000 »	»
— 54	8,000 »	8,000 »	»
TOTAAL. fr.	81,230,747 22	81,230,747 22	»

Uitzonderlijke uitgaven.

ART. 55	90,000 »	90,000 »	»
— 56	6,000 »	6,000 »	»
— 57	50,000 »	50,000 »	»
— 58	750,000 »	750,000 »	»
— 59	30,000 »	30,000 »	»
— 60	4,000 »	4,000 »	»
— 61	40,000 »	40,000 »	»
— 62	25,000 »	25,000 »	»
— 63	91,000 »	91,000 »	»
— 64	7,000 »	7,000 »	»
Nieuw	1,621 64	1,621 64	»
TOTAAL. fr.	1,094,621 64	1,094,621 64	»

		Onderverdeeling der uitgaven.	
Vermoedelijke uitgaven van het dienstjaar.		Normale uitgaven van 1920.	Oorlogs- uitgaven.
Buitengewone uitgaven.			
ART. 118	850,000 »	»	850,000 »
— 119	320,000 »	»	320,000 »
— 120	500,000 »	»	500,000 »
— 121 ^a	1,504,300 000 »	»	1,504,300 000 »
— 121 ^b	92,050,000 »	»	92,050,000 »
— 122	300,000 »	»	300 000 »
— 123	13,333,000 »	»	13,333,000 »
— 124	16,200,000 »	»	16,200,000 »
— 125	8,000,000 »	»	8,000,000 »
TOTAAL fr.	1,635,855 000 »	»	1,635,855,000 »

OVERZICHT

Uitgaven :			
Gewone	81,230,747 22	81,230,747 22	»
Uitzonderlijke .	1,094,621 64	1,094,621 64	»
Buitengewone	1,635,855,000 »	»	1,635,855,000 »
TOTAAL . . fr	1,718,180,368 86	82,325,368 86	1,635,855,000 »